

**RD CONGO: QUI A TUÉ LAURENT-DÉSIRÉ KABILA ?**

NOTREAFRIK



N°8 FEVRIER 2011

Belgique 3,5€ - Europe 3,5€ USA 4,5\$US

Afrique centrale et de l'Ouest 2 000 FCFA

RD Congo, Rwanda, Ethiopie 4,5\$US

Maroc 25DH

Mensuel panafricain d'information



# NOTREAFRIK

[www.notreafrrik.com](http://www.notreafrrik.com)

DOSSIER/BENIN

VEILLEE  
D'ARMES  
ÉLECTORALE



GABON

Ali Bongo  
resserre les rangs

MAGHREB

Attention  
au syndrome tunisien

CAMEROUN

# FRU NDI PARLE

La présidentielle, les anglophones, Biya et moi

**INTERVIEW EXCLUSIVE AVEC LE LEADER DE L'OPPOSITION CAMEROUNAISE**

# 777-200LR



## NON-STOP DESTINATIONS. ONE LEAP AWAY

With our new Boeing 777-200LR the choice of flying non-stop from the US to Addis Ababa and to more destinations in Asia is now yours.

More Comfortably...

More Quickly...

To More Places...

Come take the leap with us!

[WWW.ETHIOPIANAIRLINES.COM](http://WWW.ETHIOPIANAIRLINES.COM)

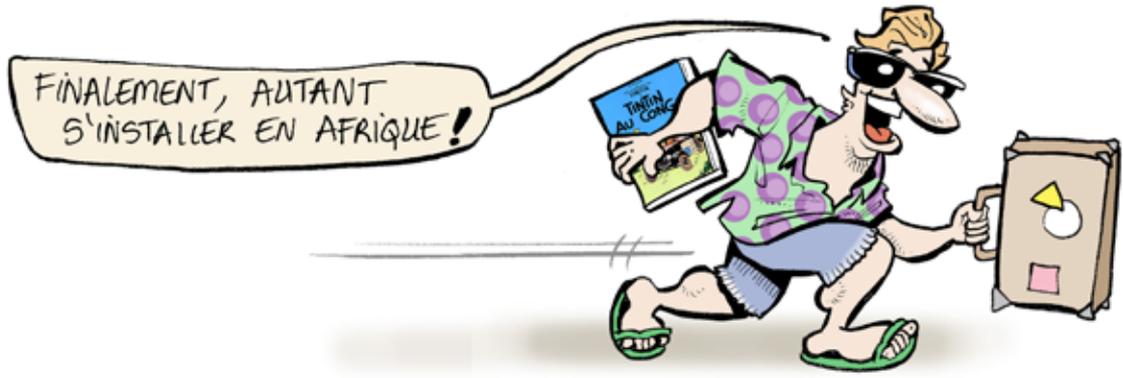
**Ethiopian**  
የኢትዮጵያ

THE NEW SPIRIT OF AFRICA



# BELGIQUE

CLICHÉS JOURNALISTIQUES AU (ET SUR LE) PAYS DE TINTIN...



22<sup>ème</sup> FESPACO

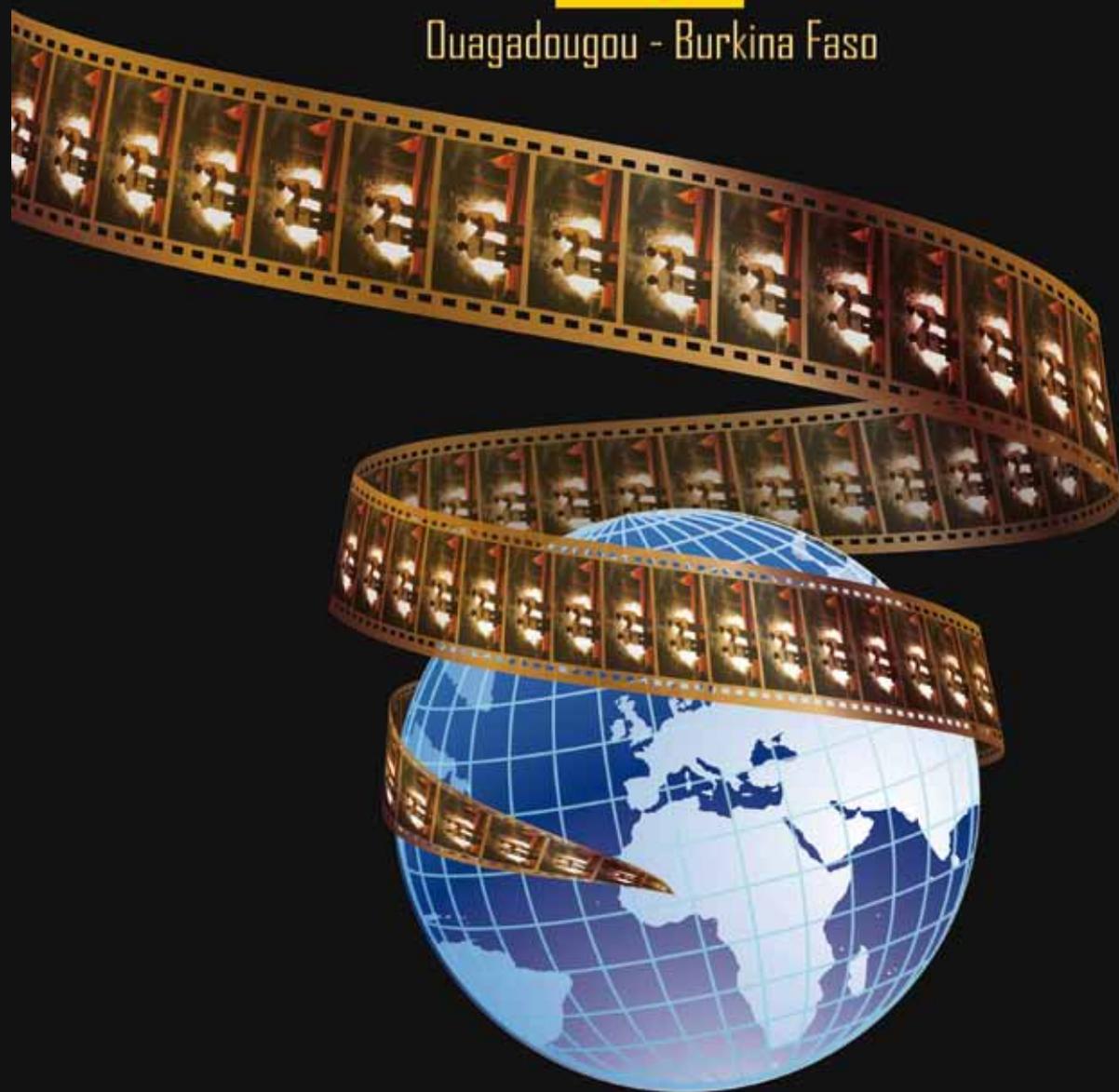
Du 26 février au 5 mars 2011



22<sup>nd</sup> FESPACO

february 26 to march 5, 2011

Ouagadougou - Burkina Faso

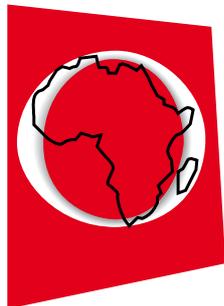


**CINÉMA AFRICAIN ET MARCHÉS**  
**AFRICAN CINEMA AND MARKETS**

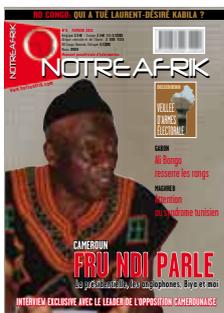


# Préservez le pays de Houphouët-Boigny!

Par Thierry Hot



EDITO



Deux mois après le second tour de l'élection présidentielle censée sortir la Côte d'Ivoire de la longue crise dans laquelle elle est plongée depuis 2002, c'est toujours le statu quo. Laurent Gbagbo, le président sortant, et son opposant le plus fidèle, Alassane Ouattara, n'en démordent pas.

A l'heure où je couche ces lignes, la guéguerre engagée entre la légitimité des urnes et la légalité constitutionnelle continue de mettre en émoi la «communauté internationale». Et malheureusement, c'est le peuple ivoirien, obligé de boire le vin des puissants jusqu'à la lie, qui se retrouve pris dans le piège infernal d'une ravageuse guerre de succession, qui ne semble pas près d'écrire son épilogue. Pourtant, on avait tellement espéré que les urnes réunifieraient ce pays tant meurtri.

Qui n'avait pas été impressionné par cette marée humaine qui s'était rendue aux urnes le 31 octobre 2010 pour le premier tour de la présidentielle, décidée à vaincre la fatalité et à inaugurer une nouvelle ère de paix et de prospérité? Qui n'avait pas applaudi la correction verbale qui a caractérisé le face à face du 25 novembre 2010 entre les deux finalistes de ce scrutin historique? Malheureusement, les «frères ennemis» avaient d'autres flèches dans leurs carquois! Et ont décidé de jeter les enseignements du père aux orties, détruisant à qui mieux mieux la rime entre la paix et le comportement. Au secours, Houphouët, tes fils ont perdu la leçon et ont oublié que «la paix n'est pas un vain mot, mais un comportement».

Les héritiers de Félix Houphouët-Boigny continuent de plonger la Côte d'Ivoire, pays de tradition et de générosité, dans une tourmente sans fin, refusant de s'accorder sur l'essentiel. Comment ne pas s'offusquer devant cet énorme gâchis? Comment ne pas s'attrister lorsque chaque jour des milliers d'Ivoiriens sont obligés d'emprunter les pistes libériennes pour se prémunir de l'intolérance des uns et du jusqu'aboutisme des autres?

Le chemin a été long, pénible, martyrisant depuis les éveils des extrémismes nés au lendemain de la succession ratée du «vieux». Et la réconciliation reste insaisissable. Ce serait vraiment dommage que les fils hypothèquent ainsi durablement l'avenir d'un pays si merveilleux. Se rendent-ils seulement compte qu'en campant ainsi sur leurs positions, c'est toute l'Afrique, et singulièrement la sous-région ouest-africaine qu'ils exposent à une inquiétante instabilité?

Quelle qu'ait été l'issue du scrutin, que vous soyez supporters de Laurent Gbagbo ou partisans d'Alassane Ouattara, fils et filles de Côte d'Ivoire, donnez-vous la main. Et le monde, à nouveau, vous applaudira... □

NOTRE AFRIK

NOTRE AFRIK  
est édité par  
Samori Media Connection

SIÈGE SOCIAL  
11, Rue des colonies  
1000 Bruxelles  
Tél: 00 322 517 61 10  
Fax : 00 322 791 92 02  
Email : [ecrire@notrefrik.com](mailto:ecrire@notrefrik.com)

ADMINISTRATION ET GESTION

Directeur général  
Thierry HOT  
[thierry.hot@notrefrik.com](mailto:thierry.hot@notrefrik.com)  
Responsable Commercial- Afrique de l'ouest  
Dominique Bela  
Responsable Commercial-Afrique centrale  
Jean-Charles Dicka

REDACTION

Directeur de publication  
Thierry HOT  
Directeur de publication délégué  
Serge Mathias TOMONDJI  
Directeur de la Rédaction  
Morin YAMONGBE

CORRESPONDANTS

Mohamed Areski Himeur (Algérie)	Souana Doré (Guinée)
Désiré Sawadogo (Burkina)	Sékou Tamboura (Mali)
Albéric Ndayirukiye (Burundi)	Mostapha Znaidi (Maroc)
Custave Samnick (Cameroun)	Souleymane Lamine (Niger)
Dorine Ekwé (Cameroun)	Ousseynou Nar Gueye (Sénégal)
Christian Tsoumou (Congo)	Eric Topona (Tchad)
Séthou Banhoro (Côte d'Ivoire)	François Djékombé (Tchad)
Frehiwot Tsigie Shiferaw (Ethiopie)	Edem Ganyra (Togo)
Antoine Lawson (Gabon)	

CREATION-REALISATION

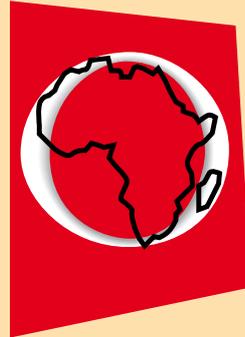
Claude Fontaine  
Fred Luguel  
RÉALISATION GRAPHIQUE  
Issoufou Zoungrana  
IMPRESSION  
Corelia Printing

[www.notrefrik.com](http://www.notrefrik.com)

ISSN : 2033-3730

## SOMMAIRE

- 3 **AFRIK CARTOON** Belgique-Afrique
- 5 **Editorial** **Préservez le pays de Houphouët-Boigny!**
- 9 **RED PHONE** Le new deal entre Biya et Fru Ndi  
Pourquoi Compaoré a reconduit Zongo  
Jospin et l'argent d'Omar Bongo  
Point Afrique reporte Faya Largeau
- Trois questions à...**  
Ernest Sagaga,  
de la Fédération internationale des journalistes
- 13 **DE A A Z** **Toute l'actualité mondiale**
- 17 **POLITIQUE & SOCIÉTÉ**
- Tunisie**  
Quand la rue fait basculer le pouvoir
- Côte d'Ivoire**  
Les étrangers retiennent leur souffle
- Burkina**  
Les nouveaux défis de Tertius Zongo
- 
- Nigeria**  
«La police nationale est corrompue»
- Cameroun**  
Une année électorale pleine de promesses
- Gabon**  
Les dessous du remaniement
- RD Congo**  
Qui a tué Laurent-Désiré Kabila?



# Présidentielle béninoise Dans les coulisses de la veillée électorale

## 33 DOSSIER

- Prologue:** Un scrutin très ouvert (31)
- Les trois poids lourds de l'élection (33)
- Enjeux et défis d'un scrutin très attendu (34-35)
- La tempête des scandales (36)
- Le satisfecit du gouvernement (37)
- Quand la presse s'en mêle (38)
- Albert Tévoédjrè: «Il faut une pédagogie politique en Afrique» (39-41)



SSES

À l'épreuve de la vie chère (48-49)

Robert Dossou: «Le cas ivoirien ne peut pas se produire au Bénin» (48-49)

Marie-Elise Gbèdo: au commencement était la femme (51)

Meeting, mode d'emploi (52)

Epilogue: le peuple, inquiet, retient son souffle (53)

## 55 ENTRETIEN

**John Fru Ndi**  
«Les anglophones sont marginalisés au Cameroun»



## 64 AFRIK ECO

**Energies renouvelables**  
Un plan ambitieux pour l'Algérie

**Gilbert Baranyizigiye**  
Un serveur dévoué de la poste burundaise

**Claude Ayo Inguendha**  
«La Bicig contrôle 52% du parc de comptes au Gabon»

## 69 CULTURE

**Zeynab:** «Je suis restée une enfant»



**Cameroun:** Dans les coulisses du mannequinat

**Fatoumata Kandé,** miss Guinée 2010

**Orthogr'Afrique:** Découvrir l'Afrique par l'orthographe

**Laongo:** Un musée à ciel ouvert

**Fashion:** Kreyann, une habilleuse de rêve

**L'escale picturale** de Nathalie Rey

## 79 SANTE

**Cirmf:** Vocation reconnue pour la recherche médicale

## 80 POINT DE VUE

**Côte d'Ivoire:** pour une Commission Vérité et Réconciliation



# HOTEL SEME BEACH



*Mer, rivière, montagne sur un seul site*



Mile 11 - Route d'Idenau, Bakingili - Limbé  
Tél.: (237) 77 93 45 46 / 97 11 52 92 • Fax : (237) 77 99 12 30  
E-mail : semebeach@gmail.com • Web : www.semebeach.com

*Le Paradis de l'eau A touch of Paradise*

## CAMEROUN

### LE NEW DEAL ENTRE BIYA ET FRU NDI



Tout un symbole, ces deux images inédites au pays des «Lions indomptables»! Les retrouvailles, en l'espace d'un mois, entre le chef de l'Etat camerounais, Paul Biya, et son principal opposant, John Fru Ndi. Jamais les deux hommes ne s'étaient rencontrés, ni serrés la main –du moins publiquement– au cours de ces vingt dernières années. La décrispation de la vie politique et la détente amorcées par M. Biya, qui a reçu son rival politique, le 10 décembre dernier à Bamenda au lendemain des festivités du cinquantenaire de l'armée, ont visiblement fait leur effet. Trois semaines après la rencontre historique de Bamenda entre les deux hommes, le leader anglophone du SDF (Social Democratic Front), John Fru Ndi, s'est déplacé, pour la première fois, le 3 janvier 2011, au Palais de l'unité, à Yaoundé, à la tête d'une imposante délégation de son parti, pour la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux des corps constitués au président de la République.

## BURKINA FASO

### POURQUOI COMPAORÉ A RECONDUIT ZONGO

En dépit de l'opposition en sourdine d'une partie de l'establishment économique proche du parti au pouvoir, qui voyait d'un très mauvais œil le tour de vis opéré par Tertius Zongo pour assainir le climat des affaires, le président burkinabè, Blaise Compaoré, a renouvelé sa confiance à son Premier ministre, reconduit à son poste le 13 janvier dernier. Homme de dossiers réputé pour sa rigueur et son extraordinaire abattage, M. Zongo, en poste depuis juin 2007, bénéficie de l'estime des bailleurs de fonds, notamment des Etats-Unis, qui ont accordé au Burkina la colossale subvention de 480 millions de dollars US dans le cadre du Millenium challenge account (MCA), négocié par l'actuel Premier ministre, du temps où il était ambassadeur du Burkina Faso à Washington. Les partenaires burkinabè, qui ne manquent pas de critiquer ouvertement le fonctionnement de la justice, apprécient cependant les efforts entrepris par M. Zongo en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.

Au-delà, les visiteurs du soir du palais de Kosyam estiment que Blaise Compaoré a voulu récompenser la loyauté d'un Premier ministre qu'il a appris à jauger et apprécier au cours de leur traditionnel tête-à-tête du mardi soir, précédant le conseil des ministres hebdomadaire de mercredi.



CRANS MONTANA

**PAUL BIYA EN GUEST STAR...**

Le président camerounais, **Paul Biya**, devrait être l'invité d'honneur du forum de Crans Montana sur la coopération Sud-Sud qui se tiendra à Bruxelles du 16 au 19 février 2011. Plusieurs personnalités du monde arabe et du continent africain sont attendues à ce forum consacré aux «défis de la coopération arabo-africaine et les synergies communes entre l'Afrique et le monde arabe». Au rang des VIP attendues dans la capitale belge, figurent **Iyad Allawi**, le chef du conseil national pour les politiques stratégiques d'Irak, qui conduira une importante délégation de son pays, **Justin Koumba**, le président de l'Assemblée nationale du Congo, **Denis Gokana**, le président du conseil d'administration de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC), **Tewelde Gebremariam**, le président de Ethio-



Jean-Paul Carteron, fondateur du Forum de Crans Montana

pian Airlines, **Belhassen Souhayr**, la présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH).

En marge de cette rencontre, un programme spécial consacré à la promotion de la femme sera organisé et co-présidé par **Irina Bokova**, directrice générale de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et **Abdelaziz Othman**, directeur général de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (Iseco). **Dominique Ouattara**, l'épouse d'Alassane Dramane Ouattara, reconnu par la «communauté internationale» comme le président de la Côte d'Ivoire, et Chantal **Muzito Ngalula**, l'épouse du Premier ministre de la République Démocratique du Congo devraient, par ailleurs, délivrer un message au cours de cette session.



Irina Bokova

**... GEORGE FORREST LAUREAT 2011**

Le richissime industriel belge d'origine néo-zélandaise, George Forrest, Président fondateur de George Forrest International SA, se verra décerner au cours du forum de Bruxelles le prix de la fondation Crans Montana sur la coopération Sud-Sud, pour «son combat incessant pour la transparence, une gestion loyale des ressources naturelles et l'éthique dans les affaires». Surnommé le «vice-roi du Katanga», M. Forrest est l'un des plus grands entrepreneurs miniers de la République Démocratique

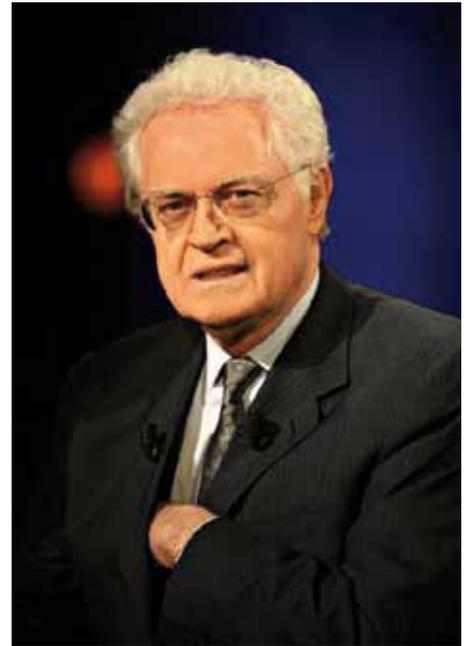


FRANCE-AFRIQUE

**JOSPIN ET L'ARGENT D'OMAR BONGO**

Alors que l'affaire du financement des partis politiques français par l'argent du pétrole africain révélée par WikiLeaks continue de faire des vagues, l'ancien Premier ministre français Lionel Jospin a tenu à se démarquer des «combinazzion» du marigot franco-africain. «En 1981, quelques jours après l'élection de François Mitterrand, et alors que premier secrétaire, j'étais au siège du Parti socialiste, on m'a annoncé l'arrivée d'un représentant du président Bongo désireux d'aider financièrement le PS en vue des élections législatives. J'ai fait reconduire courtoisement cet envoyé sans qu'il soit reçu, en lui faisant dire que nous n'avons besoin d'aucune aide», a confié M. Jospin au Canard enchaîné.

S'il se reconnaît à travers ce témoignage de Lionel Jospin, cet envoyé présumé du défunt président Omar Bongo Ondimba est prié de contacter la rédaction de Notre Afrik pour donner sa version des faits.



**NOTRE AFRIK**

*Chaque mois,  
un regard neuf  
sur l'actualité africaine  
et mondiale*

## FESPACO

**L'UE PROGRESSE, L'OIF RECULE**

Après l'Etat burkinabè, qui va injecter un pactole de 500 millions de francs CFA, l'Union européenne se classe comme le premier bailleur de fonds étranger pour le 22<sup>e</sup> Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco), qui se déroulera du 26 février au 5 mars 2011, avec un apport de 290 000 euros, soit une augmentation de 300% par rapport à l'édition de 2009 qui n'avait bénéficié que d'une «maigre» contribution de 89 000 euros de la part de Bruxelles. En revanche, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a revu sa subvention à la baisse, passant de 150 000 euros en 2009 à 75 000 euros cette année.



## AERIEN

**POINT AFRIQUE REPORTE FAYA LARGEAU**

Compagnie aérienne à bas coût entre la France et l'Afrique créée en 1996 par le Français Maurice Freund, Point Afrique avait prévu de lancer pour la première fois, le 16 février 2011, un vol direct entre Paris et Faya Largeau, au cœur du Sahara tchadien. Le tour opérateur français avait convaincu les autorités de N'Djamena pour la desserte du chef-lieu de la région du Borkou, après plusieurs mois de négociations. Mais, en raison de la mort des deux Français enlevés au Niger au début du mois de janvier, Point Afrique a décidé de reporter l'expédition de Faya Largeau à l'automne prochain. Faute de clients, la compagnie avait arrêté ses vols à Atar (Mauritanie) et Mopti (Mali), en raison de la menace d'Al Qaida au Maghreb islamique (Aqmi) dans le Sahel.

**3 QUESTIONS A**

Ernest Sagaga

*Responsable de la communication et des droits à la Fédération internationale des journalistes*



**Dans votre rapport, on dénombre 97 journalistes tués en 2010, des chiffres moins élevés qu'en 2009. Est-ce là une raison d'être optimiste?**

En 2009, 113 journalistes avaient été tués tandis que 25 autres avaient été victimes d'accidents. Malgré cette petite baisse, nous restons préoccupés par ces tragédies personnelles, familiales et professionnelles. Nos collègues à travers le monde sont victimes soit d'attaques ciblées, soit de balles perdues. Les belligérants ne prennent plus la peine d'identifier les journalistes. Pourtant, le droit international est clair: en 2006, le conseil de sécurité a passé une résolution à l'unanimité, la résolution 1738, qui oblige les Etats et les autres parties d'un conflit à respecter les journalistes. On remarque que cette résolution est restée lettre morte. Notre action reste un appel incessant aux gouvernements et aux autres parties d'un conflit afin qu'ils appliquent ce règlement.

**Pakistan, Mexique et Honduras composent le triste podium de cette liste. Ce sont des pays où il n'y a pas de guerre ouverte. Cela signifie-t-il que désormais le danger qui guette le journaliste est invisible?**

Il y a un véritable paradoxe lorsqu'on regarde les bilans de ces dix dernières années; on constate en effet que les journalistes tués le sont dans des pays où il n'y a pas de guerre ouverte. Dans la plupart des cas, il s'agit de personnes tuées dans leur communauté en temps de paix alors qu'elles couvrent des affaires qui se déroulent chez elles. Prenons le cas du Pakistan: on sait qu'il y a une guerre civile entre les forces gouvernementales et les milices islamistes armées. Au Mexique, une partie du pays échappe au gouvernement et est contrôlée par les cartels de la drogue qui livrent une guerre sans merci aux forces gouvernementales. Le cas du Honduras diffère quelque peu puisqu'il y a eu ce coup d'Etat l'an passé, ce qui a provoqué une instabilité politique. Et les journalistes ont été pris dans cette violence politique.

Dans ces pays, les journalistes sont tués en temps de paix parce que les gens savent très bien que tuer un journaliste ne comporte pas beaucoup de risques. C'est pour cela que nous disons qu'à part notre souci de protéger nos collègues, nous devons combattre l'impunité. Nous encourageons les gouvernements à prendre des mesures concrètes pour mettre fin à la culture de l'impunité.

**La plupart des crimes à l'encontre des journalistes sont commis en Asie et en Amérique latine. Cela fait-il de l'Afrique un bon élève?**

Pas du tout! En Erythrée, il n'y a pratiquement pas de journalistes indépendants. C'est une véritable prison. Il y a d'autres pays comme la Gambie, où le président et les autorités ont mené une guerre ouverte aux journalistes indépendants. Prenez la Somalie également: cette année il n'y a pas moins de morts qu'auparavant mais la situation reste très précaire. L'Afrique n'est donc pas un bon élève. En plus, la question de l'impunité se pose aussi en Afrique!

# ABONNEMENT NOTRE AFRIK



**1 AN**  
D'ABONNEMENT POUR

EUROPE  
**50** €  
PRIX DE PORT INCLUS

RESTE DU MONDE  
**70** €  
PRIX DE PORT INCLUS

## BULLETIN D'ABONNEMENT

A retourner sous enveloppe affranchie à : Samori Media Connection - 11, Rue des colonies, 1000 Bruxelles - Belgique

Je désire m'abonner à **NOTRE AFRIK**

J'offre un abonnement à

1 an (12 numéros) pour 50 € tarif pour l'Europe

1 an (12 numéros) pour 70 € tarif pour le reste du monde

Ci-joint mon règlement à l'ordre de Samori Media Connection

Par chèque

Par virement bancaire sur le compte

Dexia IBAN : BE45 0688 9097 0689 - BIC : GKCCBEBB

Mme

Mlle

M.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_ Email : \_\_\_\_\_



### A COMME... ALLEMAGNE

Neuf-cent-trente-quatre (934) élevages de porcs, de poulets et de poules pondeuses ont été fermés en raison d'un risque de contamination à la dioxine, a annoncé le ministère allemand de l'Agriculture alors qu'un scandale alimentaire a agité l'Allemagne dès le début du mois de janvier. Depuis cette date, la question de la sécurité alimentaire est au centre des débats en Allemagne avec la découverte, début janvier, d'œufs et de viande de porc contaminés à la dioxine, produit cancérigène à haute dose. A l'origine de ce scandale se trouve un fabricant de graisses alimentaires et industrielles soupçonné d'avoir sciemment livré des graisses techniques destinées à l'industrie à des fabricants d'aliments pour animaux.

### B COMME... BAN KI MOON

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a exprimé le 13 janvier son inquiétude après des violences en Côte d'Ivoire. Il a également condamné l'agression armée perpétrée le 12 janvier dans la commune abidjanaise d'Abobo par les Forces de défense et de sécurité (FDS), loyales à Laurent Gbagbo, à l'encontre d'un convoi de l'Onuci. Aggression au cours de laquelle trois casques bleus ont été légèrement blessés. Il a également condamné « l'utilisation continue de la Radio télévision ivoirienne (RTI) comme moyen d'incitation à la violence à l'encontre de la Mission de maintien de la paix des Nations unies, notamment par le biais de la diffusion d'informations erronées selon lesquelles les casques bleus des Nations unies soutiennent activement les soldats des Forces nouvelles », alliées au président désigné par la CEI, Alassane Ouattara. Le Secrétaire général a assuré tous les Ivoiriens de l'engagement de l'Onuci à protéger les civils, quelle que soit leur affiliation politique.



### C COMME... CONSTITUTION

L'Assemblée nationale et le Sénat de la RD Congo ont adopté, le 15 janvier, le projet de révision de la Constitution portant notamment sur l'organisation d'une présidentielle à tour unique, contestée par l'opposition. Sur 608 députés et sénateurs que compte le parlement, 485 ont en effet voté pour la modification de huit articles de la Constitution congolaise promulguée en 2006, tandis que huit ont voté contre et onze se sont abstenus. Proposés par le chef de l'Etat, Joseph Kabila, à dix mois de la présidentielle de novembre 2011, ces amendements concernent notamment l'alinéa 1 de l'article 71 relatif au mode de scrutin présidentiel, qui stipule désormais que le président est élu à la majorité simple des suffrages exprimés et non plus à la majorité absolue au second tour. Jusqu'ici indépendants, les magistrats du parquet seront dorénavant sous l'autorité du ministre de la Justice, après la modification de l'article 126 relatif aux dispositions générales sur la séparation des pouvoirs judiciaire, exécutif et législatif.

### D COMME... DEMINAGE

Un peu plus de 47 millions de mètres carrés d'espace territorial ont été déminés en 2010, par l'Institut national de déminage (Inad), dans le cadre du processus de localisation et destruction des engins non-détonés en cours en Angola. L'information a été livrée par le directeur général de l'Inad, Leonardo Severino Sapalo, qui a expliqué que pour ce faire, 16 brigades de déminage, 15 manuelles et une mécanique, ont été impliquées au niveau national. Leonardo Sapalo a révélé que les brigades ont inspecté 129 kilomètres de routes, 15 kilomètres de ligne de transport d'énergie électrique de haute tension et 1 168 kilomètres de ligne de fibre optique, destinée à la téléphonie fixe. On se souvient qu'entre 1999 et 2006, le Japon a déboursé près de 1,9 million de dollars américains pour financer des projets de déminage en Angola.

### E COMME... ELECTIONS

C'est le 23 février que se tiendra à Khartoum, la capitale du Soudan, la 33e assemblée générale de la Confédération africaine de football (CAF). Au cours de cette rencontre, l'élection des membres du comité exécutif de la CAF pour l'exercice 2011-2015, ainsi que celle des représentants africains au comité exécutif de la Fédération internationale de football association (Fifa) pour la même période en constitueront les points focaux. Au niveau africain, il s'agira de consultations zonales. L'Egyptien Hani Abbo Rida, membre sortant, et le Tunisien Tarek Bouchamaoui iront à la pêche aux voix, de même que le célèbre footballeur zambien Kalusha Bwalya, et le Sud-Africain Danny Jordan, entre autres. Dans le même temps, le poste de représentant africain au comité exécutif de la Fifa est aussi l'objet de convoitise. Seules deux places sont disponibles pour cinq candidatures. Jacques Anouma, Kalusha Bwalya, Danny Jordan, Suketu Patel des Seychelles, Mohamed Raouraoua de l'Algérie ou Alhaji Ibrahim Galadima du Nigeria se sont déclarés.



## Ainsi tourne notre monde...

De A comme Allemagne à V comme Vœux, plongez au cœur de l'actualité mondiale de ces dernières semaines d'une seule traite, en quelques brèves...

Coordonné par Dorine Ekwè

**F COMME...****FMA**

C'est au cours de cette année 2011 que le Fonds monétaire africain devrait, en principe, voir le jour. C'est ce qui est ressorti de la rencontre d'experts et de ministres de l'Economie et des Finances des pays africains à Yaoundé (Cameroun). Elle visait à examiner respectivement le projet de statut et de création du Fonds monétaire africain (FMA). L'institution aura son siège à Yaoundé alors que la Banque centrale africaine, en voie de création, sera basée à Abuja au Nigeria et la Banque africaine d'investissement à Tripoli, en Libye. La création de ce Fonds monétaire africain est une étape cruciale vers l'autonomie monétaire de l'Afrique. On se souvient en effet que ce Fonds est l'une des trois institutions financières décidées par l'acte constitutif de l'Union africaine (UA), adopté en 2000. Il sera chargé de faire des études sur l'évolution de la politique macroéconomique de l'Afrique.

**G COMME...  
GHANA**

Le président du Ghana, John Atta Mills, a officiellement lancé, le 15 décembre, la production commerciale de pétrole du champ Jubilee. Quelques jours auparavant, le parlement a adopté une loi permettant de mettre en gage la production pétrolière pour obtenir des prêts. Le champ pétrolier Jubilee a été découvert en 2007 par la société américaine Kosmos Energy au large des côtes ghanéennes. Ses réserves sont estimées entre 650 millions et 1,2 milliard de barils. Dans le pays, on espère que cette découverte viendra booster la croissance. On se souvient que le pays a connu une croissance de 1,8% par habitant entre 1984 et 2008.

**H COMME...  
HYDROGENE**

Les trois principaux constructeurs d'automobiles japonais associés à des groupes pétroliers et compagnies de gaz vont mettre en place au Japon, d'ici à 2015, quelques 100 stations d'hydrogène pour les futurs véhicules à pile à combustible. Toyota, Nissan et Honda ont en effet fait part, dans un communiqué conjoint, de leur « ambition de commercialiser des véhicules à pile à combustible au Japon en 2015, principalement dans les grandes villes ». Cette initiative vise une réduction considérable des émissions de CO2 dues au secteur des transports, constructeurs et fournisseurs d'énergie. Les groupes d'énergie concernés avaient fondé, en 2009, un comité de recherche conjoint, en vue de faire de la fourniture d'hydrogène une nouvelle activité et préparer l'infrastructure indispensable pour garantir un approvisionnement stable, viable, sûr, économiquement rationnel, compétitif et respectueux de l'environnement.

**I COMME...****IRAK**

Le vicar de l'Eglise anglicane St George de Bagdad, le révérend Andrew White, a appelé le 12 janvier à Copenhague les leaders religieux sunnites et chiites irakiens à décréter une fatwa contre les violences croissantes envers les chrétiens en Irak. C'était au cours d'une réunion de crise, à l'initiative du Danemark et de l'ONG britannique The Foundation for Relief and Reconciliation in the Middle East (FRRME). Elle a rassemblé à Copenhague huit chefs religieux musulmans et chrétiens pour tenter de mettre fin aux violences intercommunautaires qui ont récemment endeuillé la communauté chrétienne en Irak. Le 31 octobre dernier, un attentat revendiqué par la branche irakienne d'Al-Qaïda a fait 46 morts dans la cathédrale syriaque catholique de Bagdad. D'autres attaques ont récemment visé des chrétiens en Egypte, alors que le 31 décembre, un attentat contre une église copte d'Alexandrie avait fait 21 morts.

**K COMME...  
KOWEÏT**

L'Irak et le Koweït ont décidé, le 12 janvier, d'accélérer la résolution des problèmes qui empoisonnent leurs relations depuis plus de vingt ans. C'était à l'occasion d'une visite historique à Bagdad du Premier ministre koweïtien, Nasser Mohammad al-Ahmad al-Sabah. La première visite d'un chef de gouvernement koweïtien en Irak depuis la Guerre du Golfe (1990-1991). Bagdad doit encore reconnaître officiellement les frontières terrestres et maritimes du Koweït, restituer des biens et des archives volées durant l'invasion et régler le problème des disparus. Il doit aussi verser 21 milliards de dollars sur les 65 fixés pour les compensations au Koweït. L'Irak conteste notamment les frontières telles que tracées en 1993 par le Conseil de sécurité. S'il est prêt à reconnaître la frontière terrestre du Koweït, il estime que sa frontière maritime lui bloque l'accès au Golfe, vital pour son économie.

## L COMME... LIBERTE

Jacques Rogge, président du Comité international olympique (CIO), a indiqué le 13 janvier qu'il allait recevoir des représentants des comités nationaux olympiques jordaniens, israéliens et palestiniens afin de faciliter les échanges sportifs et les modalités de voyage des athlètes de ces pays. «Nous nous voyons le 22 février afin d'évoquer la possibilité de simplifier le passage des frontières (de ces territoires) pour les sportifs de ces trois pays», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse qui clôturait deux jours de réunion de la commission exécutive du CIO à Lausanne. En août dernier, le Comité olympique palestinien avait lancé une campagne visant à faire sanctionner Israël par les instances sportives internationales en raison de son refus d'autoriser les athlètes palestiniens de circuler librement après plusieurs problèmes aux frontières.



## M COMME... MALARIA

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'initiative «Faire reculer le paludisme» (RBM) s'inquiètent de ce que, si rien n'est fait rapidement pour prévenir l'apparition et la propagation de parasites pharmaco-résistants, le monde risque de perdre son traitement le plus efficace contre le paludisme. Ce plan, intitulé «Global Plan for Artemisinin Resistance Containment», présente les mesures à prendre pour endiguer et prévenir la résistance aux artémisinines, composants essentiels des médicaments antipaludiques comportant de l'artémisinine (ACT), arme la plus efficace contre la forme la plus mortelle de paludisme. Une résistance aux artémisinines est déjà apparue dans certaines zones à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. L'OMS a estimé en 2010 que seuls 31 des 75 pays qui devraient tester systématiquement l'efficacité des ACT le faisaient effectivement.

## N COMME... NIGERIA

Le président du Nigeria, Goodluck Jonathan, a été désigné comme candidat du Parti démocratique des peuples (PDP, au pouvoir) pour les élections générales d'avril prochain au Nigeria. A l'issue d'une élection primaire qui a duré toute la nuit du 13 janvier à Eagle Square à Abuja, la capitale, Goodluck Jonathan a obtenu 2 736 voix pour battre ses adversaires, l'ancien vice-président, Atiku Abubakar (805 voix) et la seule femme candidate, Sarah Jubril (1 voix). Parmi les adversaires du président Jonathan aux élections générales d'avril figure l'ancien président militaire Muhammadu Buhari, candidat du Congress for Progress Change (CPC) et Ibrahim Babangida, un autre ancien président de la République. Des négociations sont en cours entre différents partis de l'opposition pour former une Coalition arc-en-ciel en vue d'affronter le PDP à ces élections générales. Le président nigérian a formellement ratifié, le 10 janvier, les changements constitutionnels qui permettront aux élections, dont la présidentielle, d'être tenues en avril après qu'une tentative de les organiser en janvier ait échoué.



## O COMME... OPERATION

C'est le 15 janvier dernier qu'a été clôturée l'opération de vote référendaire au Sud-Soudan. Le seuil de 60% de participation, indispensable pour que soit valide le résultat du référendum au Sud-Soudan, a été dépassé. Le scrutin doit déboucher sur l'indépendance de cette région. Les Sudistes votent en masse depuis le 9 janvier dernier pour se prononcer sur leur avenir qui pourrait bien déboucher sur l'indépendance. Les résultats définitifs sont attendus le 14 février. Près de 4 millions de personnes se sont inscrites pour ce référendum d'autodétermination. La partition du pays semble inévitable à l'issue de ce référendum rendu possible par l'accord de paix conclu en 2005, qui a mis fin à plus de 20 ans de guerre civile entre le Nord et le Sud. Ce conflit a fait deux millions de morts entre 1983 et 2005. L'option sécessionniste à l'issue de ce scrutin est la plus probable. La question du partage du pétrole entre le Nord et le Sud sera certainement l'une des questions phares de l'après-référendum.

## P COMME... PRISONNIERS

En prélude à la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du Tchad, le président Idriss Déby Itno a tenté de mettre en œuvre la réconciliation nationale. Un décret lu sur les antennes de la radio nationale le 10 janvier, veille de la célébration, indiquait que: «Sont amnistiés des crimes commis, tous les prisonniers de guerre appartenant aux différents groupes politico-militaires.» Dans un autre texte, le président tchadien annonçait que la grâce est accordée à messieurs Taher Guinassou, Taher Wodji, Al hadj (Djougourou) Hemichi, Al hadj Moita Ahmat Djibrine Azene et Djibrine Dasset, tous condamnés à des peines de mort ou à perpétuité en «août 2008 pour s'être rendus coupables d'atteinte à l'ordre constitutionnel, à l'intégrité du territoire et à la sécurité de l'Etat». Après la réconciliation entre le Tchad et le Soudan, engagée il y a environ un an, plusieurs responsables de l'Union des forces pour la démocratie et le développement de Mahamat Nouri, qui s'était associée aux rebelles, étaient rentrés volontairement au Tchad escomptant une amnistie.





## R COMME... RETOUR

Du 29 décembre 2010 au 5 janvier 2011, des Américains d'origine camerounaise ont effectué un premier voyage dans le pays de leurs ancêtres. C'était dans le cadre d'«Ancestry reconnection programm», un programme mis en place par l'ONG américaine Ark Jammers. Parmi ces Camerounais qui se découvrent, on retrouvait des médecins, avocats, architectes... La cinquantaine révolue, c'est grâce à des tests ADN qu'ils ont découvert que leurs racines étaient au Cameroun. Parmi eux, il y a des Tikar, des Bamiléké, des Ewondo, des Bassas... L'initiative de cette ONG a été largement saluée par les plus hautes autorités camerounaises qui se sont dites fières de cette diaspora entreprenante. Ark Jammers est une association dont l'objectif est de promouvoir la générosité et l'échange interculturel. Selon les chiffres donnés par Gina Paige, la présidente et co-fondatrice d'African Ancestry, une compagnie américaine d'identification par ADN, entre 6 000 et 8 000 Américains se sont découverts des racines camerounaises datant de l'époque de la traite négrière.

## S COMME... SALAIRES

Pour la première fois, le rapport mondial sur les salaires du Bureau international du travail (BIT) ouvre ses pages à l'Afrique. Dans ce rapport 2010-2011 du BIT publié le 9 janvier, on découvre l'évolution du continent africain dans sa marche vers le développement. Selon cette étude, le continent compte 100 millions de salariés, soit un Africain sur dix. Sur une population totale qui dépasse le milliard d'habitants, l'Afrique compte 550 millions de personnes en âge de travailler (de 15 à 64 ans). Le rapport présente également les disparités qui existent entre les pays. Ainsi, le salariat représente moins de 10% des personnes exerçant un emploi au Burkina Faso ou au Mali. Le chiffre grimpe à plus de 17% au Sénégal et au Cameroun pour s'envoler dans les pays anglophones: Botswana (60,5%), Namibie (72,9%) et Afrique du Sud (82,3%). Par ailleurs, on note des écarts considérables entre hommes et femmes. Alors que les premiers comptent 31% de salariés parmi ceux qui ont un emploi, les secondes n'en comptent que 17%.

## T COMME... TUNISIE

Après 23 ans de règne, Zine El Abidine Ben Ali a quitté le pouvoir le 14 janvier sur la pointe des pieds. Le président tunisien en fuite est arrivé dans la nuit du 14 au 15 janvier à Jeddah, en Arabie saoudite. Son avion avait survolé précédemment l'espace aérien maltais «en direction du nord». Il a donc quitté le pays après des manifestations sans précédent contre son régime, lesquelles ont été réprimées dans le sang. Une marche hostile à son régime a été organisée quelques heures auparavant à Tunis et en province, au lendemain du discours dans lequel il promettait une série de réformes et s'engageait à ne pas briguer de nouveau mandat en 2014. Face aux manifestations massives, il avait annoncé la dissolution du gouvernement et la tenue d'élections anticipées d'ici à six mois. Au lendemain de son départ, Foued Mebazaa, le président du parlement, a été désigné comme président par intérim de la Tunisie. Des élections doivent être organisées dans le pays dans un délai maximum de 60 jours.



## U COMME... URANIUM

Sept représentants étrangers se sont rendus dans une installation nucléaire iranienne le 15 janvier à l'occasion d'une visite sur laquelle Téhéran fonde l'espoir de s'attirer un soutien avant une nouvelle série de discussions cruciales prévues du 20 au 22 janvier à Istanbul, en Turquie, sur ses activités nucléaires contestées. La Russie, la Chine et l'Union européenne ont cependant rejeté l'invitation iranienne, l'UE arguant qu'il revenait aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de vérifier si le programme iranien était mené à des fins exclusivement pacifiques. Téhéran n'a pas proposé de visite aux Etats-Unis, l'un des premiers détracteurs de l'Iran à l'international, et nombre d'observateurs jugent ce rendez-vous comme une tentative destinée à diviser les pays participant aux entretiens sur le dossier nucléaires.

## V COMME... VŒUX

C'est avec surprise que des milliers de Camerounais se sont vus adresser des vœux via leurs téléphones portables par le président de la République, Paul Biya. «Monsieur le Président de la République et Madame Chantal Biya vous présentent leurs vœux de santé et de bonheur pour l'année 2011». Tel est en effet le message qui a atterri, en français et/ou en anglais dans les boîtes de message téléphoniques des populations entre la dernière semaine du mois de décembre 2010 et la première semaine de janvier. Une première dans l'histoire du pays où les populations sont habituées au traditionnel message radio télévisé délivré par le président tous les 31 décembre à 20 heures. L'effet de surprise passé, les Camerounais sont curieux de connaître la suite des innovations dans la communication de leur président alors que l'élection présidentielle est attendue pour cette année 2011.

## POLITIQUE

TUNISIE

## Quand la rue fait basculer le pouvoir



Qui aurait parié que Zine el-Abidine Ben Ali quitterait le pouvoir chassé par la rue? Le 14 janvier dernier, il a dû capituler face à la montée en puissance d'une contestation sociale, fuyant son pays et abandonnant ses fonctions de président de la République de Tunisie. Contraint à l'exil, Ben Ali doit à présent méditer sur les revers du pouvoir, lui qui a réussi, il y a 23 ans, à déposer le premier président de la Tunisie indépendante, Habib Bourguiba.

Le pays doit à présent se recomposer sur les plans politique et social. Les causes qui ont fini par avoir raison de Ben Ali sont toujours là, et la grande majorité de la population ne veut plus entendre parler des hommes qui ont incarné l'ancien système. Le scepticisme et même le tollé qui ont accueilli la formation, le 18 janvier, du gouvernement de transition dit d'union nationale, ont vite fait déchanter les quelques membres de l'opposition qui y étaient entrés. Ainsi, Anouar Ben Gueddour, nommé secrétaire d'Etat aux Transports, Houssine Dimassi, éphémère ministre de la Formation et de l'Emploi, et Abdeljelil Bédoui, ministre auprès du Premier ministre, ont tous démissionné de leurs postes quelques heures après avoir été nommés.

Incontestablement, le cas tunisien, qui montre combien un fait social banal peut ébranler et déstabiliser le pouvoir au sommet de l'Etat, fera date dans l'histoire sociopolitique de l'Afrique. Ici comme ailleurs, faut-il le rappeler, les peuples réclament et réclameront de plus en plus du pain, davantage de liberté et de démocratie...

SMT &amp; DE

## Le décryptage de Marcel Nsizo\*

**Comment expliquez-vous que la contestation des jeunes en Tunisie ait entraîné le départ du président Ben Ali le 14 janvier dernier?**

La chute et le départ du président Ben Ali ont toujours été inscrits en filigrane dans le type de gouvernance et le mode de gestion que ce dernier a instauré à la tête de l'Etat tunisien pendant ses 23 ans de pouvoir. Il s'agit d'une gestion particulièrement autoritaire fondée, au plan politique, sur l'emprise hégémonique du Rassemblement constitutionnel démocratique [RCD, parti du président déchu, NDLR]; au plan économique, sur l'exaltation d'un «patrimonialisme» de type tunisien accordant l'essentiel des privilèges financiers à la seule tribu présidentielle; et au plan social sur la marginalisation continue des catégories défavorisées, en particulier les jeunes.

C'est ce mode de gouvernance dévoyée, préjudiciable à la grande majorité des Tunisiens, qui a provoqué la frustration de l'opinion et créé la structure d'opportunité politique favorable à l'émergence de la campagne actuelle de mouvement social.

**Dans des pays comme l'Algérie et l'Egypte, des jeunes se sont immolés par le feu. Doit-on craindre une contagion dans la région?**

L'effet de contagion ne me semble pas à exclure. Il pourrait être favorisé ici par un certain nombre de facteurs, au rang desquels la similarité des modes et des méthodes de gouvernance politique et économique dans les pays voisins. La manifestation des mêmes frustrations ressenties par de larges couches de la population et surtout



l'effet des nouvelles technologies de l'information et de la communication peuvent faciliter la propagation du conflit d'un site à un autre, voire d'un pays à un autre.

**De façon générale, dans le monde arabe, on note une sorte d'inquiétude. A quoi cela est-il dû?**

Sans accrédiéter outre mesure la thèse bien connue de Samuel Huntington sur le «choc des civilisations», il me semble qu'il existe néanmoins une culture partagée du pouvoir dans sa relation avec la société, commune à un certain nombre de dirigeants dans le monde arabe. Celle-ci me semble fondée sur une certaine omniprésence et une omniscience du chef. De sorte que toute initiative de transformation de la société qui n'émane pas du leader mais de la rue apparaît comme une subversion du système. D'où l'inquiétude de certains dirigeants arabes actuels.

**Des élections devraient être organisées dans 60 jours. Y a-t-il à craindre pour leur transparence?**

On peut toujours craindre pour la transparence d'une élection qui reste à organiser dans le contexte d'une effervescence politique nouvelle. Cependant, les difficultés inhérentes à l'organisation des élections à venir me paraissent surmontables si les modalités de leur organisation et de leur déroulement s'appuient sur un consensus susceptible de garantir leur régularité et leur sincérité. □

\* Politologue et enseignant à la faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Yaoundé II



## Crise postélectorale

Du temps de la lune de miel entre Laurent Gbagbo et la communauté burkinabè (Octobre 2007)

# Les étrangers retiennent leur souffle

La Côte d'Ivoire est entrée dans une zone de turbulences au lendemain du deuxième tour de l'élection présidentielle. L'ONU estime à environ 270 le nombre de personnes ayant trouvé la mort dans les violences liées à la crise postélectorale. Parmi ces victimes, on compte des étrangers. Les ressortissants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui ont vécu en bonne intelligence avec leurs hôtes, retiennent leur souffle.

De notre correspondante, Séthou Banhoro

«**LES IVOIRIENS ONT PEUR** d'être attaqués par les étrangers et les étrangers ont peur d'être tués par les Ivoiriens. Moi, je n'ai pas peur des peurs collectives», indique un ministre du gouvernement de Marie Gilbert N'Gbo, le Premier ministre nommé par Laurent Koudou Gbagbo. Une assurance que les ressortissants de la CEDEAO vivant en Côte d'Ivoire aimeraient bien partager. Mais pour eux, il est difficile d'oublier le chantage à peine voilé de certains membres de ce même gouvernement qui, face à la menace d'une intervention militaire, ont choisi de rappeler aux chefs d'Etat de la région la forte présence, dans le pays, de nombreux ressortissants des pays membres de la CEDEAO. Donnant le sentiment à ces millions d'étrangers

d'être pris en otages.

En tout cas, les communautés étrangères, estimées à 26% de la population, sont sur le qui-vive. Ceux qui le peuvent ont quitté la Côte d'Ivoire en prévision de la tempête, tandis que les autres s'en remettent à Dieu. Les déplacements sont limités. «Les tracasseries ont repris avec leur lot de rackets et d'exactions. J'ai pris un car de Bouaké vers à Abidjan. Il y avait un Malien qui venait à Abidjan pour les funérailles de son père. Le parcours a été pénible pour lui. Il a dû payer à chaque barrage», dénonce Aïcha Traoré. Des exactions dont se fait également l'écho Fallou Seye: «J'ai été arrêté pour un contrôle. J'ai sorti mon portefeuille pour présenter ma carte d'identité. Le policier me l'a ar-

raché et l'a fouillé. Il a pris tout l'argent dont je disposais et m'a relâché.» Ces faits ne sont pas nouveaux mais cette énième crise a aggravé le phénomène.

### Tourner sept fois sa langue...

Depuis, les étrangers se font tout petits dans les quartiers. Ils sont très attentifs au moindre fait, au moindre propos de leurs présidents respectifs. On se souvient encore de la déclaration dont s'étaient fendus des ressortissants sénégalais pour se désolidariser d'Abdoulaye Wade, qui avait reçu Alassane Dramane Ouattara au lendemain du premier tour de la présidentielle. On peut également citer la sortie des Nigériens pour interpellé le président Goodluck Jonathan.

Dans le même registre, on note que des Libériens, dont les concitoyens sont accusés de faire partie des miliciens pro-Gbagbo, ont trouvé refuge dans les locaux du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) à Abidjan, par peur de représailles.

A en croire de nombreux étrangers, l'indice d'insécurité est fonction de la prise de position de leurs présidents. Depuis la fin de l'idylle entre Laurent Gbagbo et Blaise Compaoré, les Burkinabè se sentent, à tort ou à raison, plus exposés que tous les autres ressortissants de la CEDEAO. Des éléments se réclamant de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci) ont mené une expédition punitive dans un quartier précaire de la commune de Cocody (un quartier résidentiel d'Abidjan, NDLR). «On nous accuse de soutenir l'un des candidats. Et pourtant, nous n'avons pas participé à la campagne, encore moins pris part au vote», se défend Ousmane Kindo, qui a envoyé son épouse et son fils chez son frère.

Les Burkinabè, qui constituent le plus gros du contingent des ressortissants de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, ont mis sur pied un collectif dénommé Collectif des Burkinabè en Côte d'Ivoire pour la Paix (CBCP). «Certains de nos compatriotes ont été arrêtés dans les rues et présentés abusivement comme des manifestants. Les parents ont dû payer de fortes sommes pour les faire libérer», dénonce le collectif. «Notre neutralité est le seul gage pour préserver notre vie», croit savoir Lamine Sawadogo, l'un des responsables.



La situation en Côte d'Ivoire préoccupe les chefs d'Etat de la CEDEAO

Après avoir mis en garde les opportunistes qui veulent utiliser leurs compatriotes à des fins inavouables, ces responsables ont entrepris de sensibiliser leur communauté. Ici comme ailleurs, le message est le même: ne pas prendre part à une lutte qui n'est pas la leur. Les consignes que nous donnons sont très claires: «Il faut éviter de prendre position dans cette crise. Nous nous tenons loin des manifestations politiques. Il faut s'éloigner des hommes politiques et de leurs hommes de main qui exploitent les étrangers pour ensuite les jeter en pâture. Nous avons enregistré 14 ressortissants tués dans cette crise. C'est trop!», relève le collectif.

### L'humour, toujours!

Au haut conseil des Béninois de l'extérieur, c'est la même consigne.

«Nous demandons à tous les Béninois d'éviter les lieux de rassemblement et de manifestation. Nous conseillons à nos compatriotes de ne pas se mêler de la politique ivoirienne», informe un Béninois en poste dans une structure internationale. «S'il est vrai qu'on ne peut pas empêcher un être pensant d'avoir une opinion sur ce qui s'est passé, notre meilleur parti est celui de la paix. Nous sommes nés en Côte d'Ivoire, c'est ici chez nous; alors nous prions pour que la paix revienne», lance Georges Pascal Mensah, jeune togolais.

«J'ai rapporté les propos xénophobes de mon voisin à une de mes amies. Elle m'a demandé de venir m'installer chez elle si je me sens menacée. C'est cela la vraie Côte d'Ivoire. Les liens sont forts entre Ivoiriens et étrangers», souligne Aminata Kouyaté. Pour elle, la crise n'a pas changé les relations entre les étrangers et leurs frères ivoiriens. Elle s'inquiète néanmoins des provocations et des violences enregistrées à travers le pays. Heureusement, l'humour reste présent pour dédramatiser cette situation délétère et se jouer des angoisses. «Mon voisin qui est pro-Gbagbo me demande chaque jour ce que j'attends pour rentrer chez moi. Je lui rétorque que Blaise Compaoré, qui s'est investi à 100% dans la résolution de la crise ivoirienne, n'a pas vraiment eu le temps pour développer mon village et qu'à ce titre j'attends que Gbagbo nous dédommage. Nous rions et chacun vaque à ses occupations», témoigne, dans un grand rire, un Burkinabè. □



## BURKINA FASO

## Gouvernance

# Les nouveaux défis de Tertius Zongo

Cinq départs, neuf arrivées, quatre nouveaux départements créés, des ministères scindés en deux, d'autres qui changent de dénomination, trente-huit membres... Tels sont les principaux enseignements du gouvernement formé le dimanche 16 janvier 2011 par Tertius Zongo, lui-même reconduit à son poste le jeudi 14 janvier dernier par le président Compaoré.

De notre correspondant, Désiré Théophane Sawadogo

## IL N'Y A PAS EU DE ROUND

d'observation. La nouvelle équipe gouvernementale à peine formée, Tertius Zongo est monté au charbon, installant dans la foulée les nouveaux ministres et rencontrant la presse pour dévoiler sa feuille de route... «Le temps presse et nous devons passer à la vitesse supérieure. Chacun d'entre nous doit accélérer son rythme de travail et de production», exhorte, avec son franc-parler habituel, le chef du gouvernement burkinabè. Chargé de la mise en œuvre du programme du président Compaoré –«Bâtir, ensemble, un Burkina émergent»- il sait qu'il n'a pas le temps de s'endormir sur les lauriers (taux de croissance de l'économie de l'ordre de 5% en moyenne, progression du taux de scolarisation de 46% à 74,8%) moissonnés pendant le mandat précédent.

Il n'ignore pas non plus qu'au rythme actuel -un taux de croissance démographique de plus de 3% et un taux de croissance du Produit intérieur brut par habitant qui peine à atteindre les 2%-, il faudrait 35 ans au «pays des Hommes intègres» pour doubler ses revenus et atténuer les effets de la pauvreté. «Inacceptable!», tonne Tertius Zongo qui compte se servir de la nouvelle Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (Scadd) pour relever les défis engendrés par les promesses électorales du candidat Compaoré.

Pour le gouvernement, la feuille de route ne comporte aucune rature. Il s'agit de résoudre les équations de la viabilité et de la légitimité du système politique, de la question de l'accroissement des richesses et de la redistribution des fruits de la croissance, de la place de la femme en



Le nouveau gouvernement du Burkina Faso

politique et dans le processus de développement, de la lutte contre la corruption (le Burkina a chuté de 19 places dans le dernier rapport de l'Organisation non gouvernementale (ONG) Transparency International), du droit des jeunes à l'emploi, etc.

Le nouveau gouvernement est particulièrement attendu sur le front social par les syndicats, avec lesquelles il a ouvert des négociations en décembre 2010. «Nous nous attendons à ce que le nouveau gouvernement prenne à bras-le-corps les préoccupations des agents de la Fonction publique. Pour cela, nous souhaitons que l'accent soit mis sur la lutte contre la violation des libertés syndicales, sur les avancements des fonctionnaires. Nous avons également demandé l'abatement de l'IUTS», résume Jean Mathias Liliou, secrétaire général de la Confédération syndicale burkinabè (CSB). «Prenant le secteur de la santé, nous constatons avec amertume l'augmentation des frais de

consultation avec la nouvelle tarification des actes de santé. Le gouvernement devra résoudre ces questions qui restent pendantes», renchérit Bassolma Bazié, deuxième secrétaire général adjoint de la Confédération générale des travailleurs (CGT-B).

Mais si l'argument de l'efficacité est avancé avec force par Tertius Zongo pour expliquer la composition de son équipe et l'augmentation du nombre de ministères, qui passent de 34 à 38, il est difficile de ne pas percevoir à travers cette composition, les préparatifs en vue des prochaines élections législatives et locales qui se profilent à l'horizon 2012. Par ailleurs, ce gouvernement affiche sa vocation à formaliser et sans doute à mettre en œuvre les réformes institutionnelles souhaitées par le chef de l'Etat et une partie de la classe politique. La création d'un ministère auprès de la présidence chargée des Réformes politiques participe de cette volonté. □

## DES HOMMES ET DES MISSIONS

### Arsène Bongnessan Yé, ministre d'Etat, ministre auprès de la présidence chargé des Réformes politiques

Médecin militaire, ancien président de l'Assemblée nationale, ancien ministre, c'est lui qui a été désigné pour coordonner la campagne de Blaise Compaoré dans la Boucle du Mouhoun, un important bassin électoral. Dix ans après son passage dans l'exécutif, il est de retour comme ministre d'Etat, ministre auprès de la présidence chargé des Réformes politiques, la grande innovation de ce gouvernement. A ce titre, il sera chargé de conduire les réformes politiques souhaitées par le chef de l'Etat et une bonne partie de la classe politique, pouvoir et opposition confondus.

Dr Yé sera donc la courroie de transmis-



sion entre les forces de propositions et le gouvernement. Une mission pourtant délicate. Si l'opposition réclame un toilettage complet de la Constitution burkinabè, elle ne souhaite pas pour autant que l'on touche à l'article 37 qui limite à deux quinquennats le nombre des mandats présidentiels, contrairement au Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP, au pouvoir). Son mandat commence bien: à peine nommé, Arsène Bongnessan Yé, dont le ministère suscite des interrogations, a déjà été surnommé, non sans ironie, «le ministre de l'article 37».

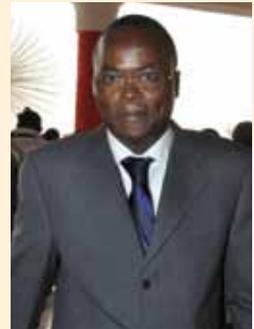
### Jérôme Bougouma, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation

Docteur d'Etat en droit, ancien conseiller juridique du président du Faso, il a également fait un passage très remarqué et fort apprécié par les syndicats, de 2006 à 2009, au poste de ministre du Travail et de la Sécurité sociale, avant de démissionner pour «convenance personnelle». Membre du bureau exécutif du CDP, il a dirigé le département affaires juridiques et contentieux électoral de l'état-major du candidat Blaise Compaoré durant la campagne. Le père du dialogue social syndicat-gouvernement effectue son come-back comme ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation. A ce titre, il revient à ce brillant juriste d'organiser les législatives couplées aux municipales en 2012. Et d'éviter les dysfonctionnements qui ont failli entacher la régularité de la dernière présidentielle.



### Salif Kaboré, ministre des Mines, des Carrières et de l'Energie

Directeur général de la Société nationale burkinabè d'électricité (Sonabel) pendant une dizaine d'années, il accède au département des Mines, des Carrières et de l'Energie, au moment où le Burkina Faso connaît un boom minier, avec une hausse de 3312% de la production d'or depuis 2005. Une belle promotion pour cet économiste-gestionnaire de formation, réputé pour sa rigueur et la maîtrise de ses dossiers.



### Baba Hama, ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement

Directeur de la presse présidentielle avant sa nomination, il a aussi piloté la Radio nationale du Burkina, et dirigé pendant 12 ans la délégation générale du Fespaco. Ecrivain et journaliste reconnu pour son professionnalisme, il a assumé, pendant la campagne présidentielle, les fonctions de chef du département presse et communication de l'état major du candidat Compaoré. A 52 ans, une nouvelle page s'ouvre dans la vie de cet ancien -promotion 1986- de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille en France. Sa mission: renforcer les moyens et le professionnalisme de la presse publique, mieux encadrer le secteur privé, réussir le défi du passage au numérique à l'horizon 2015 et renforcer la visibilité des différents ministères.



### Assimi Koanda, ministre chargé du Cabinet présidentiel

Directeur de cabinet du président du Faso avec rang de ministre, il devient ministre chargé du Cabinet présidentiel. Historien de formation, ancien enseignant à l'Université de Ouagadougou, il a également été, pendant une décennie, ambassadeur du Burkina Faso au Maroc. C'est cet homme discret qui a dirigé la campagne du candidat Blaise Compaoré. Il participera donc désormais au conseil des ministres. Une mission qui ne devrait pas trop bouleverser son quotidien car s'inscrivant dans la continuité du travail qu'il assumait aux côtés du chef de l'Etat. Il sera le relais entre le Conseil des ministres et le bataillon des conseillers de la présidence du Faso. C'est l'une des curiosités de ce nouveau gouvernement.



Hafiz Ringim, inspecteur général de la police

## «La police nationale est corrompue»

Après avoir servi dans plusieurs Etats de la fédération nigérienne, Hafiz Ringim a été nommé à la tête de la police nationale en tant qu'inspecteur général en octobre 2010. Hélas, il prend ses nouvelles fonctions au moment où l'insécurité gagne tout le Nigeria à l'approche des élections générales d'avril 2011. Mais Hafiz Ringim, originaire du Nord du Nigeria et homme de terrain, estime qu'il est à la hauteur du défi en promettant des élections sans violences. Quel est son secret? C'est ce qu'il dévoile dans l'entretien exclusif qu'il a bien voulu accorder, depuis Abuja, à Notre Afrik...

*Propos recueillis par notre correspondant, Daouda Aliyou*

**Notre Afrik: Nous sommes à deux mois des élections générales d'avril. Comment vous préparez-vous pour relever le défi, sachant que les scrutins précédents ont été émaillés de violences et surtout de vol d'urnes?**

**Hafiz Ringim:** La police nationale a déjà fait ses recherches sur les causes des violences électorales. Et nous avons remis nos recommandations au chef de l'Etat. Je vous rassure que nos recommandations ont été approuvées. Au moment où je vous parle [L'interview a été recueillie à la mi-janvier, NDLR], je suis déjà en possession de 70% des fonds requis. Les indemnités et la logistique dont nous avons besoin pour ces élections ont été également approuvées par le président de la République. Ce qui témoigne du sérieux avec lequel le gouvernement prépare ces scrutins.

Pour sa part, la police a constitué une unité spéciale composée de plus de 10 000 hommes déjà formés pour ces élections. De même, les Nations unies, le gouvernement britannique, le gouvernement américain et le Japon m'ont contacté pour me proposer de former nos officiers pour ces scrutins. Ils seront tous au Nigeria pour nous venir en aide à cette occasion. En plus, j'ai mobilisé toutes les agences de sécurité du pays pour des concertations régulières en vue de ce grand événement que sont les élections générales d'avril prochain.

Je profite donc de l'occasion pour dire que nous avons entamé une réforme en notre sein, afin de séparer les mauvais grains des bons. Pour ce faire, - les Nigériens peuvent en être rassurés -, la police sera présente dans les 774 administrations locales que compte le pays et à chaque bureau de vote. Comme vous le savez, les soldats seront en stand by dans certaines zones à risque. Les agents de la douane, de l'immigration, de la sécurité routière et les sapeurs pompiers seront tous là pour nous donner un coup de main. Nous avons commencé à organiser des séminaires en vue d'harmoniser nos efforts afin de relever le défi. Nous avons d'ailleurs annoncé les couleurs avec le congrès électif du plus grand parti du pays, le Parti démocratique du peuple (PDP, au pouvoir), qui s'est déroulé en janvier sans le moindre incident.

**Puisque vous pensez être prêts pour les scrutins à venir, que faites-vous contre l'insécurité qui a atteint un niveau inquiétant dans le pays avec les violences religieuses au Nord, où la secte «Boko Haram» sème la terreur, les affrontements intercommunautaires au centre et les attentats à la bombe de ces derniers temps?**

Vous avez raison, il y a de l'insécurité dans le pays. Permettez-moi de prendre un cas particulier, celui de la secte islamiste «Boko Haram». Entre 2000 et 2002, lorsque les bandits à main armée semaient la terreur dans le nord-est du pays, les gens disaient qu'il s'agissait des Tchadiens, Nigériens, en somme des étrangers. Mais quand j'ai été nommé commissaire de police à Yola, la capitale de l'Etat d'Adamawa, où j'ai servi pendant quatre ans, aucun étranger n'a figuré parmi tous les suspects que nous avions interpellés. Je ne rejette pas totalement l'hypothèse selon laquelle des étrangers font partie du groupe «Boko Haram», mais la vérité est que la majorité des membres de cette



secte sont nos compatriotes. L'effondrement du système d'agence secrète et d'intelligence dans le pays et surtout au sein de la police est à l'origine de l'émergence de «Boko Haram» et des autres formes de violence au Nigeria.

C'est vraiment honteux et scandaleux de constater que deux ans après les premières attaques menées par la secte «Boko Haram» au Nord du pays, on est incapable de localiser leur base, leurs parains et leur source d'approvisionnement en armes. Depuis deux mois, nous menons des enquêtes dans ce sens. Il y a des lueurs d'espoir à l'horizon. Je suis également en train de remanier la cellule d'intelligence de la police dans ce sens, parce que tout ce que nous vivons aujourd'hui est vraiment embarrassant pour le pays. Je promets aux Nigériens que nous y parviendrons très bientôt.

### **Vous aviez également servi dans le sud-est du pays, où les enlèvements sont devenus un marché lucratif. Quelle est, selon vous, la cause de ce fléau et comment comptez-vous y mettre fin?**

Vous conviendrez avec moi que ce fléau dure depuis des années. C'est dommage que la police connaisse un déclin depuis une longue période. Nous allons essayer de redresser la situation mais, franchement, cela ne sera pas facile. Cela va prendre du temps et je demande à la population d'être patiente avec nous. Le gouvernement a mis à notre disposition les fonds nécessaires, nous avons les hommes qualifiés et la volonté y est.

A vrai dire, c'est la corruption qui est à l'origine de ce fléau. Si les commissaires de police affectés dans les Etats du Sud, où le kidnapping est en vogue, surveillaient bien leurs agents, on n'en serait pas là aujourd'hui. C'est pourquoi nous sommes en train de remanier tous les départements de la police nationale. Nous allons bientôt finir avec cette réforme qui nous permettra de voir qui est utile, qui ne l'est pas et qui fait quoi. En tout cas, il y aura plusieurs affectations et des licenciements.

### **Vous êtes donc d'avis que la police nigériane est corrompue...**

L'indice de corruption montre que la position du Nigeria, au lieu de s'améliorer, a plutôt chuté. C'est vous dire que c'est un fléau collectif pour ne pas dire national.



On doit donc ensemble lutter contre cette gangrène. Pour ma part, je ferai de mon mieux pour lutter contre la corruption au sein de la police nationale. Je reconnais toutefois que la police nationale est corrompue.

### **Quand vous dites que la police nigériane est corrompue, à quoi faites-vous allusion précisément?**

Depuis que j'ai été nommé à la tête de la police il y a quelques mois, j'ai vu des choses incroyables. Depuis que je suis là, des entrepreneurs et des fonctionnaires sont venus me voir pour me dire qu'ils veulent m'aider, en me proposant des équipements sans valeur qui n'ont rien à voir avec la police. On m'a même demandé de payer des factures qui datent de plusieurs années, en me proposant 50% du montant total. Des entrepreneurs m'ont proposé des excursions aux Etats-Unis et en Europe à leurs frais, avec des millions de nairas (la monnaie nigériane, NDLR) comme argent de poche. Récemment, au cours d'une vente aux enchères, quelqu'un est venu me dire qu'on a réservé un certain nombre de véhicules pour moi. Ce sont toutes ces pratiques frauduleuses qui ont ruiné la police nationale.

### **Il y a aussi le problème de racket et les barrages illégaux que dressent vos hommes sur les voies...**

J'ai été informé de la situation, je ne dirai pas que c'est faux. Mais tout le monde est

coupable parce que s'il n'y a pas de donneur, il n'y aura pas de preneur. Si vous tenez compte de ce que j'ai fait pour lutter contre la corruption dans l'Etat d'Abia, dans le Sud-est, vous devriez être d'accord avec moi qu'on peut redresser la situation. D'ailleurs, j'ai commencé à résoudre le problème des barrages illégaux. J'ai donné mes numéros de téléphone à certains chauffeurs de camions et taxis pour m'appeler si un policier les arrête sans raison valable ou s'il demande de l'argent. Comme vous le voyez, j'ai besoin de la collaboration de tous pour réussir.

### **Dans l'ensemble, que comptez-vous faire pour repositionner la police nigériane très mal vue par la population?**

Un comité de réforme a été mis en place afin de lutter contre la corruption au sein de la police nationale. Des adjoints aux commissaires seront nommés pour être en charge des six zones géopolitiques du pays. Ils auront les fonds, la logistique et le soutien nécessaires pour travailler. Je convoque régulièrement les chefs des différents départements de la police pour discuter des voies et moyens de redonner à la police sa gloire d'antan. Il faut reconnaître que la population ne fait plus confiance à la police. Ce qui n'était pas le cas en notre temps où tout le monde enviait les policiers. Cependant, nos efforts n'aboutiront pas si les Nigériens en général ne tournent pas le dos à la corruption. □

## CAMEROUN

# Agenda national

## Une année électorale pleine de promesses et d'inconnues

L'élection présidentielle d'octobre prochain, où Paul Biya brigue un nouveau mandat de sept ans, va incontestablement marquer l'année politique au Cameroun. Mais on reste dans l'expectative sur le reste de l'agenda national de cette année 2011...

Par Emmanuel Gustave Samnick  
De notre correspondant



Paul Biya, président du Cameroun

### PREMIER PARI TENU

pour 2011 par le gouvernement camerounais: l'organisation effective du comice agropastoral d'Ebolowa, du 17 au 22 janvier. Cette grande foire du monde rural, autrefois moment fort de la vie de la République tous les cinq ans, était attendue depuis 22 ans et constituait l'une des nombreuses arlésiennes qui donnent du grain à moudre aux opposants au régime Biya.

L'organisation de la grand-messe des agriculteurs et des éleveurs dans la capitale régionale du Sud en ce mois de janvier augure peut-être d'autres réalisations tout au long de l'année. Le président de la République en a pris l'engagement dans son discours du 31 décembre 2010 à la nation, confirmant notamment la tenue de l'élection présidentielle à laquelle il sera naturellement candidat. Le débat ne se pose du reste plus à ce sujet, depuis qu'il a fait modifier la Constitution en avril 2008, faisant sauter le verrou de la limitation des mandats du président de la République. «Pour ma détermination à reprendre notre marche en avant, j'ai besoin de votre soutien», a-t-il d'ailleurs lancé aux Camerounais dans son adresse de fin d'année. Dont acte! Ceci expliquerait-il cela?

Toujours est-il que 2011 connaîtra enfin le démarrage de certains grands projets structurants longtemps annoncés dans le discours politique mais jamais entrés en

réalisation. Il en est ainsi de la construction du port en eau profonde de Kribi, à quelques 300 km de Yaoundé sur la côte Atlantique. L'indemnisation des populations déguerpies et les travaux de terrassement ont débuté en décembre dernier. La construction des infrastructures de base du projet, telles que le chenal d'accès et les quais d'accostage, devrait être lancée cette année. Le gouvernement annonce aussi le début de la réalisation effective de ses grands projets énergétiques: les barrages de Lom Pangar dans la région de l'Est et de Mamve'ele dans la région du Sud, la centrale à gaz thermique de Kribi.

### Poursuivre la lutte contre la corruption

Comme en 2010 où il a pu lever 200 milliards de francs CFA, l'Etat recourra à nouveau à l'emprunt obligataire (150 milliards de francs CFA) pour accompagner son programme d'investissement. L'année 2011 est donc pleine de belles promesses sur le chantier du développement, mais risque, elle aussi, d'être secouée par une corruption devenue endémique. L'on a ainsi appris, début janvier, qu'une équipe de la police judiciaire s'était rendue à Kribi pour enquêter sur des soupçons de manipulations et de malversations sur la liste des indemnités du projet de construction du port en eau profonde. Comme très souvent, malheureusement, les noms des pontes du régime se trouveraient sur la liste des personnes déguerpies et qui ont commencé à être indemnisées en décembre dernier à hauteur de 4 milliards de francs CFA (l'enveloppe globale des indemnités devrait atteindre 24 milliards de francs CFA, et pourrait bénéficier en partie à des personnes sans aucun lien avec les 26 hectares de terrain à aménager pour le projet)...

Dans son discours de fin d'année, M. Biya a réaffirmé qu'il poursuivra la lutte contre le détournement des deniers publics et la corruption. Mais, si une vingtaine d'anciens membres du gouvernement et de gestionnaires d'entreprises publiques crouissent en taule dans le cadre de l'opération d'assainissement des mœurs publiques baptisée «Epervier», le phénomène de la corruption reste rampant dans le pays et continuera à gripper la machine de la marche vers la croissance.

Hubert Mono Ndjana, professeur de philosophie à l'Université de Yaoundé I et autrefois chantre du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC, parti au pouvoir), estime que: «Chaque décideur étant son propre planificateur, avec ses technocrates de service, tout est permis, surtout leur enrichissement injustifié et toujours pardonné (...) Pourquoi des véhicules de 50 ou 80 millions de francs CFA pour des individus dont le rendement n'est que la décroissance et la persistance du sous-développement? Il s'agit là d'une prime paradoxale à la médiocrité.»

### Spéculations

Paul Biya, qui soufflera ses 78 bougies le 13 février 2011 est manifestement entré en campagne pour la conquête d'un nouveau septennat à la tête de l'Etat. Au-delà de grandes annonces qu'il dévoile à doses homéopathiques –à l'occasion de la célébration du cinquantenaire des armées à Bamenda, il a par exemple annoncé la création d'une université dans cette capitale régionale du Nord-Ouest- le président de la République fait désormais plus d'efforts pour soigner son image. C'est ainsi que pendant son séjour à Bamenda en décembre dernier, il a reçu pour la première fois son principal opposant, l'anglophone John Fru Ndi, leader

du Social democratic front (SDF), créé à Bamenda en mai 1990. Le chef de l'Etat et son challenger se sont encore retrouvés le 3 janvier au palais de l'Unité à Yaoundé, à l'occasion de la présentation des vœux du corps diplomatique et des corps constitués au président Paul Biya.

La détente amorcée par le chef du RDPC vis-à-vis de son rival le plus farouche alimente les spéculations au sein de l'opinion sur une éventuelle entrée du SDF au gouvernement. Mais rien n'est moins sûr, Paul Biya désirant rester seul maître du jeu politique et la nécessité d'un gouvernement d'union nationale ne se posant pas vraiment. L'opposition est laminée, les électeurs sont fatigués et peu enthousiastes à s'inscrire sur les listes électorales malgré une campagne onéreuse d'Elecam, le nouvel organisme controversé en charge de la gestion des élections au Cameroun.

### Conjectures

On s'attend par ailleurs à ce que le parti au pouvoir, le RDPC, tienne un congrès extraordinaire pour renouveler le mandat de son président national, réélu depuis juillet 2006. Nul ne sait s'il sera couplé à un congrès ordinaire du parti, attendu, lui, depuis 14 ans, et pour lequel le secrétaire général du comité central, René Emmanuel Sadi, avait organisé des concertations en août dernier à Yaoundé

avec des dignitaires venus des dix régions du pays.

Paul Biya a aussi parlé, pour 2011, «des élections et particulièrement de l'élection présidentielle», ouvrant ainsi la voie à d'autres spéculations. On sait que l'élection présidentielle aura lieu en octobre 2011, tandis que les législatives et les municipales sont programmées l'année prochaine, en 2012. De quelles autres élections parle donc le chef de l'Etat cette année? Celles des sénateurs et des conseillers régionaux? Les législatives anticipées? Les Camerounais sont dans l'expectative! Malgré la poursuite de l'opération du transfert des compétences de certains ministères aux collectivités décentralisées, la décentralisation (avec l'élection des conseillers régionaux) prévue dans la Constitution du 18 janvier 1996 n'est toujours pas effective, tout comme le sénat et la Cour constitutionnelle. Dans son discours du 31 décembre 2009, Paul Biya déclarait déjà que «la voie est ouverte à la mise en place du sénat». Un an a passé et aucun signal n'est venu dans ce sens.

Reste à savoir si le projet de loi portant amendement de la Constitution, pour y instaurer le poste de vice-président de la République, sortira des tiroirs avant la tenue de l'élection présidentielle... □



Maquette de la centrale thermique de Kribi



Maquette du projet de barrage de Lom Pangar

## GABON

## Nouveau gouvernement

## Les dessous du remaniement

La longue attente et la rumeur persistante, depuis plusieurs mois, d'un éventuel remaniement gouvernemental rendu nécessaire par l'immobilité des acteurs politiques, a finalement pris fin dans la soirée du vendredi 14 janvier 2011. Même si l'ossature principale du gouvernement précédent demeure en place, des ajustements ont été opérés par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et le Premier ministre, Paul Biyoghe Mba, reconduit à son poste pour la deuxième fois.

De notre correspondant, Antoine Lawson

## HUIT MINISTRES QUITTENT

le gouvernement, six nouveaux y font leur entrée sur un total de 31 ministres contre 30 dans l'équipe sortante. Le nombre de femmes est en baisse: quatre contre six dans le précédent gouvernement. Ce réajustement semble avoir été guidé par la recherche de la performance et de la cohésion de l'équipe gouvernementale, nécessaires pour mener à bien la politique du chef de l'Etat, qui a d'abord nommé un nouveau Secrétaire général à la présidence de la République. Un poste stratégique s'il en est, confié à Laure Olga Gondjout, qui occupait jusque-là le portefeuille de la Communication, de la Poste et de l'Economie numérique.

Le nouveau gouvernement enregistre le retour de deux personnalités de premier plan: Franck Emmanuel Isoze Ngondet, qui vient d'achever son mandat au Conseil de sécurité des Nations unies pour le compte du Gabon, et Alexandre Barro Chambrier, candidat non retenu au poste de gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC). Le nouveau ministre de la Défense nationale, Pacôme Ruffin Ondzounga, proche du chef de l'Etat, quitte le Budget pour hériter d'un département stratégique jusque-là dirigé par Angélique Ngoma, mutée au ministère du Travail et désignée porte-parole du gouvernement.

Selon le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG, au pouvoir), Faustin Boukoubi, le nouveau gouvernement consacre une «correction des erreurs de casting». Pour ce dernier, il s'agit d'un gouvernement d'action destiné à accélérer le rythme de la réalisation des grands travaux. Dans le camp de l'opposition, Me Séraphin Ndao Rembogo, président du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), considère que «cette modification technique ne comporte aucun signal fort qui aurait pu faire espérer une inflexion de l'action de cette équipe vers les politiques visant le mieux-être des populations et le développement économique (...)».

Toutefois, rapporte-t-on dans les milieux politiques, le chef de l'Etat, qui s'achemine vers la fin de la deuxième année de son mandat présidentiel, compte mobiliser davantage ses troupes pour les élections législatives et locales à venir. Les membres du gouvernement doivent ainsi descendre régulièrement sur le terrain tout au long de cette année «pour contrôler et suivre l'avancement des projets en cours». Des projets qu'Ali Bongo Ondimba a lui-même qualifiés de «chantier à ciel ouvert».

Enfin, pour le Premier ministre, «2011 est l'année où nous devons durablement, et plus que par le passé, redonner confiance au peuple». □

Alexandre Barro Chambrier  
Le nouveau  
«Monsieur pétrole»

Jusqu'à sa nomination au poste de ministre des Mines, du Pétrole et des Hydrocarbures, Alexandre Barro Chambrier était conseiller municipal et député élu du premier siège du quatrième arrondissement de Libreville. Professeur agrégé de Sciences économiques, il a fait ses études supérieures à l'Université de Paris IX Dauphine et à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP), où il a obtenu un Doctorat en sciences économiques.

Alexandre Barro Chambrier a occupé plusieurs fonctions ministérielles. Il fut en effet secrétaire d'Etat auprès du ministre des Finances dans les années 1990 avant d'être nommé, quelques années plus tard, ministre délégué auprès du ministre des Finances, puis ministre délégué aux Eaux et Forêts. Le dernier poste ministériel occupé par cet économiste averti a été celui de ministre délégué auprès du ministre du Développement, de la Performance publique, de la Prospective et de la Statistique, en 2009.

Par ailleurs, Alexandre Barro Chambrier a été successivement conseiller économique et financier du Premier ministre, chef de département de 1990 à 1994, administrateur suppléant et administrateur titulaire au Fonds monétaire international (FMI), où il a représenté 24 pays africains, de 1994 à 2002. Mais également administrateur à l'Institut pour l'Afrique à Washington (2002 à 2004). Il a en outre présidé le Centre d'assistance technique d'Afrique centrale (Africac), de 2006 à 2007.

## TCHAD

## Dar Billia

# Pourquoi Idriss Déby Itno s'est-il auto-nommé sultan?

**La nouvelle a fait l'effet d'une bombe! Le tout N'Djamena était incrédule. Mais le décret officialisant l'«auto-nomination» du chef de l'Etat tchadien, Idriss Déby Itno, comme sultan du Dar Billia, sa région natale, a finalement été lu sur les antennes de la Radio Télévision publique (ONRTV) la veille de la Noël 2010...**

*De notre correspondant, Eric Topona*

Aussi insolite que cela puisse paraître, le chef de l'Etat remplace Timan Deby Itno, qui n'est autre que son grand demi-frère, au sultanat du Dar Billia. Officiellement, l'on reproche à l'ancien sultan «des manquements graves», dont la nature exacte n'a pas été spécifiée. Mais selon des indiscretions, les relations entre les «deux frères bideyat» se seraient dégradées depuis le réchauffement des relations diplomatiques entre le Tchad et le Soudan au début de l'année dernière, et la visite qualifiée d'historique du «Numéro un» tchadien à Khartoum pour y sceller la paix et la réconciliation. Le Tchad et le Soudan entretenaient des relations tumultueuses depuis l'éclatement de la guerre au Darfour, les deux pays s'accusant mutuellement de soutenir les rebelles de leurs pays respectifs.

«Le président Déby a pris des engagements avec son homologue soudanais, qu'il se doit de respecter. Or, Timan Deby Itno a des liens de parenté, du côté maternel, avec le chef rebelle du Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), Khalil Ibrahim, de l'ethnie Zagawa (la même ethnie que l'on trouve au Soudan et au Tchad, NDLR) à qui il continue d'apporter son soutien. Cette situation n'est pas de nature à favoriser l'apaisement souhaité entre le Soudan et le Tchad», dixit un membre de la famille présidentielle, sous le sceau de l'anonymat. La nouvelle donne n'aurait donc pas été appréciée par l'ex-sultan du Dar Billia, qui n'entend pas se séparer de son cousin germain Khalil Ibrahim, lequel a joué un rôle déterminant lors de l'assaut rebelle sur N'Djaména

en février 2008 en prêtant mains fortes aux forces loyalistes.

## Des problèmes juridiques majeurs

D'autres sources, proche de la présidence, précisent aussi que Timan Deby Itno aurait menacé de s'en prendre à toute autre personne qui serait nommé à sa place. C'est pourquoi Idriss Déby Itno a préféré assumer lui-même ces fonctions traditionnelles. Interrogé par une radio étrangère, le ministre de l'Administration du territoire, Kedallah Younouss Hamidi, a justifié la nomination du chef de l'Etat tchadien à la tête du sultanat du Dar Billia: «Le président Deby est membre de la famille régnante (Bideyat, sous composante zagawa du Dar Billia, NDLR). Et puisque le choix a été porté sur sa personne, il ne peut que l'accepter.»

Pour bien d'analyses, l'auto-nomination du «Numéro un» tchadien pose cependant des problèmes juridiques majeurs. Comment un chef d'Etat en fonction peut-il assumer de telles charges? A la



Timan Deby Itno

lecture de l'organigramme de l'administration publique tchadienne, un sultan, autorité traditionnelle ayant compétence sur les sujets de son sultanat, est placé sous l'autorité du préfet, lequel dépend du gouverneur, nommé sur proposition de son supérieur hiérarchique, le ministre de l'Administration du territoire. «Est-ce à dire qu'Idriss Déby Itno aura désormais pour supérieur hiérarchique son ministre de l'Administration du territoire, qu'il a lui-même nommé par décret?», s'est interrogé un universitaire tchadien. Réponse du gouvernement: le chef de l'Etat est avant tout un citoyen ordinaire et peut donc bénéficier, comme les autres, des attributs traditionnels qu'on lui confie. □

## Une tournée encombrante?

Dix jours avant sa destitution, Timan Deby Itno avait effectué une mission à Bathad-jenna dans le Borkou (Nord désertique du pays), au cours de laquelle il a participé à la réhabilitation du chef de canton Anakaza, suspendu par le président de la République qui l'accuse d'être de connivence avec les rebelles actifs à l'époque à l'Est du Tchad. Le chef de canton Anakaza est issu de la même composante ethnique que l'ancien président Hissein Habré, en exil au Sénégal depuis sa chute en 1990, et dont la fille est l'une des épouses d'Idriss Déby Itno. Cette réhabilitation du chef de canton Anakaza avait pris les allures d'une réconciliation entre Bideyat et Anakaza, deux communautés sœurs qui entretenaient des relations quelque peu tumultueuses.

Faut-il établir un lien de causalité entre cette tournée de Timan Deby Itno et sa destitution?

## «Meurtre à Kinshasa»

# Qui a tué Laurent Désiré Kabila ?

La foule était au rendez-vous pour la projection en avant-première de «Meurtre à Kinshasa», une enquête menée par Arnaud Zajtman et Marlène Rabaud sur l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila. Le rendez-vous était donné à l'Espace Delvaux de Bruxelles mais, autant le dire, l'accueil fut plutôt mitigé.

Par Damien Roulette

### UNE CAMÉRA CACHÉE DANS

une bible, elle-même dissimulée dans un petit sac; instants volés par un détenu de l'infâme prison Makala de Kinshasa; là où croupit une cinquantaine de prisonniers accusés d'avoir participé de près ou de loin à l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, le 16 janvier 2001. Cette caméra offre des images inédites, témoignages d'une enquête qui mènera Marlène Rabaud et Arnaud Zajtman de Kinshasa à Stuttgart en passant par le Rwanda, l'Afrique du Sud ou encore la Suède. Des images mêlant interviews singulières et archives inédites, comme celles du procès d'une centaine d'individus suspectés d'avoir collaboré à l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila (LDK). Une centaine de suspects, preuve que cette histoire de meurtre est complexe, qu'elle concerne certainement plus d'auteurs et de commanditaires que d'aucuns pourraient le penser.

### La vengeance et l'honneur en guise d'alibi

Arnaud Zajtman présente donc la thèse la plus étayée, celle menant à Elal Baki. Le simple exécutant, lui, se nommait Rashidi, ex-enfant soldat désormais membre de la garde personnelle de Kabila. Le 16 janvier 2001, il assassinait son président de trois coups de feu. Dans sa fuite, il se faisait lui-même tirer dessus par un autre garde avant qu'Eddy Kapend, bras droit du chef de l'Etat, ne se charge de le faire taire définitivement. Rashidi devait ensuite prendre la fuite en voiture, un certain Georges Mirindi l'attendait à la

sortie du parc entourant la maison présidentielle. Il sera arrêté, reconnaîtra les faits, mais s'échappera de Makala avant de faire de quelconques révélations lors du procès. Proches de la cible, sous-payés, les gardes du corps de Kabila étaient les exécutants parfaits pour n'importe quel commanditaire.

L'auteur du complot? Elal Baki alias «Héritier», un diamantaire libanais implanté au Congo mais exclu du marché au mois de juillet 2000. Feu le président congolais avait alors accordé le monopole de ce marché à la firme IDI Diamonds de l'Israélien Dan Gertler. L'histoire d'une vengeance qui se dessine à l'heure où Kabila père déçoit tous ses ex-alliés en choisissant la voie de la souveraineté congolaise. Les premiers éléments de l'enquête mettent Joseph Kabila, alors à la tête de l'armée, sur la piste libanaise. Le soir même, onze compatriotes de l'«Héritier» sont froidement abattus. Ils n'auraient pourtant aucun rapport avec le méfait de leur compatriote. Ce qui est certain, c'est qu'ils ne parleront jamais.

L'«Héritier» ne sera d'ailleurs pas la seule personne insatisfaite par le changement de cap de Laurent Désiré Kabila. Depuis son accession au pouvoir, celui-ci tentait, vainement, de se défaire des amitiés qui lui ont permis cette montée au sommet de la pyramide congolaise, des ententes devenues suffocantes avec Kagame et Museveni. C'est d'ailleurs la main rwandaise comme commanditaire que «Meurtre à Kinshasa» met en évidence. Plus tard, nos deux acolytes (Mirindi et Héritier) seront surpris à avoir des liens



avec le Rassemblement congolais pour la démocratie de Goma (RCD-Goma), mouvement agissant en sous-main pour le Rwanda. Rappelons ici que le RCD-Goma prit une part active dans la seconde guerre du Congo en 1998.

Deux mois à peine avant la mort de LDK, c'est une autre pièce macabre qui se jouait à Pweto, dans l'Est de la RDC. Les forces terrestres congolaises, alors sous les ordres du colonel Anselme Masasu, y subissent une véritable débâcle face aux troupes de la RCD-Goma. L'officier de l'armée congolaise était apprécié de ses hommes mais surtout vu comme un potentiel rival de Kabila pour le pouvoir. Cette défaite militaire devient alors un

prétexte pour ce qui suivra. Dans la nuit du 23 au 24 novembre, il est sommairement exécuté après avoir été jugé de manière très expéditive par des membres de sa propre armée. Arnaud Zajtman y fait également un lien, celui de la vengeance comme pour l'«Héritier».

### Arnaud Zajtman comble un vide

Le documentaire de Marlène Rabaud et Arnaud Zajtman, au-delà de la qualité de son exposé, a un mérite particulier: il comble l'inexplicable vacuité audiovisuelle en la matière! Il a pris le parti de démontrer la traçabilité des auteurs d'un crime toujours considéré comme un sujet tabou à Kinshasa, même dix ans après les faits. Ce que n'a toujours pas fait la justice congolaise.

Pourtant, et le documentaire le confirme de vive voix, en substance, «ceux qui peuplent Makala à l'heure actuelle sont probablement innocents, mais tant qu'il n'y aura pas d'autres coupables désignés, ils resteront derrière ces murs!» Les différentes thèses sont-elles seulement explorées? On peut largement en douter! A la fin du procès, le général Nawele Bakongo, en charge du dossier, avait annoncé: «Le pro-

cess Kabila n'est pas terminé. Les enquêtes se poursuivent. Il y aura d'autres procès car on cherche d'autres coupables.»

Injonction oubliée? Promesse illusoire? Joseph Kabila n'a en tout cas aucune intention de rouvrir le dossier. Le prétexte d'une telle décision est en tout cas libre d'interprétation. Par trois fois, l'auteur du documentaire posera directement la question, par trois fois l'actuel président de la RDC formulera la même réponse. Non sans montrer une once d'agacement. Mais «Meurtre à Kinshasa» ne convainc pas tout le monde. Les critiques les plus dures sont sans aucun doute venues de la communauté congolaise de Bruxelles. Parmi les remarques, l'absence d'autres pistes jugées potables ou, tout au moins, dignes d'intérêt. Certains soutiennent ainsi la thèse zimbabwéenne, comme Eddy Musonda, directeur adjoint du protocole chargé des audiences de Laurent-Désiré Kabila (dans une interview accordée à La Libre Belgique parue le 24 décembre 2001). Deux raisons pour cela: l'absence d'émotion sur le visage de Kabila fils, ainsi que le rapatriement de la dépouille vers Harare et le coup de téléphone du général zimbabwéen Chirundze au même Joseph Kabila, alors à Lubumbashi, lui indiquant qu'il pou-

vait revenir à Kinshasa, car la situation était sous contrôle. Autant d'arguments qualifiés de faibles par Arnaud Zajtman. Deux autres éléments, absents dans le documentaire, pourraient également mener vers d'autres pistes. Le premier est l'ordre de désarmer toutes les forces terrestres armées présentes à Kinshasa, un ordre intimé le 15 janvier 2001 (soit la veille de l'assassinat) par Joseph Kabila. «Nous avons bien essayé de recouper cette information, explique Arnaud Zajtman, mais nous n'avons pas eu de preuve suffisante.»

Le deuxième élément troublant concerne la plainte introduite le 23 juin 1999 devant la Cour internationale de justice pour agression armée, plainte déposée contre le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Il apparaît que la veille du meurtre, le Congo retire sa plainte contre le Rwanda et le Burundi, mais pas contre l'Ouganda. Pourquoi? Arnaud Zajtman avouera ne pas avoir exploré cet indice-là.

«Meurtre à Kinshasa» met donc en lumière le trop grand nombre de zones encore sombres d'une histoire qui ne connaîtra peut-être jamais d'épilogue judiciaire. Reste à déterminer si Arnaud Zajtman tient là la vérité ou s'il ne s'agit que d'une pièce d'un puzzle. □



Marlène Rabaud et Arnaud Zajtman, les réalisateurs du documentaire «Meurtre à Kinshasa»

Je vais  
à Douala  
et vous ?



**Ouaga-Douala\***  
2 fois par semaine  
Mardi et Samedi

\* via Cotonou

© Mediascom



[www.air-burkina.com](http://www.air-burkina.com)

group celestair 

## DOSSIER



Bénin

## Aux urnes, citoyens !

## Un scrutin très ouvert

Par Serge Mathias Tomondji

Le Bénin est à la veille d'un rendez-vous électoral majeur. En effet, vingt-et-un ans presque jour pour jour après l'historique conférence nationale de ses forces vives, les électeurs béninois sont appelés aux urnes pour choisir celui qui présidera aux destinées du pays au cours des cinq prochaines années. Jusque-là, rien d'exceptionnel, si ce n'est que les urnes du 27 février 2011, date du premier tour de l'élection présidentielle –et surtout celles du second tour qui suivra deux semaines plus tard- consacreront la cinquième consultation du genre depuis le renouveau démocratique béninois, dans ce pays qui a déjà enregistré deux cas d'alternance au pouvoir.

C'est donc ouvertement que l'on disserte, à Cotonou, Porto-Novo et dans les villes et campagnes du Bénin, sur la concrétisation d'une nouvelle alternance, au lendemain de la prochaine élection présidentielle. Et pour peu que l'on reste attentif à la rue, aux causeries des salons et gargotes, aux murmures et aux grondements de la société qui n'a pas de mots assez durs pour peindre les... maux générés par «le régime du changement», on pourrait se convaincre que cette fois-ci encore, l'alternance est à portée d'urnes. Décrié de toutes parts, jugé sur les multiples «affaires» scandaleuses qui ont émaillé le quinquennat qui s'achève, le régime actuel n'a vraisemblablement plus la cote auprès des populations, qui n'aspirent désormais qu'à changer le «changement» de 2006.

Il faut cependant se garder de vendre la peau de «l'intrus» -qui a magistralement brûlé la politesse à la vieille garde politique en 2006, en cristallisant 75% de l'électorat béninois sur son très prometteur «ça va changer, ça doit changer»- avant de l'avoir véritablement vaincu dans les urnes. Un

scrutin aussi important que l'élection présidentielle ne se gagne pas seulement sur le papier.

De fait, ce n'est pas tant le vainqueur de l'élection présidentielle béninoise de février-mars 2011 qui importe aujourd'hui. Ce qui est frappant, c'est que ce scrutin est le plus ouvert que connaît le «pays du vaudou» depuis la conférence nationale. Trois grosses cylindrées –Thomas Boni Yayi, le président sortant, Adrien Houngbédji, plusieurs fois recalé, et Abdoulaye Bio Tchane, qui suscite un courant militant assez fort- vont ainsi se jauger dans les urnes. Les coalitions qui se sont formées autour de ces trois noms préfigurent peut-être la clarification indispensable du paysage politique béninois. A condition, bien évidemment, que les regroupements résistent aux déchirements d'après-scrutin, qui consacrent habituellement le règne de la surenchère et du nomadisme politiques.

En attendant, c'est l'ambiance délétère dans laquelle les Béninois abordent ce grand rendez-vous qui constitue le plus grand sujet de préoccupation. L'extériorisation des «Tout sauf...» et les dérives langagières des uns et des autres ont d'ores et déjà mobilisé certaines organisations de la société civile ainsi que les responsables des confessions religieuses dans une vaste campagne pour la paix et la transparence du scrutin. Reste à espérer qu'ils seront entendus... □



**RAYNAL** S.A.  
Assurances - Réassurances



- INCENDIE
- ACCIDENTS
- TRANSPORTS
- RISQUES DIVERS



Graph-Imprim - 50 31 12 34

**Une autre vision de l'assurance !**



**SIÈGE SOCIAL :**

Avenue du Dr Kwamé N'KURUMAH  
Cité An IV A - 01 BP 6131 - Ouagadougou 01 - BURKINA FASO  
Tél. : (226) 50 30 25 12 / 13 - Fax : (226) : 50 30 23 14  
E-mail : raynal@faxoet.bf

**BUREAU DIRECT DE LA ZAD**

Tél. : (226) 50 47 41 11

**AGENCE DE BOBO DIULASSO**

Rue de DELAROSSE  
Tél. : (226) 20 96 53 91

**AGENCE DE FADA N'GOURMA**

Tél. : (226) 40 77 77 02

**AGENCE DE GAOUA**

Tél. : 20 90 02 87

**GROUPE**

**SUNU**

Dans la course

# Les trois poids lourds de l'élection

L'élection présidentielle béninoise du 27 février 2011 se jouera entre trois principaux candidats, portés chacun par une coalition assez représentative. Il s'agit notamment, en face du président sortant Thomas Boni Yayi, candidat à sa succession, d'Adrien Houngbédji qui défend les couleurs de l'Union fait la nation (UN), et d'Abdoulaye Bio Tchané, soutenu par la coalition ABT-2011.

Par Elza Sandrine Sawadogo

## Adrien Houngbédji



Né le 5 mars 1942 à Aplahoué, Adrien Houngbédji, président du Parti du renouveau démocratique (PRD), est un homme politique bien connu de la scène béninoise et africaine. Titulaire d'un doctorat d'Etat en droit de la Faculté de droit de Paris en 1967, il s'inscrit au barreau de Cotonou en 1968 où il dirige un important cabinet d'avocats. En 1976, sous le régime du président Kérékou, il est condamné à mort pour avoir défendu un opposant. Quelques mois plus tard, il réussit à s'évader de sa prison et s'exile au Gabon où il séjournera pendant 15 ans. Rentré au Bénin à la veille de la Conférence nationale de février 1990 dont il est l'un des promoteurs, il entre en politique en se faisant élire député, puis occupe à deux reprises les fonctions de président de l'Assemblée nationale, respectivement de

1991 à 1995 et de 1999 à 2003. Régulièrement candidat à l'élection présidentielle sous la bannière du Parti du renouveau démocratique qu'il a créé en 1990, il s'est retrouvé à plusieurs reprises dans la posture de «faiseur de roi».

Après 1991, 1996, 2001 et 2006, il engage cette année son ultime bataille pour la conquête du fauteuil présidentiel comme porte-étendard de l'Union fait la nation, réputé être le plus grand regroupement politique au Bénin. Au titre des grosses cylindrées du scrutin, il affrontera le président sortant, Thomas Boni Yayi, qui l'a battu au deuxième tour de l'élection présidentielle du 19 mars 2006, mais également Abdoulaye Bio Tchané de la coalition ABT-2011.

Âgé de 64 ans, ce fils de douanier a l'avantage d'avoir parcouru tout le territoire national

## Abdoulaye Bio Tchané

Né le 25 octobre 1952 à Djougou, Abdoulaye Bio Tchané est titulaire d'un Diplôme d'études supérieures (DES) bancaires. Après ses études, il intègre la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à la direction nationale du Bénin. En mai 1998, il est nommé ministre de l'Economie et des Finances du Bénin, sous la gouvernance du président Mathieu Kérékou.

Le 10 janvier 2002, Bio Tchané devient Directeur Afrique du Fonds monétaire international (FMI). Après six ans à la tête de ce Département, il finit par accepter, en janvier 2008, le poste de président de la Banque ouest-africaine de développement (Boad). Economiste, financier et banquier, il attache une importance particulière à la lutte contre la corruption, pour la bonne gouvernance et les secteurs propices à la croissance économique des pays africains. «ABT» ainsi que l'appellent affectueusement ses sympathisants- aime le sport et surtout le tennis, écouter la musique, lire, jouer à la belote et se rendre à des expositions d'art. Il est marié et père de trois enfants.



## Boni Thomas Yayi

L'actuel chef de l'Etat béninois est né le 1er juillet 1952 à Tchaourou, dans une famille musulmane, mais il s'est converti au protestantisme.



Docteur en économie, diplômé de l'Université de Paris IX Dauphine, il fut conseiller technique aux affaires monétaires et bancaires de 1991 à 1996, avant d'être nommé président de la Banque ouest-africaine de développement (Boad) en décembre 1994. Il occupe ce poste jusqu'en février 2006, lorsqu'il démissionne pour se présenter à l'élection présidentielle.

Elu à la présidence de la République du Bénin depuis le 6 avril 2006, marié et père de cinq enfants, il est soutenu par une coalition de mouvements et de partis politiques. Le 5 mars 2006, il arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec 35,60%. Le 19 mars, lors du second tour, il remporte l'élection avec 74,51% face à Adrien Houngbédji.

N'étant pas le candidat d'un parti, il a su rallier à sa cause des personnalités diverses et respectées dans le pays, telles qu'Albert Tévédjé, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU ou encore l'ancien président Emile Derlin Zinsou.

## Présidentielle béninoise

# Enjeux et défis d'un scrutin très attendu



C'est avec une certaine inquiétude que les Béninois attendent de désigner, en principe le 27 février prochain, le successeur de Thomas Boni Yayi à la tête du pays. En piste pour un second quinquennat, l'actuel chef de l'Etat aura fort à faire pour se maintenir, dans un scrutin où les enjeux et les défis n'ont jamais été aussi grands...

Par Serge Mathias Tomondji, envoyé spécial

**DE HUBERT MAGA – QUI PROCLAMA** l'indépendance de ce pays de 112 600 km<sup>2</sup> situé en bordure de l'Océan Atlantique – à Thomas Boni Yayi, locataire du Palais de la Marina depuis le 6 avril 2006, bien d'hommes sont passés à la tête du Bénin. Une bonne douzaine, compte Marie-Elise Gbèdo, avocate au caractère bien trempé qui assure la main sur le cœur – «Je serai la prochaine présidente du Bénin» – que cette fois, l'heure des femmes a sonné! Première et seule femme à avoir brigué la magistrature suprême en 2001, l'exemple de Me Gbèdo, toujours en piste depuis, a déjà été suivi en 2006 par Célestine Zanou qui devrait renouer, elle aussi, avec la campagne électorale cette année.

Deux femmes dans les starting-blocks donc, aux côtés d'une demi-douzaine de candidats venus de divers horizons politiques. Toutefois, le tableau des compétiteurs à cette cinquième élection présidentielle du Bénin depuis la conférence nationale de 1990 se trouve quelque peu resserrée. Et les débats se focalisent davantage, à juste titre, autour des trois grands bretteurs – Thomas Boni Yayi, porte drapeau de l'Union pour la majorité présidentielle, Adrien Houngbédji de l'Union fait la nation, et Abdoulaye Bio Tchane, candidat de la coalition ABT-2011 – qui auront bientôt l'opportunité de se jauger dans les urnes pour la victoire finale. Pour une fois, estime-t-on à Cotonou, «les jeux sont très ouverts».

## Inquiétudes

Cependant, l'enjeu de la victoire ne doit pas faire perdre de vue l'essentiel. Inquiets, les Béninois s'interrogent gravement sur l'après-scrutin, les yeux rivés sur le «cas ivoirien». Les débats houleux et les tergi-

versations qui ont perlé le processus à la veille du scrutin, avec des contradictions ouvertes entre diverses institutions –Assemblée nationale, Cour constitutionnelle, présidence de la République...– ont même fait craindre le pire. Et l'on se demandait encore début janvier, alors que le corps électoral n'était pas encore convoqué, si cette cruciale élection se tiendrait «à bonne date».

Pourtant, assure Me Robert Dossou, président de la Cour constitutionnelle, «aucun texte ne fixe à quelle date le chef de l'Etat doit prendre le décret de convocation du corps électoral. Le seul délai fixé par la Constitution est que l'élection présidentielle doit avoir lieu au plus tard 30 jours avant l'expiration du mandat en cours [6 avril 2011, NDLR] et au plus tôt 40 jours». Finalement, le premier tour de l'élection présidentielle se tiendra le 27 février 2011. Et même si d'aucuns

doutent que «tout soit prêt pour aller aux urnes dans de bonnes conditions à cette date», Robert Dossou, pour qui «le Béninois adore se faire peur à lui-même», ne craint pas que le calendrier soit repoussé au-delà des délais légaux. «Dans ce pays compliqué, si on devait s'amuser à reporter, cela créerait plein d'histoires!», s'exclame-t-il.

Pour autant, les inquiétudes restent manifestes. **Julien Oussou**, chargé de la coordination du Front des organisations de la société civile pour les élections (Fors-Elections) estime que bon nombre de citoyens ne sont toujours pas dans la base de données de la Liste électorale permanente informatisée (Lépi) avec laquelle doit se dérouler le scrutin. En dénonçant «plusieurs faiblesses techniques», il doute que les mesures correctives adéquates puissent être prises à temps pour l'affichage, dans les délais requis, c'est-à-dire d'ici au 15 février 2011, de la liste électorale. Ce qui pourrait constituer de nouvelles sources de tensions dans le pays. De plus, fait remarquer Lazare Sèhouéto de l'Union fait la nation, qui dénonce au passage un «jeu électoral non transparent», la Commission électorale nationale autonome (Cena) aurait dû être installée «90 jours avant le scrutin». On se hâte donc lentement, avec des risques évidents de cafoillage et de dysfonctionnements divers.

## Transparence

En tout état de cause, Fors-Elections, qui a décidé de mettre en place une Commission électorale citoyenne alternative (Ceca), procédera à un «décompte parallèle des voix pour une autonomie plus



Julien Oussou



Sylvain Adékpédjou Akindès

grande » et une expression démocratique plus grande. Afin d'affirmer leur totale neutralité, les membres de cette Ceca, qui vise à garantir une transparence et une crédibilité accrues du scrutin, devront s'engager à «renoncer à tout poste gouvernemental» suite à l'élection. Cela suffira-t-il à rassurer les électeurs sur la prise en compte réelle de leurs voix et contribuer à mener le processus à son terme dans les meilleures conditions?

La bataille de la conformité des lois électorales passée, on fronce tout de même les sourcils quant à l'environnement électoral dans lequel s'annonce le scrutin. Les camps rivaux ne se privent pas de s'accuser mutuellement sur «la pagaille» qui s'instaure et les dérives qui pourraient en découler. Le collègue des prélats a même répondu en écho à «l'inquiétude justifiée de la majorité des filles et fils» du Bénin, se demandant, dans un appel solennel publié le 18 octobre 2010, «ce que nous voulons faire au juste de notre pays».

Dans leur appel, les évêques observent que le Bénin est en proie à «une lutte de plus en plus acharnée pour conserver ou pour conquérir coûte que coûte le pou-

voir, sans débat objectif ni préoccupation effective des intérêts réels des populations toujours en quête de bien-être». Et constatent, par ailleurs, que ce sont là «des maux récurrents qui, sous tous les régimes, ont déçu les attentes et miné l'essor décisif de notre nation». Selon les prélats, «l'esprit béninois a désormais pris l'habitude de se laisser berner à chaque fois par des acteurs de la vie politique, au point de n'être jamais satisfait de personne ni de rien dans la gouvernance de l'Etat». Alors, les Béninois sauront-ils faire, cette fois-ci, preuve de discernement pour aller à l'essentiel et préserver le plus important?

### Bilan

Sur le terrain politique, la chasse aux voix, elle, fait rage. Et chaque camp décortique au mieux les faiblesses de ses adversaires. Faisant le diagnostic politique, institutionnel et socioéconomique du pays, **Sylvain Adékpédjou Akindès**, responsable de la cellule stratégique de la coalition ABT, dénonce un «bilan foncièrement et globalement négatif» du régime en place. Et met en avant les atouts de son candidat, Abdoulaye Bio Tchané, dont il est également le conseiller: fermeté dans la gestion, réalisme, capacité de projection, recherche permanente du compromis... Il n'intègre pas moins l'analyse du scrutin précédent, qui a consacré selon lui «le rôle prépondérant du financement» dans son approche stratégique de l'élection présidentielle de février-mars 2011, dont on sait qu'elle sera par ailleurs légèrement couplée avec des législatives, prévues pour avril prochain. L'élection de 2006 aura également démontré, indique-t-il, que «les anciens ne



Lazare Sèhouéto

portent plus l'espoir de la jeunesse». Une pierre jetée dans le jardin d'Adrien Houngbédji, battu en 2006 par l'onde de choc du changement décliné à tous les temps et sur tous les tons? Pas vraiment, la coalition ABT étant un «allié stratégique» de l'Union fait la nation (UN), notamment dans le positionnement au second tour. Même si pour certains sympathisants du candidat le plus capé de l'élection présidentielle béninoise, le match est déjà plié. Avec des alliés de poids comme le clan Soglo, Sévérin Adjovi et l'ancien président Emile Derlin Zinsou, Me Adrien Houngbédji fait, sur le papier en tout cas, office de favori de la prochaine élection. De plus, dira **Lazare Sèhouéto**, vice-président de l'UN, c'est le seul des candidats qui pèse 25% de l'électorat béninois, faisant référence au premier tour de l'élection présidentielle de 2006.

Pour autant, Lazare Sèhouéto ne pense pas que fauteuil présidentiel tombera du ciel comme un cadeau magnifique. Il préfère s'appuyer, pour gagner la bataille, sur le programme de son candidat, centré sur l'autosuffisance alimentaire. Au-delà, s'il est élu, Adrien Houngbédji, qui n'aura qu'un seul mandat à exercer à la tête du pays, travaillera, dira encore Lazare Sèhouéto, à «réformer le pays: remettre de l'ordre dans les finances publiques, renforcer le développement énergétique, repenser l'économie...» Mais ces tirs groupés contre le président sortant ne semblent pas émouvoir outre mesure le camp de la mouvance présidentielle, qui s'est obligé à établir, à l'issue d'un forum de deux jours, son propre bilan, qui plaide, assure-t-on, pour la réélection de son champion. □

Le rond-point de la Place de l'Etoile rouge à Cotonou



A rebrousse-poil

# La tempête des scandales

Plusieurs scandales ont ébranlé la République sous le régime du changement. «Il est vrai que tous les gouvernements que le Bénin a connus ont failli. Mais celui du président Boni Yayi est trois fois pire», pense Pascal Todjinou, secrétaire général de la Confédération générale des travailleurs du Bénin (CGTB). A l'appui de ses propos, les quatre grandes affaires scabreuses qui ont marqué le quinquennat du président Yayi, et continuent de choquer l'opinion publique béninoise... «Je suis responsable, mais pas coupable», confesse le président Thomas Boni Yayi pour se dédouaner.

Par Edgard Zinsou

## 1 – L'AFFAIRE CEN-SAD

Comme une nébuleuse, «l'affaire Cen-Sad» est visiblement venue remettre en cause l'intégrité et la crédibilité du gouvernement du changement, qui se faisait passer pour un régime «aux mains propres». L'affaire a éclaté au lendemain de la tenue à Cotonou, en 2008, du dixième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté des Etats sahélo-sahariens (Cen-Sad), révélant d'importantes malversations financières dans le cadre de la réalisation des infrastructures devant abriter le sommet.

Pour laver son honneur, le chef de l'Etat a dû limoger son argentier, Soulé Mana Lawani, ainsi que le ministre de l'Urbanisme, François Noudégbèssi. Ce dernier, blanchi par les conclusions de la commission d'enquête commise à cet effet, a réintégré le gouvernement à la surprise générale. Le mémorandum de l'ex-ministre de l'Economie, véritable réquisitoire contre le chef du gouvernement, a établi son implication dans les malversations dont le montant est évalué à plus de 6,4 milliards de francs CFA. Comme pour donner le coup de grâce, l'argentier national, Soulé Mana Lawani, a souhaité que le président Boni Yayi réponde de ses actes devant la Haute cour de justice. C'est le comble!



## 2 – LES MACHINES AGRICOLES...

On pensait que la coupe était pleine avec «l'affaire Cen-Sad», lorsque celle des machines agricoles fut dévoilée par un député pourtant proche du régime du changement. Janvier Yahouédéhou, l'homme par qui le scandale fut révélé, n'est pas à son coup d'essai. Sous le régime précédent, ses révélations sur les prévarications des deniers publics par les proches du président Mathieu Kérékou avaient forcé l'admiration du peuple. Son combat pour la vérité et la bonne gouvernance lui a valu des lauriers et une couronne d'épines. Comme un détective privé, le député Janvier Yahouédéhou a pisté le gouvernement dans l'acquisition des machines agricoles destinées à la politique de mécanisation de l'agriculture.

En remontant la filière, il a découvert le pot aux roses. Preuves à l'appui, il a dénoncé le marché de dupes orchestré de mains de maître par des pontifes du régime. Devenu gênant pour la mouvance présidentielle, il passe désormais pour «le chien à abattre». Taxé d'être à la solde de l'opposition parlementaire, il a réussi à convaincre ses collègues députés de mettre sur pied une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur le dossier. Le rapport parlementaire est toujours en suspens.



### 3 - ... ET ICC SERVICES S'EN VIENT!

Avec l'affaire ICC-Services, plus d'un million d'épargnants et de déposants ont vu leur fortune se volatiliser au nez et à la barbe de l'Etat. Cette vaste escroquerie des temps modernes a déstabilisé les populations qui ont cru qu'avec l'intervention du gouvernement, leurs épargnes leur seraient rétrocédées.



Armand Zinzindohoué

Vaines espérances! L'affaire est confiée à la justice qui n'arrive pas à démêler l'écheveau, même si les vrais cerveaux du dossier sont toujours gardés au frais et une partie de leurs biens mis sous scellés.

Pour toute parade, le président Boni Yayi a limogé son ministre de l'Intérieur, Armand Zinzindohoué. Dans un mémorandum inédit, le ministre, pour sa défense, a relaté les circonstances dans lesquelles le président de la République lui a présenté et recommandé les responsables de ICC-Services. De telles allégations venant de «La haute autorité» -c'est ainsi qu'on surnomme affectueusement le ministre Armand Zinzindohoué- ont fini par faire mouche dans l'opinion, où chacun a sa petite idée sur l'affaire.

### 4 - OÙ EST DONC PASSÉ DAGNIVO?



La cerise sur le gâteau, c'est «l'affaire Dagnivo», qui continue de soulever des vagues. Pierre Urbain Dagnivo, un cadre du ministère des Finances, est porté disparu. Après de vaines tentatives de recherche dans l'intérêt de sa famille, le procureur de la République annonce, par voie de presse, que l'intéressé est décédé et s'empresse de présenter ses condoléances à la famille

explorée. Un corps est exhumé dans la localité de Womey, à une quinzaine de kilomètres de Cotonou. Les parents, amis et syndicalistes refusent de croire que le corps exhumé est celui de Pierre Dagnivo. Le gouvernement a un macchabée encombrant sur les bras. Les syndicalistes ne désarment pas. Ils ont mis en demeure le gouvernement de leur retrouver Urbain Pierre Dagnivo vivant. Une gageure qui donne l'insomnie au gouvernement, obligé de subir les 72 heures de grève hebdomadaire de protestation du syndicat des finances auquel est affilié Dagnivo.

## Bilan du quinquennat Le gouvernement satisfait des progrès réalisés

Fidèle à l'obligation de reddition de compte à laquelle il a souscrit dans son «Agenda pour un Bénin émergent», le président Boni Yayi a tenu à faire, à la fin de son premier quinquennat à la tête de l'Etat (2006-2011), une évaluation globale exhaustive, mais aussi critique et prospective de l'action gouvernementale durant les cinq dernières années. Le forum sur le bilan de l'action gouvernementale, tenu les 8 et 9 janvier au palais des congrès de Cotonou, a été organisé en groupes thématiques regroupés en huit panels: éducation et culture, économie et agriculture, industrie et commerce, micro-finance, souveraineté, social et gouvernance.



Selon les conclusions des travaux, le panel sur l'éducation a noté de nombreuses actions novatrices. Le forum a ainsi inscrit la gratuité dans l'enseignement primaire et lors de l'inscription en première année des universités au nombre des acquis. Au niveau économique, le panel concerné fait état de prouesses spécifiques: financement accru des dépenses publiques, maîtrise du taux d'inflation, réformes structurelles du Port autonome de Cotonou, etc. Au titre des progrès quantitatifs, tous les panels ont relevé la construction d'infrastructures (salles de classe, bâtonnets administratifs, routes, ponts, digues, pistes, passages supérieurs, échangeurs, sièges de structures)...

La comparaison des données statistiques relatives aux activités de tous les secteurs d'activités de 2006 à 2011 par rapport à la période 2001-2006 présente, selon le bilan de l'action gouvernementale établi par les panélistes, des performances importantes qui s'expriment en termes d'écarts positifs significatifs sous forme de nombre, de taux, de montants, de points, etc. Cependant, indique-t-on, des difficultés, contraintes, enjeux et défis ont été enregistrés: faiblesse des financements, lenteur et lourdeur administrative et financière, insuffisance de personnel, etc.

Boni Yayi et son gouvernement ont affirmé que la vision du projet de société a été largement concrétisée à hauteur de 85%. Ils ont cependant indiqué que des chocs exogènes, des rigidités non encore maîtrisées, ainsi que des résistances, des réformes et contingences diverses ont pénalisé et freiné l'élan du changement.

Elza Sandrine Sawadogo

## Processus électoral

# Quand la presse s'en mêle

**Avec 1 856 titres enregistrés, 73 stations de radio et six chaînes de télévision, les médias sont incontournables dans le pays. Les candidats à la présidentielle du 27 février l'ont compris et signent des contrats de partenariat avec les Rédactions, sous l'œil vigilant des instances de régulation et associations professionnelles qui tentent, comme elles peuvent, d'éviter des dérives.**

Par Assane Sy, envoyé spécial

**JUILLET 2010. LA HAUTE** autorité de l'audiovisuel et de la communication (Haac), l'instance béninoise de régulation des médias interdit toute campagne électorale précoce dans la presse du pays pour les élections présidentielle et législatives de février et avril 2011. L'autorité estime en effet que la campagne électorale précoce qui s'y développe est en violation des lois et règlements en vigueur au Bénin, selon **Edouard C. Loko**, vice-président de la Haac. Cette décision n'enchanté naturellement pas les organisations professionnelles. Et le 26 octobre 2010, une nouvelle décision abrogeant la précédente est publiée. Elle a pour objectif de «réglementer la manière dont la presse doit traiter l'information en période pré-électorale», affirme-t-on auprès de l'instance de régulation.

«C'est une période délicate qui nécessite plus de respect de l'éthique et de la déontologie», estime **Brice Houssou**, président de l'Union des professionnels des médias du Bénin (UPMB). Cette précision vaut son pesant d'or quand on sait que, comme par le passé, en cette période pré-électorale, des contrats de partenariat sont signés entre les responsables de la presse audiovisuelle et écrite du pays et

certains candidats. Ces accords, qui se négocient parfois à coups de centaines de millions de francs CFA, garantissent aux candidats une couverture permanente de leur campagne électorale par les organes de presse privés qu'ils ont ciblés.

Accusés d'enfreindre les règles de l'éthique, les journalistes s'en défendent. «Il n'est pas interdit de faire de la communication dans les médias. Seulement, il faut savoir séparer la communication de l'information. Lorsque l'on a reçu de l'argent d'un parti politique, on doit préciser que c'est un publi-reportage et ne pas publier les articles concernés par cet accord dans les tranches et/ou pages d'informations», argue **Brice Houssou** de l'UPMB. Pure affabulation, pense **Maurice Chabi**, directeur général du quotidien «Les Echos du jour» et correspondant de Reporter sans frontière au Bénin. «Il est évident que lorsque vous vous faites payer par un candidat, vous vous mettez dans une situation de dépendance. De ce fait, vous n'avez plus toute l'impartialité et le recul indispensables pour un article de presse.

Contrairement à ce qu'ils affirment, il n'est jamais mentionné que c'est un publi-reportage», estime M. Chabi.

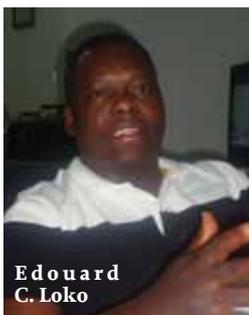
## Subvention

Interpellés, les responsables de Haac affirment que leur mission se limite à la régulation des contenus. «Le Bénin compte 1 856 titres enregistrés, 73 stations de radio et six chaînes de télévision, avec 40 quotidiens qui paraissent plus ou moins régulièrement. Notre rôle est de réguler le contenu. Nous ne cherchons pas à savoir où les journaux prennent leur argent. Le gouvernement a signé des contrats avec cinq chaînes de télévision qui doivent relayer ses activités. Ceci n'empêche pas que certains fassent leur travail correctement et dénoncent les choses qui doivent l'être», témoigne **Edouard C. Loko**.

Les patrons de presse qui trouvent insuffisante la subvention de 350 millions de francs CFA allouée à la presse locale se veulent pragmatiques: «Nous avons des charges et n'avons pas de moyens. Pourquoi devrions-nous refuser cet argent? Le plus important, c'est de rester professionnels et de ne pas taper sur les candidats qui n'ont pas payé», soutient **Etienne Houssou**, directeur général du groupe de presse «Le télégramme» et secrétaire général du Conseil national du patronat de la presse et de l'audiovisuel (CNPA).

Dans ce contexte pré-électoral, la Haac et l'Observatoire de l'éthique et de la déontologie dans les médias (Odem) veillent au grain. Pour ce qui est des organes de presse publics, officiellement, aucune contrepartie financière n'est exigée. Ici, on parle de traitement égalitaire plutôt qu'équilibré de l'information.

Les journalistes s'organisent et veillent à ce que personne ne soit pris à défaut. «Nous organisons des formations en mettant l'accent sur les problèmes de déontologie et de traitement de l'information en période pré et postélectorale. Ceci pour que chacun se sente responsable», affirme **Brice Houssou**. Ce que confirme **Alain Adoun**, directeur de publication du journal «Le choix» et président du Réseau des journalistes pour les élections pacifiques, libres et transparentes. Une autre façon de se faire financer en cette période? «Que non!, s'insurge-t-il. La preuve, c'est nous qui, en 2006, avons exigé que les candidats viennent avec des projets de société pour que le peuple sache pour qui, mais surtout pourquoi il vote pour un tel plutôt qu'un autre.» □



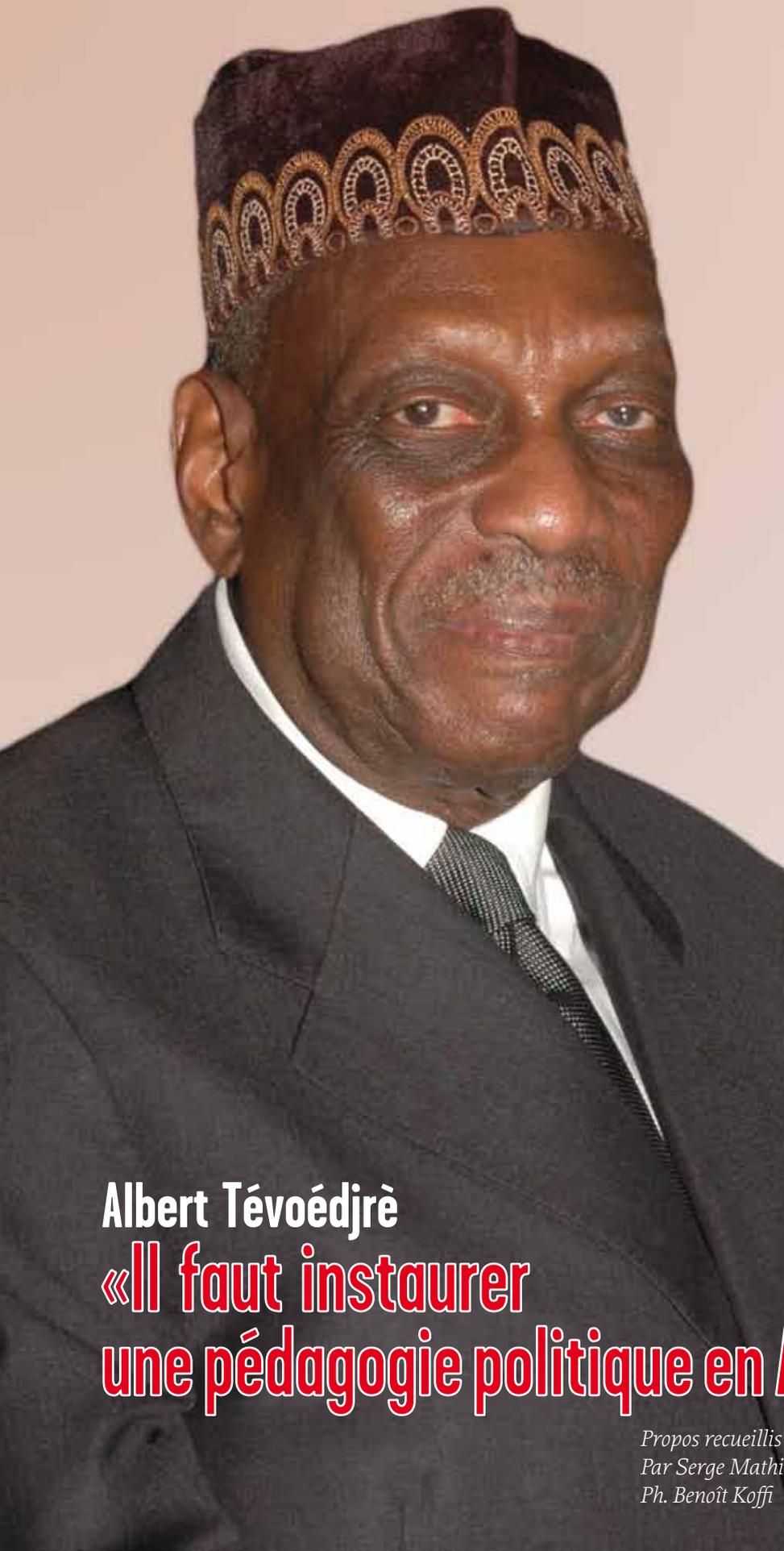
Edouard  
C. Loko



Brice  
Houssou



Maurice Chabi



Albert Tévoédjrè  
**«Il faut instaurer  
une pédagogie politique en Afrique»**

On ne présente plus le professeur Albert Tévoédjrè, actuellement médiateur de la République au Bénin. Bouillant agitateur d'idées et redoutable animal politique, celui qu'on appelle chez lui «Le renard de Djrègbé» -du nom de la localité située à mi-chemin entre Cotonou et Porto-Novo dont il est originaire et où il a bâti sa résidence, «Le refuge du pèlerin»- l'homme n'a pas sa langue dans sa poche et se refuse à exercer celle de bois. C'est donc avec ce franc-parler qu'on lui reconnaît qu'il aborde ici, avec notre reporter, des questions relatives à la prochaine élection présidentielle du Bénin, à l'impasse institutionnelle en Côte d'Ivoire et aux perspectives démocratiques du continent africain. «Je suis un fils d'Afrique qui aime sa mère», dira-t-il, tout en invitant les Africains à plus d'audace...

*Propos recueillis à Djrègbé  
Par Serge Mathias Tomondji  
Ph. Benoît Koffi*

**Notre Afrik: Au sortir de la conférence nationale de février 1990 dont vous avez été le rapporteur général, vous avez dit, parlant du Bénin: «Nous avons vaincu la fatalité!» Est-ce toujours aussi vrai aujourd'hui, 20 ans après?**

**Albert Tévoédjrès:** Oui, c'est vrai, dans la mesure où vous voyez ce qui se passe en Afrique, notamment les lendemains d'élections. Jusqu'à présent, et depuis 20 ans, les élections au Bénin n'ont pas donné lieu à des dérapages que l'on constate dans beaucoup de pays. Ce n'est pas que notre Constitution soit parfaite ou que notre comportement politique soit sans reproche. Mais c'est parce que, tout de même, il y a un cadre général dans lequel nous nous mouvons, un cadre accepté par tous et qui fait qu'aujourd'hui le Bénin a une Constitution, des lois électorales, des structures qui permettent de gérer le comportement politique général.

Cela dit, depuis 20 ans, les choses se sont dégradées précisément au niveau du comportement des hommes. Les textes, les Constitutions, les structures, les organisations valent aussi ce que valent les hommes et les femmes qui les animent. Si je devais me plaindre de quelque chose aujourd'hui, ce ne serait pas des textes, mais plutôt des hommes qui essaient de contourner les textes, de privatiser l'intérêt général; des hommes et des femmes qui essaient de s'accaparer du pouvoir politique, économique, financier, social... Par exemple, le comportement des travailleurs dans les grèves me pose un gros problème.

Oui, le Bénin a vaincu la fatalité de l'enfant malade de l'Afrique, mais doit toujours rester vigilant, de manière à pouvoir opérer, face aux éventuelles velléités de déviance, les sursauts et recadrages nécessaires.

**Que faut-il faire alors pour corriger ces déviations?**

Avec la presse, les éducateurs, la société civile... il faut que nous ayons le courage de dénoncer. Il faut vraiment avoir l'audace d'avouer les échecs et de rompre avec les comportements déviants. Il faut instaurer une pédagogie politique en Afrique, et cela passe aussi par la presse, à travers son rôle d'investigation, de dénonciation, de conseil.

Le monde est devenu aujourd'hui un grand village où chacun sait ce que fait



chacun. Si le monde n'était pas ainsi, en Côte d'Ivoire, on n'aurait pas la possibilité de contester ce que le Conseil constitutionnel a quand même essayé d'imposer. Il faut continuer dans ce sens. Et parce que le monde entier nous regarde, nous devons faire attention à l'image que nous donnons, à la perception que les autres ont de nous...

**Donc pour vous, le Conseil constitutionnel ivoirien a imposé une situation anormale...**

Je dis les choses telles que je les vois. Ce n'est pas le Conseil constitutionnel que je veux critiquer. Ce que je veux dire, c'est que lorsque les Ivoiriens et la communauté internationale se sont entendus pour une démarche de conduite et de certification des élections, il est important de ne pas croire que c'est par parti pris que le Conseil de sécurité, unanime, reconnaît la victoire d'Alassane Ouattara. Ce n'est pas par parti pris que la CEDEAO [Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, NDLR] et l'Union africaine reconnaissent Alassane Ouattara! Et que la BCEAO [Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, NDLR] doit prendre des décisions.

Il faut donc qu'on se rende compte qu'on ne peut pas avoir raison tout seul contre le monde entier! Il est clair que quelque chose se passe, et que même si on croit intérieurement avoir raison, on est obligé de tenir compte de la perception des autres par rapport à soi. La souveraineté d'un pays n'est pas une souveraineté pro-

clamée par soi, mais une souveraineté reconnue par tous.

**Jusqu'à là on est dans une impasse. Comment en voyez-vous la sortie?**

Par la patience. La patience et la ténacité de ceux qui ont validé la décision du peuple souverain, proclamée par la CEI (Commission électorale indépendante, NDLR), certifiée par les Nations unies et reconnue par le monde entier. Lorsque l'Assemblée générale des Nations unies reconnaît que le délégué qui doit parler au nom de la Côte d'Ivoire, c'est celui envoyé par Ouattara, je pense que même si on a intimement raison, on doit faire preuve de patience.

Et puis, nous sommes heureux que nos Constitutions disent que le pouvoir est pour un temps. C'est pour cinq ans, c'est 1 825 jours! Il y a de quoi se refaire une virginité, laisser l'autre faire éventuellement ses erreurs et reposer la question au peuple en disant: «Vous avez bien vu que j'avais raison!» On a eu cela au Bénin. On a vu un président partir et revenir après cinq ans. Il n'y a donc pas de raison que cela n'arrive pas dans d'autres pays.

**Vous avez été Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en Côte d'Ivoire. Quel est le sentiment qui vous anime aujourd'hui?**

Je suis triste qu'après les efforts accomplis par tous -y compris par le président Gbagbo qui a réussi à faire admettre la candidature a priori pas facile de Ouattara- l'élection présidentielle, organisée avec un code, une liste électorale informatisée, des cartes électorales très au point... en soit encore à ces balbutiements. Il est temps de sortir de là et de faire en sorte que ce pays, qui est très important pour nous, en Afrique de l'Ouest, redevienne durablement le pays-locomotive de la sous-région au plan économique, et assis sur une démocratie qui fonctionne.

**Le Bénin est à la veille d'une échéance électorale majeure, la cinquième présidentielle post-conférence nationale. Y a-t-il des raisons de craindre le scénario ivoirien au Bénin?**

Selon moi, il n'y a aucune raison, heureusement! D'abord, je dois dire que les Béninois ont montré jusqu'à présent une maturité politique qui me permet de dire que l'Assemblée nationale qui vient de voter et de mettre en conformité les lois

électorales [le 6 janvier 2011, NDLR] a réglé le problème. Nous aurons une liste électorale informatisée, des lois électorales qui fonctionneront, une Commission électorale nationale autonome (Cena), des élections à bonne date et des résultats qui seront reconnus par tous, je l'espère. Et en cas de contestation, il y a des structures prévues pour les gérer.

**A la veille de ce scrutin justement, le climat sociopolitique est tout de même un peu tendu. Comment l'observateur avisé de la scène politique béninoise que vous êtes appréciez-vous cette situation?**

A mon avis, si les tensions verbales et politiques sont normales, les tensions sociales faite de grève dans les hôpitaux et les écoles ne sont pas normales. Dès l'instant où les gens ont leurs salaires et qu'ils réclament des primes, il y a déjà une différence. Et je pense qu'il est important que nous ayons, un de ces jours, une réflexion du genre de la conférence nationale, avec l'apport des confédérations syndicales mondiales, du Bureau international du travail (BIT), des ligues internationales du travail, sur ce qu'est une grève. Comment accomplit-on une grève? Est-ce qu'on est payé, dans les autres pays, lorsqu'on déclenche une grève? Lorsqu'on discute de primes, peut-on dire publiquement: «Pas de prime, pas de vaccination»? Peut-on mettre tout un pays en danger de mort parce qu'il y a des différends avec un gouvernement ou des employeurs? Je pense qu'il y a là un problème que nous devons résoudre avec maturité. Mais prendre sur soi le risque de refus d'assistance à personne en danger, je trouve cela grave!

**Pensez-vous tout de même que les nombreux appels à la retenue et à la paix porteront leurs fruits?**

J'espère que les structures, société civile, responsables religieux, pasteurs, imams... feront en sorte qu'il y ait un discernement, encore une fois, entre ce qui est légitime comme revendications et ce qui est obligatoire comme service citoyen dans un pays.

**Vous avez récemment initié un symposium, au lendemain de la célébration du cinquantenaire des indépendances des pays africains francophones, pour repenser l'avenir du continent avec plus d'audace.**

**Qu'a prévu ce symposium pour que l'élégance des actes prenne enfin le pas sur l'élégance des idées?**

Nous avons réfléchi et nous avons sorti un «Manifeste du continent» qui a été bien reçu. Nous avons souhaité que ce manifeste soit proposé à l'Union africaine pour qu'elle en prenne connaissance, et j'espère que lors de sa prochaine réunion au sommet, il y aura une prise en compte du contenu de ce manifeste, afin qu'il soit, une fois encore, un instrument pédagogique pour la démocratie, le progrès, l'éducation, le service civique dans nos pays... C'est tout ce que nous pouvons faire, mais il faut le faire pour que la célébration du cinquantenaire des indépendances africaines soit une référence, un repère. Ainsi dans 50 ans, d'autres après nous pourront dire qu'ils en ont tenu compte et qu'ils ont fait mieux.

**Y a-t-il des actions phare à mener pour que les mentalités changent et s'ouvrent à plus de démocratie?**

Bien sûr, toujours! Ce que vous faites déjà est important. La presse, les écoles, les sociétés civiles dans les pays, la contribution des structures religieuses, les partis politiques... doivent tous travailler dans ce sens. Non pas des partis politiques uniquement faiseurs de députés ou de président à coups d'appuis financiers et autres, mais également à partir de convictions et de bilans utiles à démontrer, pour que la société change, que la priorité soit au plus souffrant et que la misère recule véritablement, afin que nous puissions être des partenaires majeurs dans un monde

majeur.

**Avez-vous le sentiment que la démocratie a avancé ces 20 dernières années sur le continent?**

La démocratie avance, elle fait partie intégrante de notre culture aujourd'hui. Cependant, nous devons en faire une démocratie mûre et vivante, qui produit des députés qui font correctement leur travail de législateur et des gouvernants qui posent des actes qui font progresser nos pays sur la voie du développement. Des gouvernants qui se montrent dignes des partenaires qui nous font confiance en soutenant nos projets, afin que ceux-ci servent à faire reculer sensiblement la misère.

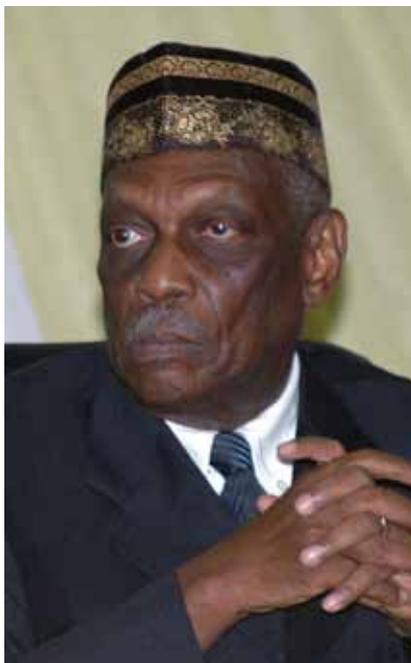
**Vous êtes, professeur Tévoédjrè, un bouillant agitateur d'idées, toujours en quête de la victoire sur les fatalités. En dehors de vos nombreuses initiatives dans ce sens, vous avez produit un document intitulé «Vaincre la fatalité», avant de publier, en 2009, un livre autobiographique titré «Le bonheur de servir». D'où tirez-vous toute cette énergie?**

Je suis un fils d'Afrique, qui aime sa mère, c'est-à-dire l'Afrique. Par conséquent, tout ce que je dis, avec d'autres, doit permettre aux plus jeunes de monter sur nos épaules pour voir plus loin que nous, pour s'organiser mieux que nous. Car nous avons tenté, nous avons balbutié, nous allons laisser notre continent avec notre héritage, notre passé et nos efforts. Nos échecs aussi. Il faut les avouer très sincèrement et demander qu'on ait l'audace de prendre en charge cet héritage-là, de rompre avec les comportements déviants...

Le monde entier est en train d'évoluer. Il y a 50 ans, la Corée était moins que la Côte d'Ivoire. Et aujourd'hui, elle est parmi les géants, elle est parmi ceux qui émergent véritablement et qui accueillent le G20. Nous avons donc du travail à faire, et pas de temps à perdre!

**Comment voyez-vous l'Afrique de demain?**

L'Afrique de demain, c'est l'Afrique du travail, de l'ouverture aux autres et de la victoire sur la misère. L'Afrique doit donc se lancer véritablement dans le monde, où ceux qui vivent sont ceux qui luttent. L'Afrique doit lutter pour renaître. □



# LETTRE D'INFO



Denis Sassou N'Guesso, Président de la République

## Prosperer en bâtissant

Afin d'accompagner le processus engagé avec **La Nouvelle espérance (2002-2009)**, et qui se poursuit avec **Le Chemin d'avenir (2009-2016)**, le leitmotiv demeure le travail. Il va falloir travailler sans cesse, quelque temps qu'il fasse. Comme la nature nous le recommande à juste titre: « A renard endormi, il ne tombe rien dans la gueule. La moisson vient plus du labeur que du champ ». Ces innombrables chantiers, supervisés par la Délégation générale des grands travaux, mobilisant experts étrangers et nationaux, ainsi que la main d'œuvre locale, transforment et valorisent utilement notre arrière-pays et les agglomérations urbaines.

C'est donc une légitime fierté que le **Chemin d'avenir**, programme du président Denis Sassou Nguesso, peut se prévaloir d'être aujourd'hui, et pour la postérité, un beau modèle de développement et un bel instrument de réinsertion de notre jeunesse. Quoi de plus normal ! On ne mobilise pas une politique sans mobiliser l'espérance des hommes qui lui donnent vie et force. Car l'espérance procure à l'homme l'élan qu'il faut pour agir et l'entendement qu'il faut pour persévérer.

Œuvrant chaque jour pour le bonheur des Congolais, Denis Sassou Nguesso donne à comprendre :  
**Un :** Que l'art de bâtir est un effort pour créer, à côté du monde réel, un monde plus humain.  
**Deux :** Que le travail et la vertu peuvent remplacer le don.  
**Trois :** Que le bonheur n'est pas un gros diamant, mais une mosaïque de petites pierres harmonieusement rangées...

Le bonheur n'est donc qu'une conquête patiente et laborieuse.



Jean Jacques Bouya, ministre délégué, Délégué Général aux Grands Travaux

## Congo-Brazzaville

Délégation Générale des Grands Travaux

# Au service du développement national



Siège de la Délégation Générale des Grands Travaux

### I. Cadre juridique

Créée par le décret N°2002-371 du 03 décembre 2002, réorganisée par le décret N°2009-158 du 20 mai 2009, la Délégation Générale des Grands Travaux est un organe administratif et technique. Elle est chargée de la passation et de l'exécution des contrats de marchés publics, et des contrats de délégation de service public de l'Etat, des autres personnes morales de droit public ou de droit privé, dont la valeur est supérieure ou égale au seuil fixé par le décret N°2009-162 du 20 mai 2009 fixant les seuils de passation, de contrôle et d'appropriation des marchés publics.

### II. Missions

Faire réaliser les études, lancer les appels à la concurrence, organiser le dépouillement des offres, rédiger, conclure et gérer les marchés, apprécier, techniquement et financièrement les devis descriptifs et estimatifs des contrats. Maître d'ouvrage délégué, elle suit et contrôle l'exécution des chantiers, organise la réception provisoire des ouvrages finis.

### III. Organisation

Aux termes du décret N°2009-158 du 20 mai 2009, portant réorganisation de la Délégation Générale des Grands Travaux, celle-ci est dirigée et animée par un Délégué Général.

La Délégation Générale des Grands Travaux comprend les structures suivantes :

- L'Assistant du Délégué Général  
Il coordonne l'ensemble des services placés près le délégué général aux grands travaux que sont : les services juridique et du contentieux, des relations publiques, du courrier et fichier, de la coopération, audit interne et le secrétariat particulier.

- la Coordination Technique  
Elle est placée sous l'autorité d'un coordonnateur technique, nommé par décret présidentiel.

- le Secrétaire Général  
Dirigé par un secrétaire général, il est responsable de la gestion du personnel, des finances et du matériel.

- le Comité technique

Organe de gestion, le comité technique, constitué de l'assistant du délégué, du coordonnateur technique et du secrétaire général, est chargé d'exécuter les missions et de définir la politique générale de la délégation générale des grands travaux.

#### IV. Collaboration

Aux côtés du Ministère de l'Economie, du Plan, de l'Aménagement du Territoire et de l'Intégration, du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public, elle participe à la programmation budgétaire des projets relevant de sa compétence. Toutes ces missions s'accomplissent en collaboration avec les ministères bénéficiaires des projets, les pouvoirs déconcentrés et les pouvoirs décentralisés.

#### V. Passation des marchés publics

La passation des marchés publics est régie dans notre pays par le décret N°2009-156 du 20 mai 2009 portant code des marchés publics. Aux termes de ce décret, la procédure de passation des marchés publics fait intervenir trois types d'organes :

- Les organes de passation que sont les maîtres d'ouvrages (l'Etat) et les maîtres d'ouvrages délégués.

- Les organes de contrôle (la Direction Générale de Contrôle des Marchés Publics)

- L'organe de régulation (l'Autorité de Régulation des Marchés Publics)

Conformément à l'article 12 du code des marchés publics, la passation des marchés publics, proprement dite, est conduite par la commission des marchés publics, au sein de la cellule de gestion des marchés publics. Cette commission est sous l'autorité de la personne responsable des marchés publics.

#### VI. Etudes

Des études complètes sont réalisées de concert avec les ministères bénéficiaires des projets. Il est organisé des missions de reconnaissance aux fins de l'élaboration des termes de référence pour des études à confier à des bureaux d'études ou des cabinets d'architectes.

#### VII. Dossier de consultation des entreprises

Les termes de référence, outre les indications qu'ils apportent sur la nature des études à réaliser, précisent la liste des documents à produire en vue d'une consultation des entreprises.



Route Pointe-Noire - Brazzaville

Le dossier comprend des pièces administratives: les instructions aux soumissionnaires, le modèle de soumission, le modèle d'attestation de visite des lieux, le modèle du sous-détail des prix unitaires, le modèle de cautions bancaires. Tout ceci, en garantie de la soumission et de la bonne exécution, pour retenue de garantie etc. S'y ajoutent le cahier des prescriptions spéciales (projet de marché), le cahier général des charges et le cahier des prescriptions techniques.

Le cahier des prescriptions techniques contient: la description et la consistance des travaux, l'organisation des travaux, la provenance, la qualité et la préparation des matériaux, le contrôle de qualité des matériaux.

La liste s'étend au mode d'exécution des travaux et à certaines dispositions complémentaires liées au contrôle et à la réception des travaux, comme le bordereau des prix unitaires, le devis quantitatif et estimatif, le dossier technique.

Le dossier technique comprend tous les rapports, c'est-à-dire le rapport géotechnique, les plans de type des ouvrages et, pour les routes, la matricule routière et tous les projets.

#### VIII. Lancement de l'appel d'offres

Pour tout appel d'offres, un avis signé du Délégué Général aux Grands Travaux, personne responsable des marchés publics, est publié dans les médias et sur Internet. Les chambres consulaires de Brazzaville et de Pointe-Noire ainsi que les autorités départementales sont également informées des appels d'offres. L'avis d'appel d'offres informe sur la nature du projet, sa localisation ainsi que sur les conditions d'acquisition du dossier.

Le règlement de l'appel d'offres, contenu dans le dossier, instruit les soumissionnaires sur la présentation des offres, la procédure et les critères d'évaluation.

Il est notamment indiqué que les soumissionnaires doivent présenter leurs offres sous double enveloppe:

- une enveloppe extérieure contenant : les pouvoirs habilitant le soumissionnaire, les références du soumissionnaire (statuts de la société, bilans financiers, référence en travaux ou prestations similaires, adresses, le certificat de moralité fiscale, l'agrément, l'attestation de la visite des lieux (site du projet), la liste du personnel et le C.V, la liste du matériel, l'organisation des travaux, la sous-traitance éventuelle, les suggestions éventuelles, l'enveloppe intérieure.

- Une enveloppe fermée contenant : la soumission remplie, datée et signée, le détail ou devis estimatif, la caution de soumission.

Il est à noter que les plis, à leur réception, doivent être revêtus d'un numéro d'ordre, de l'indication de la date, de l'heure de remise, et enregistrés dans

l'ordre d'arrivée, sur un registre spécial délivré par l'Autorité de régulation des marchés publics.

#### IX. Ouverture des offres

L'ouverture des offres, dont la date et le lieu sont indiqués dans l'avis et le règlement de l'appel d'offres, se fait par la commission de passation des marchés publics sous la supervision de la personne responsable des marchés publics, en présence des candidats (ou de leurs représentants) et de la presse.

La séance d'ouverture des offres est sanctionnée par un procès verbal, qui renseigne sur l'identité des candidats, et fait état de la recevabilité des offres, de leur présentation, de leur contenu et, éventuellement, des observations ou réserves des participants. Ce procès verbal, contre-signé par les membres de la commission, est publié par la personne responsable des marchés publics et remis, sans délai, aux soumissionnaires qui en font la demande.



Aéroport de Maya-Maya

#### X. Dépouillement et évaluation

Après l'ouverture, il est mis en place une commission composée des représentants de la DGGT et de chaque structure impliquée. La Commission des marchés publics, travaillant à huis clos, procède au dépouillement et à l'évaluation des offres, d'abord techniques, puis financières. L'évaluation des offres techniques permet de classer celles-ci en plusieurs catégories.

Seules les enveloppes contenant les offres financières des meilleures offres techniques sont ouvertes et examinées. Après examen, le choix est porté sur l'offre la moins disante, c'est-à-dire la moins chère parmi les meilleures offres techniques; celle qui obtient le meilleur record après une pondération qui prend en compte les notes attribuées aux offres techniques et les différents coûts proposés.

L'article 68 du décret N°2009-156 du 20 mai 2009 portant code des marchés publics stipule : « Dans tous les cas où les prestations sont d'une complexité exceptionnelle ou d'un impact considérable, ou bien encore lorsqu'elles donneront lieu à des propositions difficilement comparables, le consultant peut être sélectionné exclusivement sur la base de la qualité technique de sa proposition. » □



Centrale Hydroélectrique d'Imboulou

## Religions traditionnelles

## L'exception béninoise

Le Bénin n'est pas le «pays du vaudou» pour rien. Depuis 2004 en effet, la date du 10 janvier est institutionnalisée journée nationale des religions traditionnelles. Une journée fériée et donc chômée et payée sur toute l'étendue du territoire du Bénin. Les adeptes des cultes traditionnels se retrouvent ainsi chaque année pour commémorer cette journée, à travers des manifestations riches en couleurs et en émotions. Le rendez-vous est même devenu international et draine, chaque année, du beau monde venu d'Afrique, mais aussi d'Haïti et du reste du monde. La tradition a encore été respectée cette année et Ouidah, capitale mondiale du culte vaudou, a «vibré aux sons et couleurs des religions endogènes». Dans cette ville musée du Bénin, on pouvait noter, pour la circonstance, la présence d'un «nombre impressionnant de touristes occidentaux et latino-américains, surtout brésiliens». De même, les différents chefs-lieux des provinces ont commémoré l'événement avec des manifestations diverses. Aussi bien à Cotonou qu'à Porto-Novo, hauts dignitaires des religions endogènes, autorités politiques et culturelles ont communiqué avec les adeptes. Evidemment, en cette veillée électorale, les politiques n'ont pas manqué de se joindre à la fête, à la fois pour garder le contact avec les électeurs, mais aussi peut-être pour recevoir les bénédictions des prêtres des cultes endogènes.

Depuis la conférence nationale de février 1990, une plus grande attention institutionnelle est accordée aux religions traditionnelles et aux valeurs ancestrales. Avant d'entrer en fonction, le président doit ainsi jurer solennellement, dans son serment, «devant Dieu, les mânes des ancêtres, la Nation et le peuple béninois, seul détenteur de la souveraineté...». Selon des statistiques officielles, «37% de la population béninoise, estimée à plus de 8 millions d'habitants, pratique les religions traditionnelles (animisme), alors que les catholiques représentent 27%, les musulmans 22% et les protestants 10%».



## Porto-Novo

# Une capitale à la recherche de ses attributs

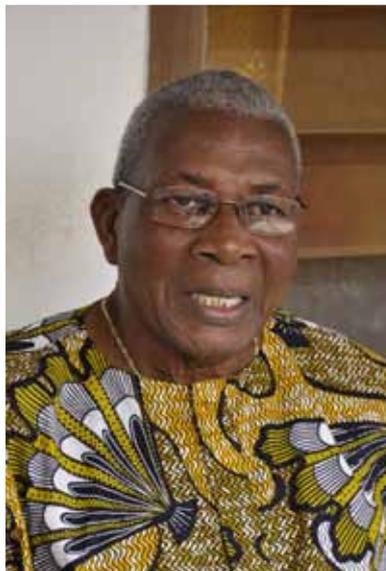


**Depuis 1997, un vaste programme de réhabilitation de la cité aux trois noms a été mis sur pied, sans que sa réalisation n'ait jamais commencé. A son arrivée au pouvoir en 2006, Boni Yayi a relancé le projet, suscitant l'engouement des populations. Cinq ans plus tard, toujours dépouillée de ses attributs de capitale administrative que lui confère la Constitution du pays, Porto-Novo semble avoir fini d'espérer une résurrection et se laisse aller au gré des marées de sa lagune, se satisfaisant de son statut de «ville dortoir» que lui ont attribué ses habitants.**

*Par Dorine Ekwè, envoyée spéciale  
Crédit photos : Benoît Koffi*

### INSTALLÉ SUR LA TERRASSE

de son domicile situé à l'arrière du lycée Béhanzin, Jean-Pierre Agondanou, 78 ans, que d'aucuns présentent comme la légende de la ville de Porto-Novo, évoque avec émotion et un plaisir certain les souvenirs de cette ville qu'il a vue évoluer, puis tomber progressivement dans l'oubli. Son physique avec ses cheveux gris coupés courts, sa taille et sa carrure lui donnent en effet une allure de sage africain. «Nous en sommes conscients, Porto-Novo n'a pas le lustre des grandes villes. Il n'y a pas d'industries dans la ville qui aurait pu garder son statut de ville intellectuelle qu'elle a acquis pendant les années de la colonisation et au



lendemain de l'indépendance du pays. C'est quand même chez nous que l'on avait l'école régionale Victor Ballot qui a formé l'élite de l'Afrique de l'Ouest. C'est dommage qu'aujourd'hui, on se retrouve à vivoter», regrette-t-il.

Avec ses vieilles bâtisses, son riche patrimoine architectural afro-brésilien qui milite, depuis mars 2010, pour une inscription de la ville au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco, Porto-Novo a un attrait incontestable. Les colons y ont laissé des traces encore visibles. Quand on s'y promène, on a l'impression que le temps s'est arrêté sur l'époque coloniale: bâtiments coloniaux en ruines, urbanisme de la ville qui évoque, en dépit des rues en terre rouge, des contrées lointaines. Sourou-Migan Apithy, l'ancien président de la République du Dahomey, n'a d'ailleurs pas échappé à ses charmes lorsque, dans la préface du livre «Porto-Novo, ville d'hier et d'avenir» (J-P Agondanou), il confiait: «Par-delà le passé, Porto-Novo demeure la ville originale par excellence. [...] Ville attachante où maintes ethnies se confondent fraternellement [...] malgré le délabrement de ses maisons aux murs lézardés, malgré ses venelles tortueuses et creuses [...]»

Seulement, minés par la pauvreté et l'analphabétisme, les habitants ne sont plus sensibles aux charmes que



Statue du roi Toffa 1er à la place Bayol

recèle leur ville et préfèrent laisser ces émotions aux touristes. «Nous voulons d'une ville moderne où nous pourrions vivre sans complexe. Il n'y a rien ici. Porto-Novo ressemble davantage à une ville secondaire qu'à la capitale administrative d'un pays», fulmine Yves, étudiant à l'École supérieure de magistrature de la ville. L'organisation, en septembre 2010, du forum sur le développement de la ville, par le maire, Moukaram Océni, n'a malheureusement pas réussi à la sortir de l'ornière. De même que la célébration, en avril et mai derniers, du centenaire de la mort du roi Toffa 1er (1874-1908), le plus connu des 18 souverains qui ont régné sur le royaume de Hogbonou ou Adjachè, rebaptisé Porto-Novo en 1703 par les Portugais. La célébration a juste permis, selon Didier Comlan, membre du comité d'organisation de ces manifestations, de «restituer l'image et l'œuvre du roi, jugé de traître par ses frères pour avoir préconisé une politique d'ouverture et de coopération avec l'Occident».

Cité historique qui compte en son sein les

plus grandes fortunes du pays, la ville de Porto-Novo a cependant beaucoup de mal à jouer pleinement son rôle de capitale administrative et politique du Bénin. Tous les matins, ses fils et filles, estimés à 300 000 personnes, la désertent et convergent vers Cotonou, où la quasi-totalité de l'administration et de l'économie béninoises est concentrée.

Alors que les populations soupçonnent le pouvoir central basé à Cotonou de les laisser tomber parce que leur cité a été, de tous les temps, acquise à la cause de l'opposition, Jean-Pierre Agondanou apporte un bémol. «Il faut reconnaître que Cotonou dispose de l'aéroport et du port. Ce sont des atouts incontestables au plan économique et administratif». N'empêche! Au sein de la population, on s'explique mal les raisons qui ont poussé les responsables du pays à «dés-habiller» Porto-Novo de ses atours de capitale administrative.

En réalité, explique Jean-Pierre Agondanou, le tout premier président de la République vivait à Porto-Novo ainsi que ses ministres. Seulement, chaque jour, il y avait des revendications et il s'en est lassé. «En 1962, au moment de lancer la construction du palais de la République que finançait la France, le président a décidé de le faire à Cotonou. Les constructions terminées, il s'y est installé et, progressivement, ses ministres l'ont rejoint». C'est ainsi que la capitale établie depuis 1894 par l'administration française ne l'est que de nom depuis 1963.

Pour y remédier, en 1997, le président Mathieu Kérékou a mis sur pied le plan de réhabilitation de la ville de Porto-Novo et nommé un conseiller spécial en la personne de l'ancien maire de la ville, Jean-Pierre Agondanou. Celui-ci

avoue que ses fonctions n'étaient qu'une coquille vide. «J'ai fait des propositions qui n'ont jamais été prises en compte. J'ai présenté un projet sur 25 ans qui coûtait 550 milliards F CFA. Malheureusement, rien n'a été fait», lance-t-il.

### Lagune

C'est dans ce contexte que, le 6 avril 2006, alors qu'il prenait les rênes du pouvoir, le chef de l'Etat, Boni Yayi, a relancé le projet. Ce jour-là, il a solennellement pris l'engagement de faire de Porto-Novo «une vraie capitale, la rendre active, accueillante, plurielle, ouverte à sa vocation de nouvelles frontières pour relancer la solidarité grâce à une intégration régionale réussie...». Mais jusque-là, rien de palpable n'est visible sur le terrain. Selon des sources proches du chargé de mission pour la rénovation de la ville de Porto-Novo, Ataou Soufiano, installé en novembre 2007, les travaux n'ont été exécutés qu'à 10% à peine. «Le projet actuel visait deux objectifs: le retour progressif des institutions à Porto-Novo et la construction d'infrastructures commerciales dans la ville, quand on sait le monde qui quitte Porto-Novo tous les matins pour se rendre à Cotonou. Il était question de leur offrir des espaces où ils pourraient écouler leurs produits sans céder à l'attraction de la ville de Cotonou», affirme Adjahi Elad, collaborateur d'Ataou Soufiano. Pour mener à bien le projet, un budget annuel de quatre milliards de F CFA a été voté.

Malgré quelques travaux de voirie engagés à travers la ville dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du pays, le 1er août 2010, et la construction en cours du siège de l'Assemblée nationale, la cité de Hôgbonou, autre nom de la ville, tarde à faire sa mue. Elle continue de végéter dans la brume venue de la lagune qui la recouvre d'une voile grisâtre et triste. Sur sa berge, des herbes folles se disputent l'espace avec les vendeuses de carpes et crabes fraîchement tirées des eaux du fleuve Ouémé, qui a prêté son nom au département dont dépend la ville. «A cette date, on aurait dû avoir sur la berge un centre aéré, un hôtel flottant et plusieurs autres infrastructures qui auraient permis de faire respirer la ville et lui donner un

Le deuxième pont sur le fleuve Ouémé





LE NOUVEAU SIEGE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE DU BENIN

nouveau visage. Malheureusement, les blocages administratifs ne permettent pas d'avancer», se désolé-t-on au sein de la structure de réhabilitation.

### Demain...

Comme pour fuir la réalité de ces ruelles insalubres qui les plongent dans la pénombre la nuit tombée et se dévoilent, dès les premières heures du jour, les Porto-Noviens s'en vont chercher fortune à Cotonou. La ville voisine, distante de seulement 32 kilomètres, ne manque en effet pas d'attraits avec ses grands marchés où s'écoulent toutes sortes de marchandises. D'autres s'en vont vers le Nigeria voisin. De là, ils reviennent dans la soirée, à bord de véhicules croulant sous des ballots de marchandises, dont les médicaments. Des commerçants s'approvisionnent par contre «généreusement» en carburant de contrebande qui se vend le long du chemin.

Avec l'arrivée de ces commerçants, la ville qui semblait somnoler s'anime. Les marchés grouillent de monde et étonnent par la multitude de bougies installées sur les étals ou à même le sol, et qui donnent l'impression que des étoiles rougeoyantes sont tombées du ciel. Alors que les commerçants s'installent au boulevard du cinquantenaire, la nuit s'anime. Les bars climatisés -qui prennent progressivement le pas sur les night-clubs qui ne font plus recette- se remplissent de monde.

Occasion idéale pour oublier la poussière de la ville, ses routes cahoteuses, la forte odeur de carburant qui s'en dégage, en parlant politique et en essayant de refaire le monde. Demain sera, assurément, un autre jour. □



Le siège de la Cour suprême



Le monument de l'Indépendance construit en 1972



# Au quotidien A l'épreuve de la vie chère

Depuis la crise de 2008 et malgré les mesures prises par le gouvernement, les populations ont plus de mal que par le passé à joindre les deux bouts. Les prix n'arrêtent pas de grimper sur les marchés et chacun est appelé à faire des sacrifices pour survivre.

Par Dorine Ekwè, envoyée spéciale

«C'EST DUR!» AU FIL DES conversations, la phrase fuse, comme un refrain pour exprimer le découragement des populations face à la perpétuelle augmentation du coût de la vie au Bénin. Depuis la crise de 2008, les populations béninoises, notamment celles de Cotonou et de Porto-Novo, ne savent plus quelle divinité invoquer pour faire face à cette vie dont le coût n'arrête pas de grimper. Pourtant, les secousses de la crise mondiale estompées, l'Etat béninois a pris une batterie de mesures visant à alléger le fardeau de ces milliers de familles désormais appelées à faire des sacrifices pour survivre. Parmi ces mesures, la réduction du train de vie de l'Etat et le relèvement du

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), qui est passé de 29 000 F CFA à 32 000 F CFA. Malgré tout, la mayonnaise tarde à prendre, estime Sylvia d'Almeida, directrice générale du quotidien Nokoué. «L'Etat a annoncé la prise de ces mesures mais, au quotidien, on se rend compte qu'elles n'ont aucun effet sur la vie des populations. Tout a augmenté dans les marchés mais également dans la vie quotidienne», affirme-t-elle.

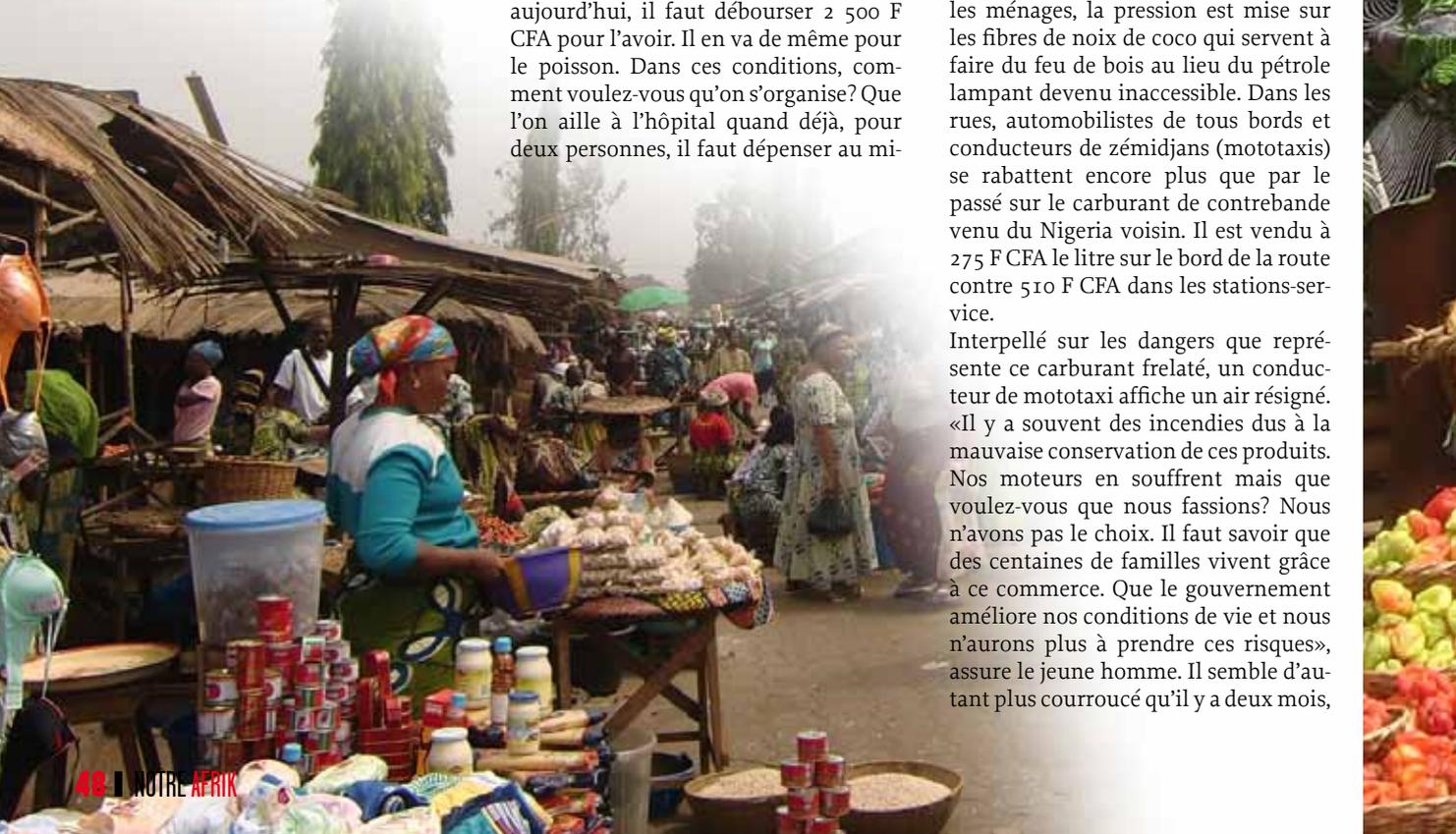
«Chaque jour, les prix augmentent sur les marchés. Ce sont de petites augmentations progressives qui vont de 50 à 100 F CFA mais après plusieurs mois, le compte est lourd. Tenez, par exemple! Avant la crise, le kilogramme de viande de bœuf coûtait 1 800 F CFA; aujourd'hui, il faut déboursier 2 500 F CFA pour l'avoir. Il en va de même pour le poisson. Dans ces conditions, comment voulez-vous qu'on s'organise? Que l'on aille à l'hôpital quand déjà, pour deux personnes, il faut dépenser au mi-

nimum 2 000 F CFA par jour pour un repas?», se plaint Adrienne Attanasso, serveuse dans un restaurant à Cotonou et rémunérée 25 000 F CFA le mois.

## Associations

Dans la foulée, au mois d'octobre 2010, le prix de l'électricité et des produits pétroliers a également augmenté, plongeant les populations du pays dans le désarroi. Une augmentation qui se situe, selon des organisations de consommateurs, à 20% (10% selon l'Etat) pour l'électricité et entre 10% et 35% pour les produits pétroliers. «Ils ont augmenté le prix de l'électricité et ont apporté les délestages avec», ironise Sylvia d'Almeida. Dans les ménages, la pression est mise sur les fibres de noix de coco qui servent à faire du feu de bois au lieu du pétrole lampant devenu inaccessible. Dans les rues, automobilistes de tous bords et conducteurs de zémidjans (mototaxis) se rabattent encore plus que par le passé sur le carburant de contrebande venu du Nigeria voisin. Il est vendu à 275 F CFA le litre sur le bord de la route contre 510 F CFA dans les stations-service.

Interpellé sur les dangers que représente ce carburant frelaté, un conducteur de mototaxi affiche un air résigné. «Il y a souvent des incendies dus à la mauvaise conservation de ces produits. Nos moteurs en souffrent mais que voulez-vous que nous fassions? Nous n'avons pas le choix. Il faut savoir que des centaines de familles vivent grâce à ce commerce. Que le gouvernement améliore nos conditions de vie et nous n'aurons plus à prendre ces risques», assure le jeune homme. Il semble d'autant plus courroucé qu'il y a deux mois,





son bailleur (propriétaire de cour d'habitation) lui a annoncé que le prix de son loyer avait été revu à la hausse. La raison de cette énième augmentation? La hausse du prix des matériaux de construction (ciment, fer, tôles...), occasionnant de fait un accroissement des prix des logements. «La vie se durcit et c'est nous, les pauvres, qui payons la facture!», se désole Ruffine Dossou, une ménagère rencontrée au marché Ganhi à Cotonou.

Face aux déboires des populations, les associations de défense des droits des consommateurs essaient de faire entendre leurs voix. Sans succès pour le moment. Pour Darius Agbo, porte-parole de l'Association de défense des droits des consommateurs du Bénin (Adeco-Bénin), il ne fait pas de doute: «Face à la situation actuelle, le Smic devrait être porté à 45 000 F CFA au moins. Les dépenses de l'Etat doivent encore être réduites. Ce renchérissement des prix ne s'explique pas. Le problème est que les consommateurs sont passifs et tout se passe si rapidement qu'ils ne peuvent réagir.»

Le sujet préoccupe tant et si bien les populations que les candidats à la présidentielle se le sont appropriés dans leurs discours de campagne. C'est ainsi que le 20 décembre dernier, dans son discours d'investiture, Adrien Houngbédji, candidat de la coalition «L'union fait la nation», a appelé à anticiper. «[...] Manger risque d'être rare et cher; je devrais dire, plus rare et plus cher, car il est déjà cher. Alors il nous faut anticiper! Les Béninois doivent pouvoir manger à leur faim. [...] ce sera notre priorité: La priorité des priorités. J'inviterai donc à une mobilisation générale contre la vie chère et mon gouvernement prendra les mesures adéquates. A cet effet, avec le concours des organisations syndicales professionnelles et des travailleurs, nous organiserons l'approvisionnement des villes et des campagnes en denrées de première nécessité», a-t-il affirmé à ses militants.

### Salaires

Des promesses qui ne semblent pas intéresser les populations, davantage préoccupées par leur survie et qui appellent de tous leurs vœux une revalorisation des

salaires. «Ce n'est pas une revendication fantaisiste, estime Darius Agbo, des avantages supplémentaires ont été accordés aux ministres pour, disait-on, lutter contre la corruption sans que l'on ne ressente les incidences de cette décision dans la vie de la nation. Les médecins réclamaient 6 000 F CFA de primes de risques, entre autres. On leur a offert 100 000 F CFA. Pourquoi ne pas étendre ces mesures à tous les travailleurs?», s'interroge le porte-parole de l'Adeco-Bénin.

Le gouvernement a, quant à lui, appelé les travailleurs qui n'arrêtent pas de manifester leur mécontentement dans le pays à un peu de patience. Ses partenaires techniques et financiers, la Banque mondiale notamment, ayant conditionné leurs appuis budgétaires à la prise de mesures permettant de stabiliser l'évolution rapide de la masse salariale dans les dépenses de l'Etat. On se souvient que lors de la visite d'une délégation gouvernementale béninoise au siège des institutions de Bretton Woods à Washington en décembre 2009, le ministre d'Etat chargé du développement et de l'évaluation de l'action publique, Pascal Koupaki, avait déclaré que la masse salariale de l'administration béninoise était insoutenable. Au lieu qu'elle représente 35% des recettes fiscales propres conformément aux recommandations des institutions financières internationales, elle se situait à 40%. De quoi inquiéter plus d'un dans le pays. □



Robert Dossou président de la Cour constitutionnelle

## «Le cas ivoirien ne peut pas se produire au Bénin»



Dans le bref entretien qu'il a bien voulu nous accorder entre deux rendez-vous, Robert Dossou, président de la Cour constitutionnelle du Bénin, situe le rôle et les missions de son institution en période électorale, avant d'aborder avec notre reporter, sous le sceau de l'obligation de réserve qu'il se doit d'observer, la dichotomie entre la légalité et la légitimité en Côte d'Ivoire...

*Propos recueillis à Cotonou  
Par Constant-Fleury Kourouma*

**Notre Afrik: Pouvez-vous tout d'abord préciser à nos lecteurs le rôle et les missions de la Cour constitutionnelle du Bénin dans un processus électoral majeur comme celui qui a cours actuellement dans votre pays?**

Robert Dossou: Il faut faire une distinction entre l'élection présidentielle et les élections législatives. En ce qui concerne l'élection présidentielle, la Constitution investit la Cour constitutionnelle du pouvoir de veiller à la régularité du scrutin, de statuer sur les irrégularités qu'elle pourrait constater par elle-même et, enfin, de proclamer les résultats.

Alors, veiller à la régularité de l'élection signifie que la Cour se déplace par elle-même ou par délégués, pour suivre non seulement le scrutin, mais aussi la préparation, le déroulement et tout le processus électoral...

**La Cour constitutionnelle est donc fortement impliquée dans le processus...**

Tout à fait! Pour veiller. Ce qui fait que depuis toujours, le jour du scrutin, la Cour constitutionnelle envoie des délégués sur le terrain pour voir si tout se passe bien. Et si ses délégués constatent une irrégularité, ils la notent, font un rapport à la Cour qui peut l'intégrer dans sa procédure et statuer.

Ce qui n'est pas le cas pour ce qui est des élections législatives, où nous n'avons pas l'obligation de veiller. Nous attendons qu'on nous apporte les procès-verbaux sur la base desquels la Cour proclame les résultats définitifs et tranche le contentieux électoral.

Je dois ajouter toutefois que la Cour a également un rôle pédagogique. Aussi se met-elle en séminaire avant chaque élection. Nous faisons aussi de la sensibilisation, en rencontrant les partis politiques, éventuellement les candidats et nous menons des activités de formation à l'endroit de ceux qui sont intéressés au déroulement des élections, surtout en matière de contentieux électoral.

**En tant que juriste, comment analysez-vous la dichotomie que l'on observe actuellement en Côte d'Ivoire, entre la légalité et la légitimité?**

Au-delà de la situation en Côte d'Ivoire, je vais plutôt donner ma conception de politologue et de constitutionnaliste. La légalité, c'est ce qui est conforme à la règle de droit, tandis que la légitimité est conforme à la conscience, à la perception du pouvoir telle qu'elle est ressentie par la majorité du peuple. Donc, la légitimité peut correspondre à la légalité, mais il peut aussi y avoir dichotomie entre les deux.

En ce qui concerne précisément le cas ivoirien, je ne voudrais faire aucun commentaire, sauf à dire que la Côte d'Ivoire n'est pas le Bénin. Nous sommes deux pays frères de l'Ouest africain, mais nous n'avons pas suivi le même cheminement. Ensuite, il faut observer que la Cour constitutionnelle du Bénin n'est pas le Conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire. Enfin, vous ne pouvez plus allumer une lanterne en plein midi pour chercher les personnes que vous connaissez et reconnaissez en pleine nuit...

**Vous parlez là en parabole... Décryptez un tout petit peu...**

Non, j'ai une obligation de réserve et je ne veux pas me prononcer, sauf si demain je décide d'écrire un article scientifique sur la question: la proclamation des résultats par la Commission électorale indépendante, la proclamation par le Conseil constitutionnel, ainsi que sur la certification des résultats par la communauté internationale. C'est inédit! Au Bénin, on n'a pas de certification et on n'est pas sorti d'une guerre civile. Donc, je ne peux pas me prononcer pour l'instant.

**En un mot comme en cent, vous jurez donc la main sur le cœur qu'une telle situation ne pourra pas se produire au Bénin!**

Ah ça, je suis certain! En tout cas, si elle devait se produire, cela ne proviendrait pas du fait de la Cour constitutionnelle du Bénin. Là-dessus, je suis absolument certain. Je dis bien... absolument certain! □

Marie-Elise Gbèdo

## Au commencement était la femme...

Cette avocate haute en couleurs et au caractère bien trempé brigue, pour la troisième fois la présidence de la République du Bénin. «La candidate amazone», comme se plaisent à l'appeler ses sympathisants, rêve d'un Bénin sûr et s'est fait connaître dans son pays grâce au combat qu'elle mène pour la promotion du genre et la défense des droits de l'homme.

Par Assane Sy, envoyé spécial

**LORSQUE, LE MARDI 11** janvier 2011, des confrères d'une chaîne de télévision locale tentent une présentation des candidats engagés dans la conquête du fauteuil présidentiel, ils estiment que Marie-Elise Gbèdo ne fera que de la figuration lors du scrutin. Il n'en faut pas plus pour sortir cette avocate spécialisée en droit des affaires et candidate à l'élection présidentielle béninoise de ses gonds. «Qu'en savent-ils? Je sais que je dérange quelque part. Cela les dérange [la classe politique, NDLR] de voir une femme se mesurer à eux», fulmine cette femme divorcée de 57 ans et mère de deux garçons.

Chez les politiques de son pays, ses sorties sont accueillies tantôt avec agacement, tantôt avec des sourires en coin. Et bien qu'elle bénéficie d'un capital de sympathie appréciable dans l'opinion publique, elle ne figure guère parmi les favoris de cette élection. «Elle est très populaire et a aidé beaucoup de personnes mais je doute fort qu'elle puisse un jour accéder à la magistrature suprême au Bénin. Il ne faut pas oublier que nous vivons dans une société où le rôle de la femme reste encore très marginal», analyse Pierre Hongbè, militaire à la retraite. «Depuis qu'elle présente sa candidature, je m'arrange toujours pour voter en sa faveur au premier tour. Je sais très bien qu'elle ne passera pas mais c'est ma façon à moi de l'accompagner dans son combat», confie Marie-Laure, jeune enseignante.

C'est en 2000, après un bref passage dans le gouvernement de Mathieu Kérékou comme ministre du Commerce et de l'Artisanat qu'elle décide de se lancer dans la politique. «C'est mon pas-

sage dans ce gouvernement qui m'a confortée dans l'idée qu'il fallait que je me lance en politique. Je pense que j'ai quelque chose à apporter à mon pays», dit-elle. Après sa sortie du gouvernement en 1999, cette femme aux cheveux frisés qui encadrent un visage rayonnant est devenue l'une de ses voix critiques. En mars 2001, elle brise un tabou et se présente à l'élection présidentielle, devenant ainsi la première femme candidate à la présidentielle du pays. Ce faisant, elle doit affronter de vives critiques.

### Le roseau qui ne rompt jamais...

Dans l'opinion publique, elle est présentée comme une candidate pas

fiable et une femme indigne parce que divorcée. «Ce qui m'a le plus choquée, c'est que ce sont davantage les femmes qui m'ont attaquée. Je leur ai bien précisé que je ne me marierai pas pour faire plaisir aux électeurs. Pourquoi me l'exige-t-on alors que l'on accepte que des hommes qui ne sont pas mariés et qui entretiennent une foulditude de maîtresses se présentent à la présidentielle? C'est inadmissible! Ce sont ces tabous que je veux effacer dans mon pays. Hommes et femmes se valent», lance-t-elle.

C'est d'ailleurs en raison de son engagement dans la défense des droits de l'Homme et de la promotion du genre que Nicolas Sarkozy, le président français, l'a élevée, en 2008, à la Légion d'honneur française au grade de Chancelier. Un an plus tôt, le réalisateur et acteur béninois Sanvi Panou lui déroulait le tapis rouge en réalisant «L'amazone candidate», un film de 1h30 entièrement consacré au combat de Marie-Elise Gbèdo.

Investie fin décembre 2010 comme candidate par «Synergie du peuple», un regroupement de femmes, d'hommes et de jeunes de divers horizons et de toutes catégories socioprofessionnelles, Marie-Elise Gbèdo axe son projet de société autour de la sécurité sous toutes ses formes.

«Mon projet repose sur le thème de la sécurité. La sécurité alimentaire sera une priorité mais également celle des hommes et des personnes sera au centre de mes préoccupations», révèle-t-elle.

En attendant la voix des urnes, le roseau, telle qu'elle se définit dans les deux volumes de son livre «Le destin du roseau» (Editions Ruisseaux d'Afrique, 2009) préfacé par Abdou Diouf, continue de résister à la bourrasque. □



## Campagne électorale

# Les ABC du meeting politique

**En cette période de morosité économique où le panier de la ménagère souffre dangereusement, la flopée de meetings politiques est un paradoxe et répond tout de même à une tradition politique érigée en stratégie de campagne depuis 1990...**

*Par Hermann Obinti, correspondant au Bénin*



### LA MESSE DES SOUTIENS

politiques a commencé et chaque état-major politique déploie son artillerie afin de quadriller le terrain pour son candidat. Depuis 1990 où le Bénin a fait l'option du renouveau démocratique, à la faveur de l'historique Conférence nationale des forces vives de la nation, les veillées électorales sont marquées par d'intenses activités politiques avant même le lancement officiel de la campagne, dont les termes et délais sont fixés par le législateur conformément à la Constitution. La présidentielle de 2011 n'a pas dérogé à la tradition. La campagne a commencé depuis longtemps et la mobilisation bat son plein.

Partout.

Les trois principales coalitions engagées dans la bataille du 27 février 2011 y sont allées chacune de sa stratégie. La mouvance présidentielle a ainsi installé son cadre de concertation de la majorité présidentielle dans les départements, tandis que les structures de base de l'Union fait la nation se sont progressivement mises en place, et que l'architecture de campagne de l'Alliance ABT 2011 s'est dessinée à travers ses différents organes. A mesure que l'échafaudage se met en place, les activités politiques se multiplient sur le terrain. Ici, ce n'est pas tant le message qui compte, mais plutôt l'importance de la foule venue assister

à l'évènement. Et c'est à qui mobilisera le plus de personnes au baromètre de l'audience. Les états-majors de campagne assurent ainsi le déplacement des «militants» de leur lieu de résidence à l'endroit désigné pour le meeting ou l'activité politique concernée. De gros moyens sont déployés et les sponsors politiques ne manquent pas. Chaque camp veut montrer aux autres qu'il détient l'argument du nombre. Mais bien souvent, c'est quasiment le même public que l'on retrouve à chaque meeting, et qui ovationne tour à tour chacun des acteurs en présence.

### Fonds de commerce

Ces opérations de charme qui se multiplient à l'endroit des potentiels électeurs qui, eux, s'en donnent à cœur joie, ont cependant un coût. De la location des locaux et chaises pour abriter les manifestations politiques à l'installation de la sonorisation, en passant par le choix de l'impresario, de la décoration, la location des groupes électrogènes ainsi que la collation et les primes pour le déplacement aux personnes mobilisées à cette fin, ce sont des millions de francs CFA qui sont mobilisés et dépensés lors de ces manifestations.

Selon Fifi, un animateur de manifestations politiques, il faut déboursier entre 50 000 et 100 000 F CFA pour assurer la présentation de ces sorties électorales. La mobilisation du public coûte entre 1 000 et 2 000 F CFA par personne déplacée, et le prix de la location des locaux varie suivant le cadre, de 25 000 à 200 000 F CFA. C'est du moins ce qu'indique Kola, le président du comité d'organisation de l'installation des cellules départementales d'un état-major politique.

D'importantes sommes d'argent circulent ainsi lors des meetings politiques. Et bien souvent, obnubilés par la quête obsessionnelle du pouvoir, les politiques ne se rendent même pas compte que pour l'essentiel, c'est le même public qui assiste à leurs différents meetings ci et là. Des populations désabusées par le discours politique, et qui font de ces sorties largement rémunérées leur fonds de commerce, pour atténuer un tant soit peu la morosité économique ambiante. □

## EPILOGUE

# Le peuple, inquiet, retient son souffle

Par Lucien Sènable Hounkè  
Docteur ès Sciences économiques  
Inspecteur général des affaires administratives hors classe

L'élection de l'actuel président du Bénin, Yayi Boni, quasi-plébiscité à l'issue du scrutin de 2006, avait sonné pour beaucoup de Béninois le glas des attermolements économiques et ouvert des perspectives nouvelles quant au développement du pays. Bien plus, elle était l'expression d'une volonté affirmée d'en finir avec la vieille garde politicienne, celle des années des «indépendances et des hymnes nationaux» pour paraphraser Amadou Kourouma, qui a su si bien le dire dans son livre «Le soleil des indépendances». Les espoirs placés en ce technocrate, docteur en économie et ancien président de la Banque ouest-africaine de développement (Boad) étaient grands, surtout au sein de la jeunesse, pour garantir, assurer et consolider la démocratie béninoise, éradiquer la gabegie, le gaspillage et les détournements de deniers publics, faire des investissements en capitaux dans tous les segments du développement pour hisser véritablement le Bénin au rang de pays émergents.

Il y a lieu, en cette fin de sa mandature, de se demander si les fruits ont tenu la promesse des fleurs. L'auscultation profonde de cette mandature laisse apparaître un bilan plutôt mitigé et en demi-teinte. Il faut signaler que bien avant que la date du premier tour de la prochaine élection présidentielle ne soit fixée au 27 février 2011, le gouvernement n'a eu de cesse de parler de son bilan, de sorte que pour l'opposition, la campagne a commencé bien avant l'heure, au mépris des dispositions constitutionnelles. Et pour elle qui vise la conquête du pouvoir, la vérité reste à venir.

Des reproches et récriminations formulées, il ressort que ce bilan reste muet sur les graves atteintes aux libertés syndicales, les violations répétées des libertés individuelles, la gabegie, les détournements, l'affairisme, le clientélisme, les concussion, les prébendes et malversations au sommet du pouvoir d'Etat... En plus, et c'est ce qui transparaît largement au sein des populations et de l'opinion publique, l'opposition qualifie le bilan de ce quinquennat du «change-



**"Les sensibilisations s'enchaînent et les prières se multiplient dans les églises, mosquées, couvents et sur les chaînes de télévision, publique et privées, pour conjurer le mauvais sort."**

ment» d'irréaliste, en ce qu'il n'apporte pas d'explications à la cherté de la vie, à l'inflation galopante et à l'amenuisement du pouvoir d'achat de la grande masse des travailleurs.

En somme, à la veille du scrutin présidentiel majeur qui doit se dérouler bientôt au Bénin, le climat social et politique s'est considérablement dégradé, laissant les populations, tantôt déroutées, tantôt perplexes, sur une foudrude de questionnements. Les prochaines campagnes électorales –présidentielle et législatives- s'annoncent donc pour le moins redoutables, et le peuple, inquiet, retient son souffle, conscient du fait que de la sagesse des acteurs politiques à conduire ces campagnes en bonne intelligence, dépendra la survie ou le suicide du pays. Alors, les sensibilisations s'enchaînent et les prières se multiplient dans les églises, mosquées, couvents et sur les chaînes de télévision, publique et privées, pour conjurer le mauvais sort.

De mon point de vue, dans un pays majoritairement analphabète, il y a indéniablement risque d'auto-sabotage politique à manipuler à temps et à contretemps des statistiques, des rapports et une masse de faits historiques. S'il est de bon ton de présenter un bilan globalement positif en fin de mandature, beaucoup de citoyens béninois, en l'occurrence les analystes de la sociopolitique et les observateurs des faits sociaux se retrouvent souvent en mal de thèse quant à la mesure de la capacité d'endettement du gouvernement au cours de ces cinq dernières années. Et l'on se perd en conjectures sur leur impédance financière, c'est-à-dire le poids des dettes, la durée de leur remboursement et leurs impacts sur les actions futures de développement... □



# MSESEC

International Inc.  
Solutions personnalisées en sécurité de l'information



## Our business: Securing your business!

### Notre expertise

- Gouvernance de la sécurité de l'information
- Architectures technologiques et de sécurité
- Centres de traitement de données (Data centers)
- Mise en place d'Intranet sécurisé
- Analyse légiste informatique (Forensics)
- Formation et séminaires techniques sur la sécurité

### Nos clients

- Gouvernements
- Organismes internationaux
- Entreprises
- Universités
- Particuliers

**Confiez la sécurité de votre information à des professionnels du domaine !**

Tél. : 001 514 357 4094

E-mail : [info@msecnet.com](mailto:info@msecnet.com)

<http://www.msecnet.com>

## ENTRETIEN

## John Fru Ndi



C'est une espèce plutôt rare dans le microcosme politique camerounais. Le chef de l'opposition et patron du Social democratic front (SDF), John Fru Ndi, décroche lui-même son téléphone portable, écoute patiemment son interlocuteur avant de répondre avec une délicatesse si peu présente dans les mœurs en vigueur au sein de l'establishment de Yaoundé. De Brazzaville où j'achevais une mission, un simple coup de fil a suffi pour convenir du principe de cette interview avec le «Chairman».

Fru Ndi était l'un des leaders politiques camerounais que je n'avais jamais rencontré physiquement. On s'était pourtant parlé au détour de nombreuses interviews qu'il m'avait accordées par téléphone durant mes années passées à la chaîne de radio britannique BBC.

J'avais donc à cœur de découvrir ce personnage énigmatique, surgi de nulle part au début des années 1990 au point d'ébranler, par sa grande capacité de mobilisation, les fondements du régime Biya. Mais surtout, j'espérais percer le mystère du «new deal» entre le président

Biya et son opposant de toujours. Les deux hommes se sont rencontrés devant les caméras de télévision pour la première fois le 10 décembre dernier à Bamenda

(Nord-Ouest). Une rencontre qui n'a pas fini d'alimenter les spéculations à quelques mois de l'élection présidentielle prévue cette année.

Qui a initié cette rencontre de Bamenda? De quoi ont-ils parlé? Y a-t-il un deal Biya-Fru Ndi?

Le SDF va-t-il participer à un gouvernement d'union nationale? Quelles solutions au problème anglophone? A toutes ces questions, le chef du SDF a répondu sans détours au cours d'un entretien

mené tambour battant à Ebolowa (Sud du Cameroun) où se déroulait, du 17 au 22 janvier, la plus grande foire du monde

agro-pastoral inaugurée par le chef de l'Etat camerounais.

Par Thierry Hot

Crédit photos: Raphaël Mbieleu

«Les anglophones  
sont marginalisés au Cameroun»





**Notre Afrik: Pendant de très nombreuses années, votre slogan était «Biya must go». On a été presque surpris de vous voir aller à sa rencontre à Bamenda en décembre dernier. Comment justifiez-vous votre démarche?**

**John Fru Ndi:** Je n'ai pas changé le slogan «Biya must go» (Biya doit partir). Paul Biya doit partir, mais à travers des élections transparentes. C'est la raison d'être de notre combat. Ma poignée de mains avec lui ne met pas un terme au combat pour la démocratie qui a coûté la vie à tant de Camerounais. Ce combat qui a fait des émules en Afrique. Ma volonté de changement est intacte et je continue de me battre pour cela.

**Lequel d'entre vous deux a initié cette rencontre de Bamenda?**

J'ai écrit une lettre à M. Biya entre fin 2007 et début 2008 demandant à le rencontrer pour discuter des problèmes de notre pays. Et ce, parce que je voyais que les gens étaient mécontents. Je savais qu'un malaise couvait et j'ai donc écrit pour qu'on se voie pour en discuter. Ainsi, lorsque la jeunesse a engagé des manifestations violentes dans les rues du Cameroun en février 2008, elle a eu mon soutien. J'ai dit qu'elle avait

le droit de s'attaquer à la faim par des manifestations parce que si M. Biya ne peut dialoguer avec moi, il ne pourra pas non plus dialoguer avec la jeunesse. Il pense qu'acheter les consciences résout les problèmes. L'argent que vous donnez finira, mais le problème demeurera.

Je lui ai donc écrit pour demander une audience. Il n'a pas répondu. Quand il est venu à Bamenda, les gens m'ont dit de solliciter une audience. Je me suis remémoré ma lettre de 2008 demandant une rencontre, restée sans suite. J'espérais le recevoir chez moi pour un repas lors de sa visite à Bamenda.

**C'est vous qui l'avez donc relancé?**

J'ai écrit une seconde lettre rappelant les termes de la première, qui n'a jamais eu de réponse, ajoutant que je voulais qu'il soit mon hôte, à mon domicile, pour un petit-déjeuner, un déjeuner ou un dîner. Mais tout le monde m'a plutôt dit de solliciter une audience. J'ai répondu que je ne pouvais pas faire cette demande d'audience parce qu'il ne parlerait pas avec des gens comme moi. Quand il est finalement venu à Bamenda, nous étions assis à la tribune pendant le défilé militaire, mais une sorte de «mur» nous séparait. J'étais

**«Je pense que le président Biya a échoué en 28 années de pouvoir. Quand vous écoutez ses discours, il ressasse les mêmes promesses d'il y a 20 ans.»**

placé trois rangées derrière le chef de l'Etat, avec des gardes du corps armés à côté et derrière moi. J'ai trouvé cela ridicule et idiot. Cela démontrait le degré de peur qui existe entre M. Biya et moi. Le jour suivant, ils ne m'ont pas invité à l'exercice interarmées à l'aéroport. Les gens m'ont dit d'y aller. J'ai dit que je ne pouvais pas me faire violence pour M. Biya. Au deuxième jour de son séjour, à 21 heures, le gouverneur de la province m'a appelé pour m'informer que le président me recevrait le lendemain à 9 heures. Dans ces conditions, il m'était difficile d'inviter mes camarades venus de Douala, du Sud-ouest, de l'Ouest et du Centre. La Secrétaire générale du SDF était heureusement là et m'a télé-

phoné dans la foulée. Je lui ai annoncé la nouvelle, indiquant que le gouverneur a fait savoir que l'audience pourrait être un face à face entre Biya et moi. J'ai demandé à venir avec quelques collaborateurs, parce que si j'avais accepté un huis-clos complet, les gens auraient pensé que je cache quelque chose.

### Pourquoi avez-vous mis tant de temps avant de vous rencontrer?

Je crois que M. Biya est mieux placé pour répondre à cette question. Certains pensent que c'est en raison de mon exigence d'une audience en présence d'une tierce personne. Je l'ai finalement rencontré en présence de cette tierce personne: le peuple camerounais en l'occurrence. Les Camerounais m'ont vu entrer par la porte centrale, parler avec lui et ensuite ma délégation est arrivée. Ils nous ont vus sortir. Les Camerounais étaient vraiment la personne tierce de cette rencontre. Une audience où je serais passé par une porte dérobée aurait suscité des allusions de corruption. J'ai rencontré M. Biya dans l'intérêt des Camerounais.

### Était-ce vraiment la première fois que vous vous rencontriez?

Si ce n'était pas la première fois, je souhaiterais que le journaliste d'investigation que vous êtes me dise quand je l'ai vu.

### Certains de vos compatriotes estiment que vous étiez un visiteur nocturne du palais...

Si j'ai souvent été un visiteur du soir du président, les paparazzis n'ont qu'à apporter des photos qui le prouvent.

### Avez-vous ressenti une émotion particulière au moment de lui serrer la main pour la première fois?

Une poignée de mains est une poignée de mains. Je l'ai dit, une poignée de mains est un signe d'amour et, dans ce cas, un profond amour dans l'intérêt des Camerounais. Cette poignée de mains va nous permettre d'avancer dans la démocratisation de notre pays, de faire du Cameroun un pays d'honneur et de dignité, un pays où afflue-

ront les investisseurs et visiteurs. C'est une poignée de mains dans la bonne direction.

### Quels ont été les premiers mots du président à votre endroit?

Il a dit: «Chairman, je suis heureux de t'accueillir!» Et j'ai répondu: «Bienvenu à Bamenda, monsieur Biya!».

### Le président vous a-t-il fait bonne impression? Vous est-il apparu gentleman?

Les actions sont plus édifiantes que les mots. On le jugera sur pièces. Il ne s'agissait pas de voir s'il est un gentleman ou autre chose. Je voulais attirer son attention sur le danger auquel s'expose le Cameroun. Regardez ce qui se passe en Côte d'Ivoire, en Tunisie, au Kenya ou au Zimbabwe. Rappelons-nous ce qui est arrivé en 2008 quand la jeunesse camerounaise est sortie comme un seul homme et a pris le pays en otage pendant deux jours. Si le président ne voit pas cela en analyste politique, je lui dis qu'il y a péril en la demeure parce que le Cameroun fait face à un certain nombre de problèmes. Par exemple, la question anglophone qui ne doit pas

être banalisée et traitée à la légère, car les anglophones sont considérés dans ce pays comme des Camerounais de seconde zone.

### Lui en avez-vous parlé?

Bien sûr, je lui en ai parlé et en parle à tous ceux qui ont peur d'évoquer le malaise et les frustrations des anglophones.

### Cette rencontre vous a-t-elle rapproché?

Nous évoluons pas à pas, en essayant d'apprendre à nous connaître.

### On vous a vu pour la première fois au Palais de l'unité pour la cérémonie de présentation des vœux. C'était aussi inédit. Vous avez toujours boycotté cette cérémonie...

Oui c'est vrai, c'était la première fois que je me rendais au palais présidentiel. Si certains en doutent encore, qu'ils apportent des photos qui attestent du contraire.

### Pour revenir au rendez-vous de Bamenda. Quel était le contenu de vos échanges?



«Ma poignée de mains avec M. Biya ne met pas un terme au combat pour la démocratie qui a coûté la vie à tant de Camerounais.»



«Le SDF ne peut pas rejoindre un gouvernement d'union nationale parce que je ne pense pas que M. Biya soit capable de prendre en compte les revendications qui figurent dans notre manifeste.»

Nous avons évoqué des problèmes liés à la vie de la nation. Bien entendu, en 45 minutes, nous n'avons pas pu décortiquer les problématiques en profondeur. Nous avons cependant convenu de nous revoir.

#### **Vous n'êtes pas d'accord avec Elecam, l'institution en charge des élections. Pourquoi?**

Nous rejetons Elecam! C'est une organisation qui a été mise sur pied sous les auspices du Commonwealth parce que le ministère de l'Administration territoriale a échoué dans sa tentative d'organiser des élections libres, équitables et transparentes. La première recommandation du Commonwealth à laquelle nous souscrivions, était que les membres d'Elecam devaient être des personnalités réputées pour leur neutralité. Malheureusement, M. Biya n'a pas respecté cette recommandation et a choisi des militants de son parti pour diriger cette institution censée arbitrer les élections. Vous comprenez qu'on ne puisse pas être d'accord.

#### **En avez-vous parlé avec le président Biya?**

C'était le principal sujet à l'ordre du

jour au cours de notre rencontre. Je lui ai dit: «M. Biya, dans sa forme actuelle, Elecam ne vous apportera pas la légitimité que vous recherchez. De grâce, prenez en compte les propositions du SDF.»

#### **Vous a-t-il donné des gages?**

Vous savez que quand vous vous rencontrez pour la première fois, votre interlocuteur ne peut pas vous donner des garanties. Mais nous espérons qu'il tiendra tout au moins compte de notre avis. Dans son discours lors de la cérémonie de présentation des vœux, le 31 décembre dernier, il a laissé transparaître l'idée d'une refonte d'Elecam. Nous espérons qu'il le fera dans la bonne direction.

#### **Que vous inspire le débat sur une éventuelle révision de la Constitution pour la création d'un poste de vice-président?**

Je ne suis pas d'accord avec la façon dont la Constitution camerounaise est remaniée au gré des agendas personnels de ceux qui nous dirigent. Il y avait des postes de vice-président, puis de Premier ministre qui ont été supprimés, puis quand le SDF est devenu une force politique majeure, la fonction de Premier ministre a de nouveau été réhabilitée. Ce qui a permis à M. Biya de choisir une personnalité issue de ma province d'origine, le Nord-Ouest, pour tenter de neutraliser mon parti. Fort heureusement, cette stratégie n'a jamais porté ses fruits. Nous plaçons pour une Constitution solide et consensuelle.

#### **Avez-vous évoqué l'hypothèse de l'entrée du SDF dans un gouvernement d'union nationale?**

Le SDF ne peut pas rejoindre un gouvernement d'union nationale parce que je ne pense pas que M. Biya soit capable de prendre en compte les revendications qui figurent dans notre manifeste. De tout temps, le parti au pouvoir a toujours essayé de déstabiliser le SDF. Je ne peux accepter un tel arrangement, car je ne serai pas en mesure d'avoir le contrôle des ministres issus de mon parti en raison des manœuvres du RDPC [Rassemblement démocratique du peuple camerounais, au pouvoir, NDLR].

#### **Comment expliquez-vous les nombreuses défections de cadres de votre parti?**

De nombreux hauts cadres de mon parti, anciens parlementaires ou élus locaux, ont échoué et n'ont pas répondu aux attentes du parti et des militants, qui ont décidé de les sanctionner. Ils sont partis parce qu'ils se sont sentis incapables de s'investir et de servir le parti. Dans ce cas, les militants de base ne tardent pas à faire la différence entre les bons et les mauvais cadres. Si vous regardez d'ailleurs bien la liste de ceux qui sont partis, vous vous rendrez compte que plusieurs d'entre eux n'ont même pas assisté à 20 réunions en deux ans, ce qui est sanctionné par les statuts du parti. L'article 82 de nos statuts veille heureusement au bon fonctionnement du parti.

#### **Le SDF est-il un parti démocratique?**

Le SDF est le seul parti démocratique au Cameroun. J'ai créé ce parti à une époque où les Camerounais ne pouvaient pas s'exprimer. Et aujourd'hui, comme vous le voyez, le bébé a grandi, le parti appartient à tout le monde et je dois toujours poser ma candidature pour le poste de président national du parti. Bernard Muna et les autres dissidents peuvent rivaliser en interne contre moi, parce que notre parti est démocratique. Si un autre parti peut le faire, je voudrais savoir lequel.

#### **Vos opposants vous reprochent d'être l'inamovible chef du SDF depuis sa création en mai 1990...**

Je me suis présenté à des élections contre eux. Je les ai gagnées. Certes, je suis à la tête du parti depuis 21 ans, mais j'ai toujours participé à des élections internes pour conserver le leadership du SDF. Aucun autre parti ne s'est autant démocratisé que notre formation politique.

#### **Serez-vous candidat à l'élection présidentielle qui se déroulera cette année?**

Ce n'est pas à moi de le décider parce qu'au sein de notre parti, nous allons organiser des primaires qui vont dégager le représentant du SDF à la présidentielle.

«La question anglophone ne doit pas être banalisée et traitée à la légère, car les anglophones sont considérés dans ce pays comme des Camerounais de seconde zone.»

#### Encouragez-vous vos militants à s'inscrire sur les listes électorales?

Nous n'allons pas leur donner des instructions particulières. Nous n'allons pas leur dire de s'enregistrer ou de ne le pas faire. C'est à eux d'analyser la situation et de voir s'ils doivent s'enregistrer ou non. Nous estimons par exemple que nous devons mettre en place un système biométrique d'enregistrement, que des pays plus pauvres que le Cameroun ont pu réaliser. Ces pays ont réussi à mettre en place un bulletin unique pour l'élection présidentielle. Et pourquoi ne pourrions-nous pas le faire chez nous?

#### Êtes-vous en mesure de fédérer l'opposition camerounaise autour de votre candidature?

Vous savez que dès le début de mon engagement politique, j'ai tout fait pour unir l'opposition camerounaise. Mais la plupart de ses leaders, en particulier les francophones, estiment que c'est moi qui dois leur apporter mon soutien parce que les francophones sont majoritaires dans le pays. Et pourtant, mon parti est le mieux représenté à l'Assemblée nationale et au sein des conseils communaux. Si vous réunissez les partis de Bello Bouba Maigari, Jean-Jacques Ekindi, Ndam Njoya, ils ne font même

pas 16 députés à l'Assemblée nationale, alors que notre parti a pu réaliser cette prouesse en dépit des manœuvres pour nous faire battre pendant les élections.

#### Pourquoi cette opposition n'a-t-elle jamais réussi à faire front commun?

Tout simplement parce que ce n'est pas une véritable opposition, ce sont des partis satellites du RDPC.

#### De quel leader de l'opposition êtes-vous le plus proche?

Disons que pour l'instant, j'ai des échanges informels avec Jean-Jacques Ekindi et Garga Haman Adj. Avec les autres, nous échangeons juste des civilités d'usage.

#### Quel regard portez-vous sur la gestion du pays par le président Biya?

Je pense que le président Biya a échoué en 28 années de pouvoir. Quand vous écoutez ses discours, il ressasse les mêmes promesses d'il y a 20 ans. Peut-



# NOTRE AFRIK

UNE NOUVELLE GRILLE D'ANALYSE ET DE LECTURE SUR L'AFRIQUE



50 ans après les indépendances,  
**UN REGARD NEUF**  
sur le continent africain.

on parler de succes story dans ces conditions?

**Si vous étiez président, qu'entreprendriez-vous qui n'ait encore été fait?**

Je vous fais remarquer que rien n'a été fait jusque-là. Si j'étais président, j'attaquerais de front les préoccupations majeures qui minent le quotidien des Camerounais.

**Approuvez-vous l'opération épervier de lutte contre la corruption?**

Oui, c'est une opération nécessaire, mais je trouve que nous y perdons beaucoup de temps sans que l'opinion ne sache qui a vraiment détourné, quels montants, et combien l'Etat a déjà récupéré. A mon avis, cette opération est mal gérée et doit être repensée.

**Que pensez-vous des revendications du SCNC (Southern cameroonian national council)?**

Le SCNC est naturellement fondé à penser que les anglophones sont marginalisés. Je fais partie de ceux qui le pensent aussi. Cependant, pour vous parler franchement, quand je suis arrivé à Ebolowa (Sud du Cameroun), je me suis rendu compte que c'était la brousse. Quand je suis allé dans l'Est du pays, je me suis rendu compte que les gens souffraient encore plus qu'à Bamenda. C'est pourquoi j'ai opté pour un combat national, pas pour celui mené par le SCNC.

**Que préconisez-vous pour régler le «problème anglophone»?**

Le dialogue, rien que le dialogue.

**Évoquons la Côte d'Ivoire. Qui de Laurent Gbagbo ou d'Alasane Ouattara reconnaissez-vous comme président de la République?**

Laurent Gbagbo est le président ivoirien.

**La communauté internationale**

**reconnait pourtant Alasane Ouattara...**

C'est parce que la communauté internationale ne fait aucune analyse sérieuse et dit simplement que Gbagbo doit partir. On pourrait quand même prendre en considération les revendications de M. Gbagbo, qui estime que le scrutin a été entaché de graves irrégularités dans les zones sous contrôle des rebelles. Je ne suis pas d'accord qu'on veuille exclure quelqu'un sans écouter ses arguments. Et d'ailleurs, que fait-on de la souveraineté du peuple ivoirien?

**Comment sortir de l'impasse?**

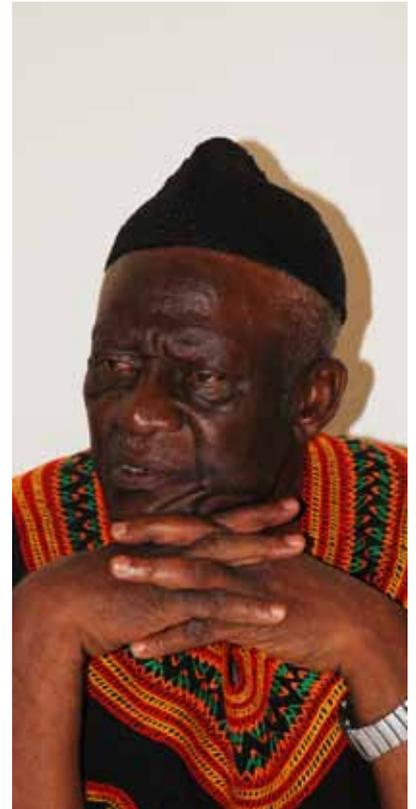
La solution passe par le dialogue. La communauté internationale devrait encourager le dialogue. Je suis tellement déçu par la réaction de cette communauté internationale. Je ne le dis pas parce que M. Gbagbo est mon ami, mais parce que c'est lui le vainqueur de cette élection. Regardez de près le rôle de Raila Odinga. Il estime avoir remporté une élection qui a fait un millier de morts au Kenya, et c'est ce monsieur qui va à Abidjan, demander à M. Gbagbo de partir. Avant même d'avoir quitté Nairobi, il avait déjà déclaré que Gbagbo devait partir. Regardez aussi le rôle que la France a joué dans la campagne visant à demander le départ de M. Gbagbo.

**Pensez-vous que la France y joue un rôle moteur?**

Ce n'est pas ce que j'affirme, mais il y a de quoi se poser des questions sur le rôle de la France.

**Avez-vous été surpris par la chute de Ben Ali en Tunisie?**

La chute de Ben Ali ne m'a guère surpris parce qu'en Afrique, les dirigeants ne prêtent pas une oreille attentive aux préoccupations de leurs populations. La situation de la Tunisie a failli se produire ici au Cameroun en 2008 parce que nos dirigeants n'écoutent pas le peuple et ne sont pas ouverts au dialogue. M. Biya doit prendre en compte les aspirations de la jeunesse, au risque de se saborder. □



**«La communauté internationale devrait encourager le dialogue en Côte d'Ivoire. Je ne suis pas d'accord qu'on veuille exclure quelqu'un sans écouter ses arguments...»**



# DANS L'INTIMITÉ

## DE JOHN FRU NDI

### Quel est votre principal trait de caractère?

Je suis mal placé pour parler de moi. Je laisse le soin aux autres de me qualifier.

### Quel est votre passe-temps préféré?

Le jardinage.

### Quel est votre plat préféré?

Un mets traditionnel africain composé de «Fufu» et du «Achu».

### Quel est votre animal préféré?

J'aime tous les animaux, les bœufs, les moutons, les poules qui ont chacun des caractéristiques particulières. J'avais par exemple un coq, qui battait des ailes, montait sur la voiture et chantait, chaque fois que je rentrais à la maison. Quand j'étais élève, j'avais un perroquet, qui présentait mon retour à la maison et m'attendait sur la route, pour se poser sur mes épaules.

### Croyez-vous en Dieu?

Bien sûr, je suis un fervent chrétien de l'église presbytérienne. Mais je suis ouvert aux autres religions.

### Que détestez-vous par dessus tout?

Je déteste le mensonge, la difamation et les journalistes qui écrivent sans mener des enquêtes.

### Qu'est-ce que vous appréciez par dessus tout?

J'aime les causeries franches et ouvertes avec mes amis. J'aime pouvoir discuter avec des gens qui ont des idées progressistes.

### Quel est votre livre de chevet, si vous en avez un?

La Bible est le livre que je lis avant de dormir. Avant, j'étais très porté sur des ouvrages traitant de psychologie. Et aujourd'hui, quand je voyage, j'achète beaucoup de bouquins. A mon chevet, j'ai actuellement une quinzaine de bouquins que je n'ai pas encore lus.

### Quel est votre plus grand regret?

La mort de mes deux épouses qui m'a laissé inconsolable. Je remercie cependant le Seigneur de m'avoir donné une grande famille avec les enfants que m'ont laissés mes défuntes épouses. Heureusement, j'ai des amis

qui n'ont jamais cessé de me témoigner leur affection. Cependant, je n'ai pas beaucoup de regrets car c'est Dieu qui donne la vie et la retire.

### Quel est votre idée du bonheur?

C'est la satisfaction que procure la reconnaissance des gens qui soutiennent et comprennent tous les combats difficiles que vous avez menés, dans la plus grande adversité. Aujourd'hui par exemple, après 21 ans et malgré les manœuvres du parti au pouvoir, de nombreuses personnes continuent de me supporter. On ne peut pas quantifier un tel soutien.

### Quel était votre dernier fou rire?

Je ris quand on fait une bonne blague mais je ne suis pas quelqu'un qui s'esclaffe pour n'importe quoi. Avec ma défunte épouse, nous avions l'habitude de beaucoup blaguer et, quelquefois, je pouvais même lire dans ses yeux la joie que lui procuraient nos blagues.

### Quand avez-vous pleuré pour la dernière fois?

J'ai beaucoup pleuré à la mort de mon épouse. C'était tragique! Elle n'a pas été malade longtemps. Le médecin a fait tout ce qu'il pouvait pour la sauver et lorsqu'elle a rendu l'âme, j'ai vu le monde s'écrouler sous mes pieds. Cependant, grâce au soutien de tous les Camerounais, je me suis très vite ressaisi.

### Si vous en aviez le pouvoir, que changeriez-vous dans le monde?

Je ferais en sorte que la planète soit un monde de compréhension et de dialogue. Le dialogue est plus important que les armes et l'argent.

### Comment aimeriez-vous mourir?

Avec le sourire aux lèvres. Avec la satisfaction d'avoir reçu la vie de Dieu et d'avoir vécu honnêtement, à son service. □





# SOCOTRAM

SOCIÉTÉ CONGOLAISE DE TRANSPORTS MARITIMES

## POINTE-NOIRE

Siège Social  
République du Congo  
Tél. : (242) 628 01 50  
(242) 628 01 51  
E-mail : [sctmpnr@socotram.com](mailto:sctmpnr@socotram.com)

Agence maritime  
Consignation  
Transit  
Manutention  
Tél. : (242) 628 01 52  
(242) 628 01 53  
E-mail : [sctmagency@socotram.com](mailto:sctmagency@socotram.com)

## PARIS

19, rue Marbeuf  
75008 PARIS  
Tél. : +33 (0) 1 56 59 66 29  
Fax : +33 (0) 1 56 59 66 24  
E-mail : [info@socotram.com](mailto:info@socotram.com)

*l'armement national au service des opérateurs économiques*

**VOTRE PARTENAIRE AU CONGO POUR LE TRANSPORT MARITIME**

## AFRIK ECO



## Energies renouvelables

## Un plan ambitieux pour l'Algérie

L'Algérie semble décidée à franchir le pas. Après des décennies de palabres, de tergiversations et de conférences, elle a tranché pour le lancement, vraisemblablement dès cette année, d'un plan de développement des énergies renouvelables. Elle veut profiter de la manne provenant des hydrocarbures, qui représente plus de 98% des recettes en devises du pays, pour développer ce type d'énergies. Une démarche qui s'inscrit en droite ligne de la préparation de l'après-pétrole.

Par Mohamed Arezki Himeur, correspondant en Algérie

**LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT** des énergies renouvelables vise à préparer le terrain pour une substitution graduelle du solaire, de l'éolien et du géothermique au gaz naturel dans la production de l'électricité. D'autant que la production de gaz pourrait chuter dans les prochaines années si les opérations d'exploration en cours n'aboutissent pas à la découverte de nouveaux gisements dans le désert du Sahara. Les spécialistes algériens sont nombreux à soutenir qu'au rythme actuel de leur exploitation, les énergies fossiles sont appelées à disparaître au cours des prochaines décennies. Elaboré par le ministère de l'Energie et des mines, le plan de développement des énergies renouvelables attend l'aval du gouvernement. C'est lui qui doit trancher sur l'importance et, surtout, le volume de l'enveloppe financière à octroyer à cet ambitieux programme, dont la réalisation s'étalera sur une vingtaine d'années. Ambitieux parce qu'il permettra de produire, à l'horizon 2030, pas moins de 40% des besoins en électricité du pays. Selon le ministre algérien de l'Energie et des mines, Youcef Yousfi, «le programme devrait aboutir à la production d'ici 20 ans, à partir des énergies renouvelables, des mêmes quantités d'électricité produites actuellement à partir du gaz».

Il y a d'ores et déjà une soixantaine de projets identifiés, susceptibles d'être lancés dès l'approbation du plan par le gouvernement. Leur réalisation nécessitera un soutien financier conséquent de l'Etat,

la mobilisation du secteur industriel, public et privé confondus, et l'implication de la communauté scientifique du pays, a-t-il dit. La réalisation de ces projets permettra une production de 2 500 et 3 000 mégawatts à partir des énergies solaire et éolienne, selon les prévisions. Le programme prend en ligne de compte le volet exportation. Après le gaz et le pétrole, Alger voudrait se placer sur le marché international des énergies renouvelables. «Si les conditions sont réunies, s'il y a des partenaires non seulement pour produire et exporter de l'électricité, si l'Europe ouvre ses portes, nous pensons avoir le potentiel pour exporter jusqu'à 2 000 mégawatts en 2020 et peut-être même arriver à 10 000 mégawatts à l'horizon 2030», a affirmé M. Yousfi.

## Soleil, future source de devises

S'agissant du volet exportation, Alger envisage de faire appel à des investisseurs étrangers. «On ne peut pas investir seul. On doit partager les risques avec les pays importateurs d'énergie», a-t-il souligné. Au plan national, l'Algérie compte d'abord sur ses propres ressources et moyens pour développer ces nouvelles énergies. Elle prévoit, dans un premier temps, d'approvisionner les villes nouvelles, comme Hassi Messaoud (dans le Sahara) et Boughezoul (à environ 200 km au Sud d'Alger) en cours de construction. Mais elle ne tourne pas complètement le dos aux grands projets européens Désér-

tec (Allemand) et Transgreen (Français). Elle est disposée à travailler avec tous ceux qui entrent dans son propre plan. «Nous discutons avec l'ensemble des partenaires qui peuvent entrer dans le cadre de la réalisation de notre programme, sans exclusion aucune», a précisé M. Yousfi. Le solaire devrait se tailler la part du lion du futur budget d'investissements du plan national de développement des énergies renouvelables. Car l'Algérie dispose d'un potentiel considérable dans ce domaine. Le gisement solaire du pays est présenté par les autorités comme l'un des plus importants du bassin méditerranéen. La durée d'ensoleillement dépasse en effet les 2 000 heures par an dans le Nord du pays et tourne autour de 3 500 heures pour la même période dans le Sahara, tel est le principal argument avancé pour appuyer cette thèse.

Le gouvernement prévoit d'encourager l'investissement dans le secteur des énergies renouvelables. «Des mesures de soutien financier public pour la réalisation de ce plan seront prises», a affirmé en décembre dernier, premier ministre algérien Ahmed Ouyahia, le au Conseil de la nation (Sénat).

Le groupe privé Cevital, l'un des plus importants du pays, a été le premier à se prononcer, bien avant les pouvoirs publics, en faveur des énergies renouvelables. Son Président-directeur général, Issad Rebrab, est déjà en contact avec les Allemands, promoteurs de Désertec.

La réalisation de ce gigantesque projet, qui doit chevaucher plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient,

nécessitera un investissement très lourd: 400 milliards d'euros. Cela vaut le coup, selon M. Rebrab. «Nous sommes un pays très ensoleillé, donc il y a un marché immense. Nous serons producteurs intégrés à 95%», soutient-il. Le projet pourrait fournir à l'Europe au moins 15% de sa consommation d'énergie à l'horizon 2025.

### Sahara: après le pétrole, le soleil

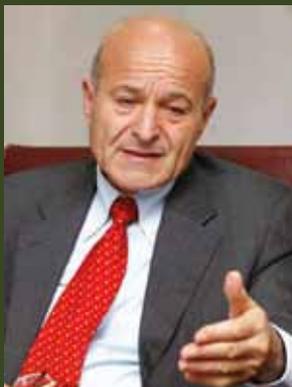
«Désertec est une fondation à but non lucratif qui tente de faciliter le développement des énergies renouvelables. Son travail consiste à sensibiliser les pays européens sur la nécessité de miser sur ces énergies et les pays du Sud de la Méditerranée à investir dans ces mêmes énergies. C'est du gagnant-gagnant», dira M. Rebrab. «Le coût de la construction d'une centrale solaire est moins élevé que celui d'une centrale nucléaire. Le solaire est la meilleure alternative par rapport au nucléaire. Il est aussi moins dangereux», souligne-t-il.

Cependant, cet industriel et Désertec ne peuvent pas, du moins dans l'immédiat, aller plus loin dans leur idée d'installer des centrales solaires en Algérie, sans le feu vert, la «volonté politique» du gouvernement algérien. Celui-ci accorde la priorité à son propre plan. Sa réalisation se fera en trois phases. Il s'agira, en premier lieu, d'expérimenter les techniques et les technologies existantes avant d'en choisir celles qui s'adaptent aux conditions locales.

La seconde étape sera consacrée à la construction des infrastructures et au démarrage de la fabrication, sur place, d'une partie des pièces de rechanges et des équipements entrant dans la production des énergies solaire et éolienne. La troisième phase verra la production à grande échelle de l'électricité provenant des centrales solaires et éoliennes. L'Algérie dispose actuellement de 400 turbines de production de cette énergie.

Le volet fabrication des équipements doit occuper une place prépondérante dans le plan national de développement des énergies renouvelables. «On ne peut pas se permettre de développer des énergies renouvelables en important la technologie et sans que nous ayons la possibilité d'innover et de nous développer dans ce domaine», estime le ministre de l'Énergie et des mines, Youcef Yousfi. Il est illusoire, a-t-il relevé, de «vouloir développer des énergies renouvelables en quantité, sur le long terme, en comptant sur l'importation des équipements. Ce sera plus coûteux et pas rentable pour le pays».

L'option de créer des usines pour fabriquer localement une partie des équipements vise à éviter une forte dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers. Il est vrai que l'échec de la politique d'industrialisation des années 1970, basée sur la création d'usines «clés en main» ou «produits en main» confiées à des firmes étrangères, notamment des pays socialistes de l'époque, a échaudé plus d'un parmi les responsables politiques et les dirigeants d'entreprises publiques algériens. □



Issad Rebrab, Président-directeur général de Cevital, vante les mérites de Desertec



Gilbert Baranyizigiye

## Un serviteur dévoué de la poste burundaise

**La Régie nationale des postes s'impose comme la plus grande entreprise du Burundi. Au moment où la plupart des entreprises publiques tombent en faillite, la poste burundaise tient le coup, grâce au génie de Gilbert Baranyizigiye, qui a su créer de nouveaux produits et maîtriser les charges. Il est ainsi l'unique manager qui embauche dans un pays où le taux de chômage reste l'un des défis majeurs...**

*Par Albéric Ndayirukiye, correspondant au Burundi*



**LORSQU'EN 2006, IL EST NOMMÉ** à la tête de la Régie nationale des postes (RNP), Gilbert Baranyizigiye trouve 32 bureaux. Quatre ans plus tard, ils sont passés à 107 et le nombre des agents a presque triplé. Aujourd'hui, la poste burundaise est le troisième employeur du pays après l'armée et la police, avec 843 agents contractuels. Comptable de formation, Gilbert Baranyizigiye, 50 ans, compte pourtant aller plus loin. «Nous projetons 129 bureaux en 2011, soit un bureau postal par commune», dit-il.

L'Express mail service (EMS) qui s'occupe du courrier extra-rapide international est très performant. Médaillé d'or à deux reprises par l'Union postale universelle (UPU), le service EMS fait la fierté de la poste burundaise. Primé le 1er mai 2007 par le chef de l'Etat à l'occasion de la fête du travail, puis classé parmi les 50 personnalités qui font avancer le Burundi par un journal local indépendant, le manager Baranyizigiye n'a cessé d'innover. Ainsi des bus en couleur jaune de la poste dits «Aigle postal» sont très visibles sur toutes les pistes burundaises. Ces véhicules de la RNP quittent chaque jour Bujumbura, la capitale, vers les différents centres urbains de l'intérieur du pays. En plus du courrier postal intérieur, des passagers empruntant les mêmes voies profitent d'un

transport rapide à un prix alléchant.

«Je suis parfois incompris par mes collègues, mais à un certain moment, je reçois des compliments de leur part quand le projet a réussi», commente-t-il. Pour lui, le voyage est une grande école. Le projet de vente de fleurs dit «Fleurs de la poste» aurait été créé après qu'il ait constaté que la poste tunisienne gagnait beaucoup d'argent dans la vente des fleurs. «J'ai dû forcer l'allure car personne ne voulait me croire», se souvient-il. La crainte a été vite dissipée, reconnaît un inspecteur de la poste. «Comme nos fleurs sont livrées à domicile, même des personnes vivant à l'étranger peuvent passer leurs commandes par email, téléphone ou fax», affirme-t-il.

### Gestion honnête et créativité

«Le manager écoute les employés avec douceur, mais frappe parfois avec excès ceux qui se rendent coupables d'actes de malversation», note M. Ntakaye, son ancien camarade de classe à l'Ecole postale de Bujumbura, aujourd'hui responsable du département des statistiques à la RNP. Evoquant les secrets de sa réussite, M. Ntakaye indique en souriant que «là où il y a la volonté, il y a toujours un chemin», paraphrasant ainsi l'homme politique anglais Winston Churchill.

M. Ntakaye attribue cette réussite à une gestion honnête et à l'esprit de créativité du manager. «Il n'occupe pas la première place, dit-il, mais nous sentons en lui plutôt un serviteur dévoué de la poste». Cette perception est partagée avec un client, un enseignant de l'école primaire qui affirme avoir de nouveau confiance après avoir vu que des agents de la poste, tentés de se servir sur les comptes des clients, ont été sévèrement punis. Les clients ont effectivement augmenté avec le temps. Enseignants, militaires, policiers et retraités perçoivent leurs salaires aux guichets de la poste. On compte ainsi plus de 160 000 clients titulaires de comptes postaux. Avec 600 francs burundais, soit 0,5 dollars de frais de tenue chaque mois, la poste gagne sur ces effectifs.

La poste burundaise a déjà réalisé des bénéfices de plus 800 millions de francs burundais (soit près de 700 000 dollars américains) sur la vente de ses produits, de janvier à fin septembre 2010. □

## Claude Ayo Inguendha «La Bicig contrôle 52% du parc de comptes au Gabon»

La Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (Bicig), leader national en monétique, est une filiale du Groupe Banque nationale de Paris (BNP- Paribas). A sa tête depuis 2003, Claude Ayo Inguendha, administrateur directeur général et ancien président de l'Association professionnelle des établissements de crédit du Gabon. Il nous parle ici de la bonne santé de son institution bancaire.



Par Antoine Lawson, correspondant au Gabon

### Notre Afrik: Peut-on dire que la bonne santé de la Bicig découle de celle du secteur bancaire gabonais?

Claude Ayo-Inguendha: Le secteur bancaire gabonais, solide et rentable, présente des perspectives prometteuses et nécessite la contribution de forces vives pour l'accompagner dans son développement. En ce qui concerne la Bicig, malgré un exercice 2009 particulièrement morose, la banque est parvenue à maintenir ses investissements et à améliorer son management.

### La crise financière internationale a-t-elle influencé vos résultats?

Oui. Avec les contrecoups de la crise financière mondiale et la paralysie économique du pays durant la transition électorale, l'année 2009 a battu les records de morosité. La Bicig, leader national en moné-

tique avec le premier réseau de guichet automatique de banque, est parvenue à maintenir ses investissements à 2,9 milliards de francs CFA et à enrichir son offre commerciale avec la certification de son Système de management par la qualité (SMQ) pour les opérateurs communautaires. La Bicig contrôle 52% du parc de comptes au Gabon et totalise 80 000 clients à travers le pays.

### Quelles sont les actions majeures menées en 2010?

L'un des événements marquants de notre établissement bancaire demeure la certification ISO 9001 version 2000 de son système de management de la qualité (SMQ) pour des opérations communautaires. De plus, la banque a réalisé un résultat net positif de 4,61 milliards de francs CFA en 2009, contre 6,29 milliards de francs en 2008. L'exercice 2009 a été fortement marqué par un contexte économique

difficile, résultant des effets de la crise financière sur l'économie gabonaise et sur des événements sociopolitiques. En dépit de ces facteurs, le retail banking, les investment solutions, les corporate and investment banking ont produit de bons résultats.

Pour atteindre les objectifs de 2010, la banque a appliqué une stratégie marketing de renforcement de la croissance des segments des particuliers et des professionnels, tout en assurant un accroissement des services bancaires et une dynamisation de son offre commerciale et de la qualité de ses prestations.

### Le SMS banking a-t-il produit les effets escomptés?

La clientèle avisée utilise de plus en plus le «SMS Banking», lancé en 2009. C'est un nouveau produit télématique destiné aux particuliers, aux professionnels, à la clientèle exerçant une profession libérale et enfin aux gérants de PME-PMI. Avec «SMS Banking», le Groupe explique que «le client pourra obtenir ses informations bancaires où qu'il soit, quand il le souhaite et quel que soit son opérateur de téléphonie mobile. Certaines données lui seront envoyées toutes les semaines, et d'autres sous forme d'alerte ou encore s'il en fait la demande par SMS, avec mot clé et code d'accès».

Selon les options choisies, le client pourra notamment être informé sur le solde de son compte, ses derniers mouvements, la disponibilité du salaire ou le dépassement de son autorisation de découvert. □

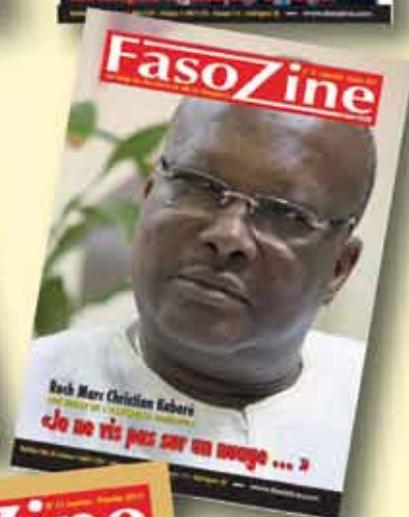
### Claude Ayo Inguendha en deux mots

Diplômé d'études comptables supérieures, Claude Ayo Inguendha est plus qu'un banquier. Après une solide formation à Sciences-Po Paris dans la section économique et financière, il débute sa carrière en 1972 comme expert-comptable stagiaire à Paris. De retour à Libreville, c'est à Air Gabon qu'il est recruté. Il y travaille notamment à l'extension du réseau international de la compagnie aérienne nationale pour laquelle il occupa les fonctions de directeur financier, de 1979 à 1987, puis de directeur général adjoint de 1987 à 1989.

En 1990, il devient directeur général de la Société nationale d'acconage et de transit (Snat), poste qu'il occupe jusqu'en janvier 1999. Administrateur dans plusieurs sociétés, il assume en outre les fonctions de consul honoraire de la République centrafricaine au Gabon, mais aussi d'expert près la Cour d'appel de Libreville. Il est membre éminent du Lions club. Jusqu'en 2000, il fut gouverneur du Lions club international pour la zone géographique Afrique centrale et Océan indien.

Ayo Inguendha est administrateur délégué de la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale (BVMAC).

# Le Burkina en action, la diaspora qui gagne...



C'est dans **FasoZine** Le magazine du Burkina  
et de la diaspora

Tous les deux mois dans vos kiosques et par abonnement

[www.fasozine.com](http://www.fasozine.com)

Tél : (226) 50 30 76 01 - Email : [ecrire@fasozine.com](mailto:ecrire@fasozine.com) - [fasozine@yahoo.fr](mailto:fasozine@yahoo.fr) - 11 BP 387 Ouagadougou 11 (Burkina Faso)

## CULTURE



ELLE S'APPELLE EN RÉALITÉ ZEYNAB OLOUKÈMI ABIBOU. MAIS TOUT LE MONDE NE LA CONNAÎT PLUS QUE PAR SON PRÉNOM, ZEYNAB, ET SES CHANSONS, MÉLANGE DE LA CHAUDE RYTHMIQUE AFRICAINE ET DE LA RICHESSE DU PATRIMOINE MUSICAL MONDIAL. LAURÉATE DES «KORA AWARDS» EN 2005, LA BÉNINOISE ZEYNAB REFUSE DE S'ENFERMER DANS UN CARCAN MUSICAL ET ALLIE AVEC SAGESSE, LA DOUCEUR DE SA VOIX ET LA SENSUALITÉ DE SES TEXTES À UNE MUSIQUE FINALEMENT TRÈS MÉTISSÉE, DANS LAQUELLE ON SE RETROUVE SOUS TOUTES LES LATITUDES. ENFANT DU MONDE, CELLE QUI EST AUSSI AMBASSADRICE DE L'UNICEF POUR LE BÉNIN PRÉPARE ACTIVEMENT LA SORTIE DE SON TROISIÈME ALBUM, QUI S'INTITULERA «OLUKÈMI» (DIEU M'A GRATIFIÉE...) ET QUI EST AUSSI L'UN DE SES PRÉNOMS. ELLE A ACCEPTÉ DE RÉPONDRE AUX QUESTIONS DE NOTRE REPORTER, EN TOUTE DÉTENTE ET EN TOUTES VÉRITÉS. ENTRETIEN.

*Propos recueillis à Cotonou  
Par Constant-Fleury Kourouma*

**ZEYNAB**

«Je suis restée  
une enfant...»



**Notre Afrik: Une année vient de s'achever, une autre commence... Comment démarre 2011 pour Zeynab?**

**Zeynab:** J'ai avant tout des obligations et je suis actuellement sous la pression de la sortie de mon prochain album. Je continue avec le travail que j'ai commencé depuis 2010 et j'espère vraiment que les choses vont bien se passer avec l'aide de Dieu.

**Vous préparez donc un nouvel album pour cette année. Quelles en seraient les couleurs?**

Comme d'habitude, je fais dans la gaieté, je touche un peu à tout. Je fais de la musique moderne, traditionnelle, et aussi la world music, que tout le monde peut écouter... En tout cas, je fais de la variété tout en gardant ce style qui m'est propre. Au début, les gens me prenaient pour une chanteuse de RnB; mais en réalité je fais de la variété. Ce sera donc pareil, et c'est surtout dans les paroles des chansons qu'il y aura de la nouveauté.

**Quand on écoute Zeynab, ce qui frappe de prime abord, c'est cette voix si mélodieuse... Comment faites-vous?**

Je m'oblige à faire une heure de vocalises par jour, de préférence dans l'après-midi, parce que les cordes vocales ne sont pas assez chaudes le matin. Je mets donc un point d'honneur à travailler ma voix autant que faire se peut, afin de la maintenir au top.

**Vous parlez beaucoup, dans vos chansons, des enfants, des femmes, de la jeunesse... Y a-t-il une raison à cette prédilection?**

Non, pas forcément. J'ai toujours eu ce sentiment par rapport aux enfants parce que j'ai grandi dans une famille polygame, avec beaucoup de frères et de sœurs, et cela ne m'a jamais gêné de jouer et d'échanger avec des enfants qui ne sont pas de la même mère que moi. Je suis donc habituée au fait de côtoyer des enfants. Au fait, je suis restée une enfant au fond de moi! C'est donc quelque chose de naturel pour moi. Maintenant, avec mon rôle d'ambassadrice de l'Unicef [Fonds des Nations unies pour l'enfance, NDLR], je suis de plus en plus proche d'eux parce que je suis leur porte-parole et tout ce qui a trait aux enfants m'intéresse...

**Vous avez dit: «Je suis restée une enfant au fond de moi.» Parlez-nous de l'enfant que vous étiez...**

Zeynab a été une petite fille très calme, qui a reçu une éducation très stricte. Mon père était



Zeynab en complicité artistique avec la Sud-Africaine Yvonne Chaka Chaka

un fervent musulman. Ce n'est pas pour me jeter des fleurs mais j'étais une très bonne élève, je travaillais très bien à l'école. Avec mes frères et sœurs, nos parents nous ont appris le respect de soi-même et d'autrui... J'ai grandi dans une très bonne ambiance. Mon papa était polygame mais il n'y avait pas ces tiraillements, entre frères qui se détestent et mamans qui se chamaillent tous les jours, comme on le voit ci et là. Non, on a grandi dans le respect les uns des autres.

J'ai gardé cela et, en plus, je peux dire que j'ai grandi un peu vite parce que j'ai assumé très tôt des responsabilités d'adulte. Du coup, je n'ai pas connu cette phase intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte. Il y a donc toujours une enfant au fond de moi et je m'amuse souvent comme une petite fille. Bien entendu, je connais et sais respecter les limites, mais mon âme d'enfant est toujours là, intacte.

**Pouvez-vous nous parler brièvement de ces responsabilités?**

J'ai été maman jeune, très tôt. Déjà à l'âge de 16 ans, j'avais mis au monde un petit garçon. Cela est dû au fait qu'à la maison, le tabou du sexe a fait que ma mère ne m'a pas parlé des dispositions à prendre pour éviter une telle situation. Mais après, je me suis prise en mains, j'ai travaillé dur, j'ai pris mes responsabilités, j'ai continué l'école... J'ai juré de réussir après cela et je crois que j'y suis arrivée.

**Combien d'enfants avez-vous aujourd'hui?**

J'ai trois enfants. Après mon aîné, j'ai eu un deuxième enfant qui a 10 ans aujourd'hui. Et la toute dernière a trois ans et demi.

**Et lequel d'entre eux marche-t-il sur les traces de sa maman?**

Je crois que c'est la toute dernière, qui fredonne des chansons, qui s'intéresse de plus près à la chanson. Les autres aiment la musique mais ne la font pas. Mon fils aîné travaille dans l'audio-visuel...

**Revenons à la musique. Vous avez déjà sorti deux albums. Pouvez-vous nous en parler un peu?**

J'ai effectivement deux albums. Le premier, qui comporte 14 titres et est baptisé «Intori» -qui veut dire «Pourquoi» ou «Parce que...», en yoruba- est sorti en 2002. Le second est sorti en 2004 et je l'ai intitulé «D'un endroit à un autre», parce qu'on passait allègrement d'un rythme à un autre. Lui aussi comporte 14 titres dont deux interludes. Ces deux albums m'ont beaucoup apporté. Le premier a permis de me faire connaître du public, et le second a été l'album de la révélation, grâce auquel j'ai été nommée au «Kora Music Awards» et participé à plusieurs manifestations d'envergure. J'ai du reste remporté en 2005, avec ce second album, le trophée «Kora Music Awards» dans la catégorie «Meilleure artiste féminin de l'Afrique de l'Ouest».

**Et cela fait quoi de remporter un tel trophée?**

Cela fait super plaisir! D'abord, le fait d'être nommée, d'aller là-bas, de vivre le stress du suspense, de remporter le trophée, de monter sur scène... suscite beaucoup d'émotions. J'espérais seulement que cette distinction allait continuellement me grandir, m'apporter un plus aux yeux des autres et pour moi-même. Aussi, depuis que j'ai reçu ce trophée, je me suis dit que je n'avais plus droit à l'erreur et que je me devais de respecter cette distinction, ainsi que toutes les autres, afin de donner des raisons supplémentaires aux gens d'avoir confiance en moi.

**Au-delà de votre voix, votre musique est un véritable melting-pot, un enrichissement permanent avec des sons, des tambours, des talking-drums, des instruments divers et variés... Comment réussissez-vous cette synthèse?**

Moi je fais de la musique tout simplement! Je ne voudrais pas avoir de restriction par rapport à un rythme. Pour moi, la musique est universelle et c'est un moyen de m'exprimer. Il ne s'agit

donc pas pour moi de ne faire que du reggae, de la musique traditionnelle ou de la musique moderne. Je veux pouvoir toucher à tout, selon mon inspiration et les échanges que j'ai avec les autres.

Je suis une Béninoise, née en Côte d'Ivoire, qui a grandi à l'étranger et qui n'a donc pas été très en contact avec sa culture; une Béninoise qui est rentrée au Bénin pour tout apprendre et qui vit à l'étranger. Aujourd'hui, je suis entre Paris et Cotonou. Je n'arrive donc pas à m'accrocher à une culture et à me dire que c'est celle-là que je maîtrise le mieux. Non, j'apprends tous les jours. C'est arrivée dans mon pays que j'ai pris connaissance de ce qu'on appelle le «bolodjo», le rythme traditionnel de chez moi, j'ai appris que ma grand-mère était une grande chanteuse de musique traditionnelle, elle m'a appris certaines techniques que j'ai commencé à exprimer à travers mes albums.

Il y a aussi le fait que je suis née dans une famille où tout le monde aimait la musique: mon père était un grand mélomane, mon frère est DJ dans une boîte à Paris. Tout cet environnement, la musique country que mon père affectionnait, la musique de la Côte d'Ivoire qui a bercé mon enfance, toutes les musiques du monde que j'ai écoutées... font que j'ai beaucoup de mal à adopter un seul type de musique. Simplement, j'essaie de faire bien ce que j'ai envie de réaliser, de me rapprocher le plus possible de l'esprit que je veux donner à la chanson. Si les gens aiment, c'est tant mieux! Mais vraiment, pour moi, c'est un moyen de m'exprimer comme un oiseau dans le ciel ou comme un poisson dans l'eau.

### **Quel feed-back vous revient des nombreuses scènes que vous avez faites, Zeynab, aussi bien en Afrique qu'en Occident?**

Ce qui me revient, c'est qu'il faut se renouveler en permanence. Il faut toujours apporter un plus, quelque chose que les gens ont envie de découvrir et d'écouter, parce que le monde de la musique bouillonne de nouveautés et d'artistes talentueux, qui ont quelque chose à exprimer, et quand on est là à ne rien faire, qu'on n'a pas quelque chose pour se défendre, on disparaît tout de suite!

En ce qui me concerne, au fil du temps, en apprenant ce qu'est ma culture, ce qui est propre à mon pays, je commence à trouver le bon milieu pour arriver à quelque chose qui est à moi. J'ai vraiment envie de faire l'étude d'un nouveau genre musical qui va plaire aussi bien à l'ancienne génération et à la nouvelle.

### **On dit que Zeynab adore chauffer le podium...**

Ah oui! Sur scène, je viens à la rencontre de mon public! Je commence doucement puis je mets l'ambiance... Quand des gens sont là pour m'écouter, je veux vraiment qu'ils repartent chez eux en se disant: «Waow! Elle nous a présenté quelque chose qu'on a aimé!» C'est très important pour moi, parce que quand vous ne faites aucun effet à ceux qui sont venus vous regarder, c'est grave!

### **Chaude sur scène donc, mais très friande de chansons douces, tendres... au point d'avoir obtenu, en 2005, le prix de la meilleure chanteuse sensuelle...**

Wouh... Je ne sais pas si je mérite ce prix-là, parce que je suis tellement pudique. Mais, c'est vrai, je suis très sentimentale. Moi je vis l'amour, je ne peux pas vivre sans l'amour. Que ce soit l'amour du prochain, l'amour des fans, ou l'amour avec son compagnon. Je ne peux pas vivre sans l'amour avec «A». C'est très important pour moi. Je suis au fond une femme très douce...

### **Il est donc choyé, l'homme de votre cœur!**

(Éclat de rires) Je l'espère! J'espère que je lui apporte vraiment quelque chose de ce côté-là. Je l'espère de tout cœur. Sinon, j'ai beaucoup à donner...



### **Vous espérez... Vous ne le savez pas?**

Ah, ben... Vous savez, on dit les choses mais on n'entre pas dans le cœur des gens. Il peut dire cela juste pour me faire plaisir... Si je lui demande s'il m'aime, il dira: «Oui, je t'aime!» Mais le pense-t-il vraiment?

### **Oh, mais vous avez certainement les armes et les moyens pour savoir quand il dit vrai...**

(Rires) Ce n'est pas faux! Je mets les moyens pour lui faire dire la vérité et je pense que ça marche jusque-là!

### **Qu'est-ce qui vous a le plus marqué chez cet homme?**

Oh la la! Ce que j'ai aimé chez lui, c'est sa douceur, il est très calme. Et comme moi je suis un peu bouillonnante et par rapport au milieu musical, qui est un milieu assez mouvementé, j'ai besoin de quelqu'un pour m'épauler, me rassurer, me ramener au calme. Et il joue bien ce rôle-là. Il est très calme, patient, on discute beaucoup et il me fait confiance. Et, en tous les cas, je me comporte comme il faut.

### **Que peut-on déjà dire au sujet de votre nouvel album, dont la sortie est prévue cette année?**

Déjà, il comportera 17 titres! Et il va s'appeler «Olukèmi» (Dieu m'a protégée... Dieu m'a gratifiée...). En effet, j'ai eu encore une fois, de la part du Tout-Puissant, un sentiment de plénitude, de protection, d'accompagnement. Cela n'a pas toujours été facile pour moi, mais ma foi en Lui m'a fortifiée et m'a amenée jusque là où je suis... Et il y aura un peu de tout dans cet album, avec des supports musicaux variés. Je parle des femmes battues, de l'amour d'une mère pour son enfant, de réjouissance, de mon amour pour l'homme de ma vie, de l'Afrique, etc.

### **Vous portez donc aussi l'Afrique dans votre cœur...**

Beaucoup! Je suis trop fière d'être Africaine! Même si je déplore le fait qu'on se tire souvent dans les pieds. L'Afrique n'a pas besoin de cela. On a besoin de grandir, d'accepter la réussite de son frère...

### **C'est cela le rêve de Zeynab pour l'Afrique?**

Je le souhaite vivement! Le jour où l'Afrique va pouvoir dire cela du fond du cœur, le penser sincèrement, notre continent ira de l'avant et on va vraiment grandir. □

## Mode et spot-lights

# Dans les coulisses du mannequinat

DE JEUNES FILLES ET GARÇONS SE DISENT ATTIRÉS PAR LE STRASS ET LES PAILLETES, DES STRUCTURES SE CRÉENT POUR LES AIDER À RÉALISER LEUR RÊVE. MAIS DANS LA PLUPART DES CAS, CE DERNIER SE VOLATILISE EN CHEMIN, HAPPÉ DANS LES SENTIERS TORTUEUX DE LA RECHERCHE DE LA GLOIRE...

*Par Dorine Ekwè, correspondante au Cameroun*



**TENTONS UN RÊVE... OU PLUTÔT,** laissons Sylvie Etoukè nous raconter le sien. Plongée dans un univers dans lequel le cliquetis des appareils photos résonne à longueur de journée, et où une flopée de personnes s'agite autour d'elle pour ajuster son maquillage ou sa mise, l'adolescente à la silhouette longiligne et gracieuse, aux yeux en amande est partie. Milan, Paris, Londres, New-York, toutes ces villes qui font et défont la mode mondiale exercent sur la jeune fille de 19 ans un attrait indéniable. Et déjà, elle s' imagine: mannequin ébène, conquérant les sphères de la planète mode. Nimbée d'un halo de lumière, elle avance avec son déhanché saccadé et ce regard-panthère dont elle

sait user. Ses longues jambes fines luisantes sous les spots et le regard fixé sur ce point, là-bas, au-delà du podium.

En attendant ce grand jour qui tarde à arriver, c'est sur la scène du St John's Plaza à Douala qu'elle a tenté d'accrocher, vers la fin de l'année dernière, le regard des stylistes et autres photographes venus des quatre coins du monde à l'occasion de la 5e édition de l'Annual show, le festival dédié aux mannequins black au sud du Sahara. Avec le festival Africollection qui se présente comme le grand rendez-vous de la mode en Afrique centrale et dont la dernière édition s'est tenue du 1er au 10 février 2010 dans la même ville de Douala, l'Annual show s'est

imposé comme le lieu privilégié de rencontres des mannequins de tout univers au Cameroun. «Avec des événements comme ceux-là, nous avons la possibilité de nous ouvrir, d'échanger nos expériences et de savoir dans quel sens orienter notre carrière», pense Sylvie qui explore les catwalks depuis deux ans déjà.

Si à l'occasion de ces rencontres de jeunes loups et louves se révèlent au public, on s'interroge toutefois sur le destin des mannequins camerounais et leur statut. Car, bien qu'omniprésents sur les podiums, leur présence sur la scène reste fugace. Parmi ces mannequins aux ambitions affirmées, Joël Minoué, 29 ans, étudiant dans une école de commerce, paral-

lèlement à ses activités professionnelles dans une société de recouvrement. Mannequin depuis 2005, il est désabusé: «Parler de statut renvoie à quelque chose de bien précis. Chez nous, cela ne renvoie à rien du tout justement. Lorsque les gens nous voient sur les plateaux, ils se disent que nous avons perdu nos vies. Les promoteurs des festivals et les stylistes nous proposent des sommes dérisoires pendant les défilés, c'est dire combien on nous prend au sérieux», lance-t-il ironiquement.

### Rémunération

Bien que les agences de mannequins se créent dans les grandes villes du pays, le statut de ceux-ci reste problématique. Les contrats de travail sont en effet très rares, et les modèles sont payés de façon épisodique ou à la prestation. Pour Renel Kok, responsable de Sonomod, la toute première agence de mannequin au Cameroun, «une bonne agence ne forme que des mannequins, pour qu'ils soient prêts à d'éventuels castings des stylistes, des sociétés de pub qui sont nos clients. De l'autre côté, les sociétés de la place prennent très souvent, pour les besoins de publicité, des filles venant d'autres pays d'Afrique ou d'Amérique. Or nous avons de belles filles talentueuses ici», affirme-t-il courroucé.

Dans la plupart des cas, entre deux évènements, les jeunes filles sont appelées à servir comme hôtesse d'accueil. «Le problème est que, à ce moment, nous ne sommes pas payées comme il se doit, bien que c'est souvent au-delà de ce que l'on nous donne lors des prestations sur scène. Les gens se disent qu'ils donnent un coup de main aux étudiantes et c'est tout. On ne voit pas que parmi nous, il y a des personnes qui veulent en faire un métier», confie Gisèle Kemseu, 23 ans, moulée dans un jean qui dévoile ses formes harmonieuses, les mains manucurées et le visage soigneusement maquillé.

Alors que les critiques fusent de toutes parts contre des personnes qui sollicitent les services des modèles, Grégoire Pivélé, organisateur de l'Annual Show accuse plutôt les filles. «Elles n'ont pas compris ce qu'on attend d'elles. Figurez-vous qu'on repère une fille, on investit des sommes énormes sur elle en se disant qu'on pourra la pousser le plus loin possible. Malheureusement, soit elle tombe amoureuse d'un homme qui lui interdit de nous fréquenter, soit elle tombe enceinte et tout est perdu.» Un avis que conteste Marina Alima: «Avant d'émettre le moindre jugement, il faut savoir que le métier de mannequin au Cameroun est considéré comme un sous-métier. Beaucoup l'assimilent à de la prostitution et considèrent les mannequins comme des filles faciles. Les promoteurs culturels et agences publicitaires exploitent notre image et nous payent très mal. C'est cela la réalité chez nous».

En attendant des jours meilleurs, et dans l'espoir que se réalise le vœu de Rénel Kok pour qui un mannequin moyen devrait gagner 50 000 F CFA par défilé et le top model 100 000 à 150 000 F CFA, comme Sylvie Etoukè, filles et garçons multiplient les séances de sport et les passages en institut, histoire de garder la forme et être prêts, le jour où Dame chance frappera à leur porte. □

## Grégoire Pivélé

# Relever le niveau de la mode

LE DIRECTEUR DE L'ANNUAL SHOW FESTIVAL EXPLIQUE COMMENT LA MANIFESTATION QU'IL ORGANISE DEPUIS DIX ANS CONTRIBUE À L'ÉPANOUISSEMENT DES MODÈLES.



### Pourquoi avoir créé un festival uniquement dédié aux mannequins noirs en Afrique?

Nous organisons l'Annual show festival, le festival de mannequins black au sud du Sahara, depuis dix ans au Cameroun pour relever le niveau de la mode et du mannequinat, passer des balbutiements au professionnalisme. L'opportunité de créer l'Annual show Festival réside aussi dans le fait de construire un évènement susceptible d'amener beaucoup de jeunes à se lancer dans ce métier, le découvrir et exploser à la face du monde avec les valeurs de beauté africaine, qui n'ont rien à envier aux autres. Nos Etats doivent comprendre que la mode est un véritable levier de fonds et de devises notamment pour ce qui est du tourisme.

### Depuis dix ans que ce festival existe, on tarde à voir les résultats sur le terrain...

Disons que le mannequinat en Afrique va devenir porteur. Il faut créer régulièrement des évènements pour animer et faire vivre le secteur. Si personne n'ose, le mannequinat ne deviendra jamais un métier d'avenir en Afrique. C'est pour cela que nous travaillons par palier. Nous avons d'abord construit un évènement fort qui réunit les mannequins camerounais, maliens, sénégalais, ivoiriens, sud-africains et ceux qui viennent de la France et des Etats-Unis. Ce regroupement permet les échanges sur le métier mais aussi une visibilité énorme avec les partenaires médias qui viennent de plus de 15 pays d'Afrique, d'Europe et des Etats-Unis. Nous avons, avec le niveau de cachet que nous proposons aux mannequins, relevé ce qui leur était proposé jusque là.

### On se rend pourtant compte qu'en Afrique centrale, les mannequins hommes et femmes ont du mal à vivre pleinement de cette profession. Comment peut-on surseoir à cette situation?

Il faut organiser des évènements d'envergure, de façon régulière. Cette régularité va créer du rythme, et les mannequins pourront ainsi meubler leurs agendas et faire des projets de vie. Pour cela, il faudrait que les mannequins soient plus professionnels, investissent dans la confection d'un look de qualité et compétitif. Cet élément est une clé essentielle pour la réussite dans ce métier. Si toutes ces synergies sont réunies en Afrique, nous aurons de véritables opportunités de rentrées d'argent pour tous les maillons de la chaîne de la mode et pour l'Etat qui accueille l'évènement. Ce métier, s'il est bien géré avec professionnalisme peut faire vivre des familles entières. Si le rythme d'évènements est maintenu, le mannequinat sera, d'ici dix ans, le métier culturel le plus en vue en Afrique.

*Propos recueillis par D.E.*

# Fatoumata Kandé Nouvelle reine de la beauté guinéenne

La salle des congrès du Palais du peuple a accueilli, le 31 décembre 2010, la troisième édition de Miss Guinée. Placé sous le signe de la paix en République de Guinée, le concours a enregistré la participation de 19 candidates venues de la zone spéciale de Conakry, de Boké, Kindia, Mamou, Labé, Faranah, Kankan et N'Zérékoré. Au terme d'une soirée palpitante retransmise en direct par la télévision guinéenne, Fatoumata Kandé a été élue «Miss Guinée 2010». Elle succède ainsi à Ary Sidibé, détentrice de la couronne au titre de l'année 2009.

L'ambiance a été magistralement entretenue par plusieurs groupes musicaux: les Zawagui qui ont interprété leur titre «La paix en Guinée», ainsi que les Instincts Killers dans leur morceau «Unité» et Big Dré dans «Tug life»... Après les différents passages où les candidates ont défilé tour à tour en petits pagnes (leppi et forêt sacrée) et en soutien-gorge, puis en tenue de plage et en robe de soirée, l'ultime phase de la série des questions de culture générale a mis une dizaine d'entre elles en compétition. Pour Me Raja Raffi, président du jury, la tâche de désigner la plus belle fille de la soirée n'a pas été facile. Cependant, après les délibérations, c'est Fatoumata Kandé, candidate N°19 -1,72 m pour 62 kg- qui a été sacrée «Miss Guinée 2010» avec 130 points. Elle a empoché la coquette somme de 20 millions de francs guinéens, ainsi que quatre autres millions de la part des sponsors de la soirée.

Fatoumata Kandé, 19 ans, a su convaincre le jury lors de ses différents passages devant le public. Mais surtout, ses atouts intellectuels sur les thèmes liés à l'actualité nationale et aux problèmes de la femme guinéenne ont largement fait la différence.

*Souana Doré, correspondant en Guinée*



## OrthogrAfrique

# Découvrir l'Afrique par l'orthographe

Lancé le 15 janvier dernier à Bruxelles, le concours OrthogrAfrique vise à faire découvrir le continent noir aux enfants et aux jeunes africains d'Europe. Coordonnateur des Etats généraux de la jeunesse africaine (EGJA), qui se sont déroulés au printemps 2010, Olivier Kayomo est aussi l'initiateur de ce rendez-vous culturel qui allie savoir et découverte. Il nous situe, dans cet entretien, sur les tenants et les aboutissants de cette activité...

*Propos recueillis par Ghislain Zobiyo*

### Notre Afrik: Que signifie OrthogrAfrique?

**Olivier Kayomo:** OrthogrAfrique, c'est la rencontre de la langue française et des auteurs africains. Il s'agit d'un tournoi (concours d'orthographe) de la langue française pour les jeunes dont l'âge varie entre 10 et 15 ans. Le concours s'appuiera non seulement sur les fables de la Fontaine, mais aussi et surtout sur les textes et contes des auteurs africains. L'idée est d'accompagner les jeunes dans leur parcours scolaire tout en leur faisant découvrir la culture africaine au travers de ces auteurs.

### Pouvez-vous brièvement nous parler de la genèse de ce projet?

OrthogrAfrique est née du souci de transmettre quelque chose à nos enfants et de rester dans l'esprit des Etats généraux de la jeunesse africaine (EGJA). On a pensé à l'oralité africaine et on s'est dit que ce serait peut-être intéressant d'organiser un concours de langue française en mettant une touche, une spécificité africaine. D'où l'idée de faire appel aux écrits d'auteurs africains, aux héros africains, à des gens qui ont fait des choses, qui ont écrit et beaucoup contribué à l'espace francophone, mais que malheureusement beaucoup de nos jeunes ne connaissent pas; et que nous-mêmes, parents ou aînés africains d'Europe, ne valorisons pas assez.

### Quel est le principe du jeu?

On va d'abord distinguer trois catégories de participants selon l'âge: de 10 à 11 ans; de 12 à 13 ans et de 14 à 15 ans. On reste dans l'oralité et le principe est simple. On partira toujours d'un mot facile vers un mot difficile. Prenons par exemple le mot «Bonjour». On demande simplement à l'enfant de l'épeler. A l'aide d'un dictionnaire, le jury validera ou non la réponse. Si l'enfant a bien écrit le mot, on passe alors à un autre et, au fur et à mesure, on augmentera le niveau de difficulté. Il y aura des accents, des traits d'union, des cédilles,



etc., pour que l'enfant comprenne finalement que la vie, c'est aussi une compétition, d'autant plus qu'il y aura des prix.

L'idée d'OrthogrAfrique n'est pas de faire un jeu élitiste, mais un jeu qui suscite une adhésion populaire. Tous les enfants qui y participeront recevront un encouragement.

### Quelles pourraient être les retombées d'une telle opération?

Beaucoup de jeunes africains nés en Belgique ou qui ont grandi en Europe ne savent pas que ces auteurs africains existent. Le fait de leur permettre d'acquérir cette information est une nouveauté. Ils vont pouvoir rêver, se projeter en pensant à leurs aînés et parents africains qui ont fait de bonnes choses. En plus, la langue française est un véhicule de communication pour bon nombre d'Africains. Nous nous devons donc de nous la réapproprier en y mettant notre touche, en y apportant notre spécificité. D'où

le regard, entre autres, d'un auteur comme Léopold Sédar Senghor, qui a apporté énormément à la langue française, avec toute son africanité, sa négritude.

Nous voulons susciter un réveil, une conscientisation, car l'Afrique, ce n'est pas seulement les images négatives qu'on voit à travers les différents médias, mais également une jeunesse, une grande richesse intellectuelle...

### Qu'attendez-vous des enfants? De leurs parents?

Nous voulons que les parents adhèrent à ce projet et qu'ils le portent comme étant un espace de transmission aux enfants. Nous espérons que les enfants participeront nombreux à cette initiative, qui leur permettra de mieux découvrir l'Afrique, ses pays, sa géographie, ses auteurs... L'Afrique, c'est aussi un continent qui gagne, qui est constructif et positif. □



## Evasion

# Laongo, un musée à ciel ouvert

**SITUÉ À UNE TRENTAINE DE KILOMÈTRES DE OUAGADOUGOU, LA CAPITALE DU BURKINA FASO, LE VILLAGE DE LAONGO ABRITE UN SITE DE SCULPTURES SUR GRANIT QUI ATTIRE DES VISITEURS DU MONDE ENTIER. C'EST LÀ QUE CHRISTOPH SCHLINGENSIEF, UN ARTISTE ET METTEUR EN SCÈNE ALLEMAND, A CHOISI D'ÉRIGER SON VILLAGE OPÉRA.**

*Par Désiré Théophile Sawadogo  
Correspondant au Burkina*

### EPARPILLÉS À TRAVERS

les hautes herbes rougies par la poussière que charrie l'harmattan en ce mois de janvier, de gros blocs de granit empruntent tantôt une forme humaine -un buste d'homme ou de femme à demi vêtue, sensuellement étendue- tantôt une silhouette animale. Que ce soit le vol d'oiseaux lisses de Lionel Schewzuck, la tortue ensablée, un masque étrangement humain, le poisson isolé au soleil, un bloc de granit poli d'où émerge une tête d'âne en bronze... les œuvres de ce véritable musée à ciel ouvert sont un vrai régal pour les yeux.

Mais qu'elles soient anthropomorphes, zoomorphes, figuratives ou abstraites, les sculptures de Laongo se fondent à merveille dans le paysage. Dans les allées, des visiteurs -occidentaux en majorité, mais aussi des nationaux- déambulent, s'arrêtent parfois devant une œuvre. D'autres, peut-être fatigués, sont étendus sur un gros bloc de granit, bien à l'ombre et à l'abri de la poussière soulevée par le vent de l'harmattan.

C'est le sculpteur burkinabè Siriki Ky qui a dé-

couvert le site il y a 21 ans maintenant, et qui est à l'origine des symposiums qui s'y tiennent régulièrement. «Je revenais d'un symposium en Europe quand j'ai eu cette idée. J'ai alors initié un petit dossier, que j'ai soumis aux autorités. Le président du Faso a alors donné son feu vert pour qu'on organise la première édition», explique l'homme qui a appris la sculpture en Côte d'Ivoire et en Italie.

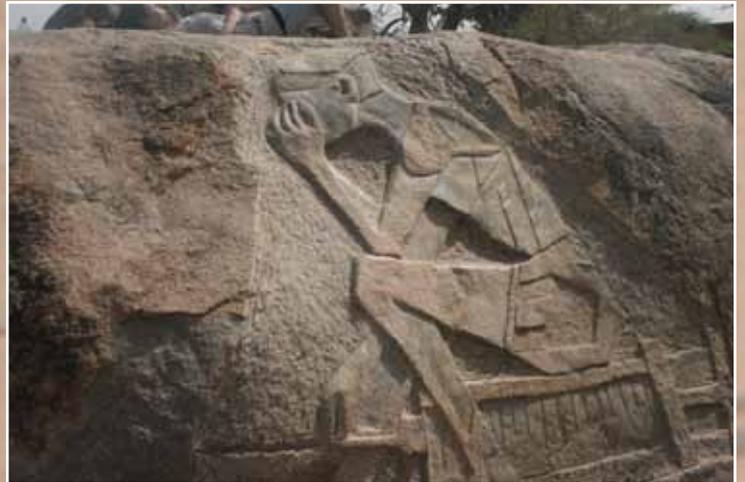
Ce premier symposium de Laongo -le «Symposium granit 89»- s'est ouvert le 13 janvier 1989 et a réuni dix-huit sculpteurs renommés venus de treize pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique. Après leur passage, les gros blocs de granit dont regorge la zone ont changé de physionomie. Depuis lors, le site, qui compte actuellement 225 œuvres, est devenu, au fil des éditions, une destination touristique prisée, à la grande satisfaction de l'Office national du tourisme du Burkina. De grands sculpteurs, venus du monde entier, y ont laissé leurs marques. «Laongo est le seul site de symposium au monde où les sculpteurs viennent à la rencontre d'affairements granitiques qu'ils sculptent et

qu'ils laissent sur place à l'appréciation du public. C'est cela l'originalité de Laongo! Dans les autres symposiums, les pierres sont ramenées des carrières afin qu'elles puissent être sculptées», s'enthousiasme Siriki Ky.

### Le projet fou de Christoph Schlingensiefel

Pourtant, les initiateurs voient plus grand. Depuis quelques années, un second site a vu le jour, à un kilomètre du premier. «Le projet initial, c'était de réaliser une route des arts, c'est-à-dire pouvoir travailler sur le granit qui existe de Laongo jusqu'à la ville de Ziniaré. Nous voulons que tout le tronçon soit bordé de sculptures. C'était un projet ambitieux mais qui n'était pas limité dans le temps.»

En arrivant sur ce deuxième site, situé à proximité de la colline de Tambi-Yargo, impossible de ne pas remarquer les murs rouges de plusieurs bâtiments qui ont poussé du sol. C'est là que Christoph Schlingensiefel, célèbre artiste et met-



teur en scène allemand, a choisi d'ériger un palais des festivals et un village opéra. Il avait prévu de bâtir, sur une superficie de 5 ha, un théâtre (le palais du festival) avec salle de répétition, des ateliers, une maison pour les hôtes, un dispensaire, une école pour 500 enfants et jeunes avec des classes de musique et de film...

Un projet fou dont l'initiateur ne verra pas l'aboutissement: vaincu par un cancer, il s'est éteint le 21 août 2010, après avoir demandé à ses proches, alors qu'il était couché sur son lit de mort, de faire des dons pour l'aboutissement de son projet au lieu d'envoyer des couronnes... Pour l'heure, plus de vrombissement de machine sur le chantier, et pas un ouvrier à l'horizon. Seul un gardien assure la sécurité des lieux. Mais que l'on ne s'y trompe pas, les amis de Christoph Schlingensiefel ont décidé d'achever l'œuvre. ■



# Kreyann Une habilleuse de rêve

ANNA NGANN YONN EST UNE JEUNE STYLISTE CAMEROUNAISE QUI A LE VENT EN POUPE. ELLE NAÎT ET GRANDIT AU CAMEROUN. APRÈS L'OBTENTION DE SON BACCALURÉAT SCIENTIFIQUE, ELLE S'ENVOLE POUR PARIS. DÉJÀ, LE FROUFROU DES ÉTOFFES NE LA LAISSE PAS INDIFFÉRENTE. SES DEUX GRAND-MÈRES FAISAIENT DE LA COUTURE, MAIS C'EST SURTOUT LA GARDE-ROBE DE SA MÈRE -QUI VOYAGEAIT ÉNORMÉMENT À TRAVERS LE MONDE ET QUI RAMENAIT DE MAGNIFIQUES VÊTEMENTS ET TISSUS DES PAYS QU'ELLE VISITAIT- QUI VA L'INFLUENCER. C'EST DONC TOUT NATURELLEMENT QUE CETTE FEMME AUX DOIGTS DE FÉE S'INSCRIT À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES ARTS DE LA MODE DE PARIS (ESMOD). TROIS ANS PLUS TARD, C'EST FAIT! ELLE EN SORT STYLISTE MODÉLISTE EN PRÊT-À-PORTER FEMME ET HAUTE COUTURE. DE RETOUR AU CAMEROUN, ELLE CRÉE UN ATELIER/SHOW-ROOM POUR LA COUTURE SUR MESURE.

EN 2001, LA MARQUE KREYANN NAÎT EN MÊME TEMPS QUE S'OUVRE, À DOUALA, UNE BOUTIQUE AYANT PIGNON SUR RUE À BONANJO. DANS CE LIEU FEUTRÉ, COMME SUR LES DIFFÉRENTES SCÈNES QU'ELLE A PARCOURU, ELLE PROPOSE UN STYLE ÉPURÉ, SOBRE AVEC JUSTE CE QU'IL FAUT DE FANTAISIE. LES MATIÈRES NATURELLES (LIN, COTON, SOIE...) PRENNENT UNE TOUTE AUTRE TEXTURE SOUS SES DOIGTS POUR LE PLAISIR DE SES CLIENTES.



L'ESCALE PICTURALE DE NATHALIE REY

# Champ de coton, marché et symphonie...

Qu'y a-t-il de commun entre un champ de coton, un marché et des rythmes? Tout. La vie. Le rythme et la symphonie se retrouvent en permanence dans les champs, et singulièrement dans le champ de coton, ne serait-ce que parce que le vent siffle joyeusement à travers les tiges. Et, bien entendu, le marchandage serré entre vendeur et acheteur est constamment couvert par toutes sortes de bruits qui rythment la symphonie particulière des marchés. Mais ici, le fil d'Ariane de ces trois entités, c'est Nathalie Rey qui, à force de couleurs et d'expressions, nous plonge dans une escale picturale bien colorée...



## → Champ de coton

Des pas de danse, des cris aigus, des froissements de tissus, rires, chants, c'est ainsi qu'elles aiment célébrer la floraison des fleurs de coton. Vaste champ de fleurs blanches telles une couverture de neige couvrant tout sur son passage jusqu'à la venue de ces heureuses demoiselles qui les entraînent dans une valse enivrante.



## → Rythme, symphonie...

Couleurs vives, danse traditionnelles, rythmes, son des tam-tams, percussions, les joyeuses demoiselles célèbrent la vie inlassablement, c'est leur façon à elles de partager leur joie, de remercier les uns et les autres. De vivre... Tout simplement!



## → Le marché

Des paniers et des Calebasses emplies de fruits et de légumes bordaient le long de la route: un petit marché. A côté, des femmes pilaient le mil afin de préparer le repas. Plus loin, sur une pirogue, un pêcheur. Peut-être que la pêche avait été bonne. Il payait en chantonnant gaiement. Il avait hâte de rentrer retrouver son épouse et ses enfants.

## SANTÉ



Jean-Paul Gonzalez, DG du Cirmf

## «Une vocation pour la recherche médicale»

Depuis 1996, toutes les épidémies d'Ebola ou de Marburg ont été diagnostiquées au Centre international de recherches médicales de Franceville (Cirmf), au Sud-est du Gabon, et non pas dans les célèbres laboratoires à Atlanta (USA) ou à Lyon (France). La création d'un tel centre, ouvert à tous les chercheurs du monde et décidée conjointement par l'Etat gabonais et ELF-Gabon (aujourd'hui Total Gabon), date de 1979. Jean-Paul Gonzalez, directeur général de ce Centre, a bien voulu répondre à nos questions.

*Propos recueillis par Antoine Lawson, correspondant au Gabon*

### Notre Afrik: Pouvez-vous définir le Cirmf, son rôle et ses attentes?

Jean-Paul Gonzalez: Le Centre international de recherches médicales de Franceville (Cirmf) est localisé à Franceville et, du point de vue expert et pluridisciplinaire, il accueille des personnes qui exercent des métiers différents et qui convergent vers la recherche médicale internationale. En d'autres termes, le centre regroupe de façon privilégiée des chercheurs du monde entier, des techniciens et des visiteurs qui apportent l'expertise nous permettant d'échanger du point de vue scientifique. Et cela, pour nous permettre de maintenir le centre ouvert à l'international avec un niveau d'expertise reconnu.

Le centre s'emploie à faire de la recherche médicale au sens large du terme, c'est-à-dire une recherche médicale épidémiologique au niveau social, anthropologique, bref tout ce qui peut toucher à la santé et au niveau moléculaire ou biologique. Les programmes du Cirmf concernent la recherche clinique, physiopathologique, thérapeutique et/ou de santé publique ainsi que les facteurs d'émergence, de diffusion et de réduction de ces maladies infectieuses. Total Gabon et l'Institut de recherche pour le développement (IRD) sont les partenaires majeurs de ce projet.

### Quelles sont les différentes spécialités du Cirmf?

Les chercheurs du Cirmf s'impliquent dans l'ensemble des spécialités qui mènent à la recherche médicale. Ainsi, on peut dire immédiatement qu'il n'est pas nécessaire d'être médecin pour faire de la recherche médicale. Cette situation, bien vécue par les Anglo-saxons, l'est moins bien par la vieille Europe, la France en particulier, où l'on se demande comment un épidémiologiste venant de la Faculté des sciences peut s'occuper des questions médicales. Aujourd'hui, c'est une situation acquise que les docteurs en sciences peuvent faire de la recherche médicale.

### Pouvez-vous décrire les missions du Cirmf?

La grande mission du Cirmf est la recherche médicale, qui revient en priorité et qui concerne évidemment le Gabon et la grande région de l'Afrique centrale. La deuxième mission du Centre est la formation: former l'élite (des chercheurs gabonais ou africains) et aussi des jeunes chercheurs à l'international qui viennent se spécialiser dans des domaines spécifiques qui leur permettront de développer des recherches pour l'Afrique et pour le Gabon. En troisième lieu, le Cirmf a un rôle d'appui à la santé publique. Le Centre a une vision permanente et



développées des recherches qui seront finalisées et qui ne s'opposent pas aux recherches fondamentales. La finalité de ces recherches n'est autre que de produire des stratégies, des articles, des médicaments, des vaccins destinés à la santé publique.

### Que dire des départements du Cirmf et des projets futurs?

Aujourd'hui, nous disposons de sept unités de maladies émergentes, de la rétrovirologie, de la parasitologie, d'hématologie, d'hépatologie, des sciences biologiques et de santé publique, primatologie et écologie de la santé. L'extension se fait sur les fièvres hémorragiques et les virus transmis par les insectes et les moustiques. L'unité de parasitologie se consacre au paludisme et aux filaires. Il y a également une unité de primatologie qui accueille des primates pour la recherche en méthode comportementale, afin de comprendre comment les virus sont transmis. □

## POINT DE VUE



Par Emmanuel Babissagana \*



## Crise ivoirienne : pour une Commission Vérité et Réconciliation

**LA TOURNURE POST-**électorale des événements en Côte d'Ivoire pose inéluctablement la double question de savoir si les conditions étaient réunies d'une part, et les esprits disposés d'autre part, pour une élection transparente et non susceptible de contestation. Trois éléments majeurs nous orientent vers une réponse plutôt négative, un fétichisme ambiant et de circonstance, une erreur d'appréciation, et enfin l'oubli du peuple ivoirien. Explications...

Au regard des pressions et moyens déployés depuis 2005, l'on en était venu à croire ou à faire croire aux Ivoiriens que l'élection présidentielle agirait comme un fétiche, et accoucherait d'une nation réconciliée. Pour ce faire, l'on avait alors imbriqué et superposé des institutions (CEI, Cour constitutionnelle, ONU, etc.) dans une configuration invraisemblable, où chacune d'elle revendique aujourd'hui la primauté, plongeant la Côte d'Ivoire dans une impasse totale. Mais en réalité, quand on sait que depuis la décennie 1990, l'élection tend à remplacer le coup d'Etat dans la stratégie néocoloniale, il y a lieu de se demander si la sur-implication des puissances occidentales dans l'élection présidentielle ivoirienne n'en faisait pas d'emblée une élection pipée, voire «nauséabonde», en raison de l'odeur conjointe de cacao et de pétrole qu'elle recouvrirait...

Deuxième élément de réponse, l'erreur d'appréciation des différents protagonistes. Dans toute élection en effet, la connaissance des résultats n'entraîne pas automatiquement leur reconnais-

sance. Celle-ci suppose l'existence d'un climat apaisé et d'une culture démocratique partagée; ce qui est loin d'être le cas dans une Côte d'Ivoire divisée et partiellement contrôlée par une rébellion. Dans de telles conditions, toute élection prend nécessairement la forme d'une poursuite de la guerre par d'autres moyens. D'où l'erreur d'appréciation, qui a consisté à vouloir substituer l'élection à la (re) construction méthodique de la nation ivoirienne. Ainsi s'est-on des années durant focalisé sur des accords de paix entre les deux camps, au lieu de travailler davantage à jeter des ponts entre les populations du Nord et Sud qui, ensemble, constituent le peuple ivoirien, ce grand oublié de la crise actuelle.

La Côte d'Ivoire souffrirait en réalité d'un mal plus profond, que l'on pourrait qualifier de syndrome de l'oubli oublié.

**«L'oubli du peuple ivoirien semble si profond aujourd'hui que l'on en serait pratiquement venu à l'oubli même de cet oubli, chacun des protagonistes campant résolument sur ses positions, ses intérêts, et étant déterminé à faire de nouveau couler du sang ivoirien, si cela était nécessaire pour rester ou accéder au pouvoir.»**

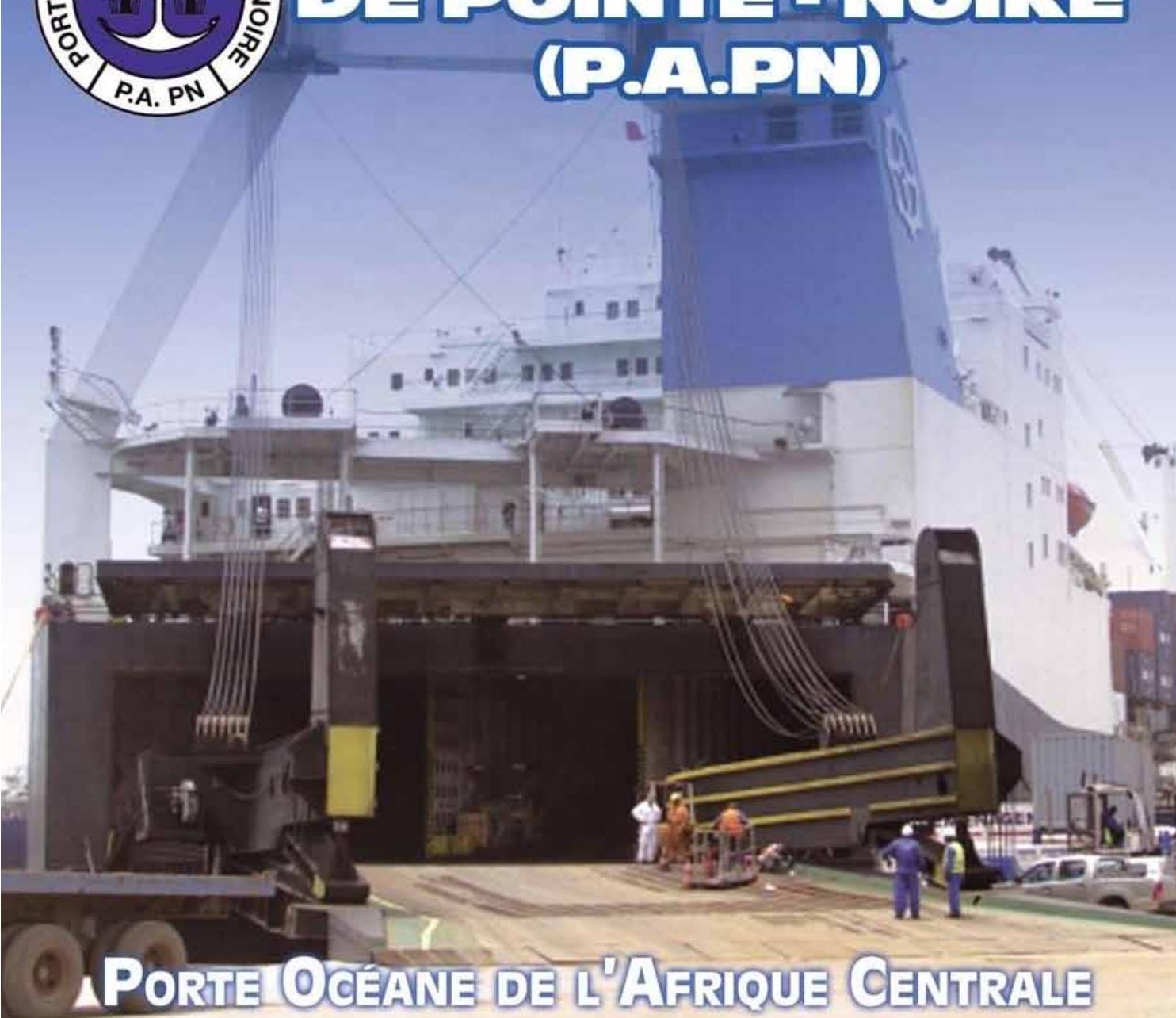
Car l'oubli du peuple ivoirien semble si profond aujourd'hui que l'on en serait pratiquement venu à l'oubli même de cet oubli, chacun des protagonistes campant résolument sur ses positions, ses intérêts, et étant déterminé à faire de nouveau couler du sang ivoirien, si cela était nécessaire pour rester ou accéder au pouvoir. Or seul le peuple ivoirien peut durablement désamorcer la crise actuelle. Mais pour cela, il doit préalablement savoir ce qui s'est passé et se passe, qui finance la rébellion, qui est responsable des charniers ci et là à travers le pays, pourquoi cette sur-implication occidentale en Côte d'Ivoire, etc.? On ne peut en effet tourner la page de la guerre sans l'écrire et sans la lire publiquement, comme nous l'ont montré les Sud-Africains. Une Commission vérité et réconciliation nous semble donc un préalable indispensable en Côte d'Ivoire. Car seule la vérité confessée ouvrira les portes du pardon, de la réconciliation et de la confiance nécessaires à un avenir commun et pacifié.

Cet incontournable moment de vérité servira également de catharsis (purification) politique aux Ivoiriens, car il dévoilera les loups déguisés en anges et les disqualifiera d'emblée de toute élection à venir en Côte d'Ivoire. Les Ivoiriens pourraient alors provisoirement s'accommoder d'un gouvernement de consensus, le temps de rétablir le lien social et la confiance, le temps aussi qu'émergent de nouvelles figures politiques «immaculées», déterminées à rompre avec les divisions actuelles et le néocolonialisme grossier dont souffre la Côte d'Ivoire. □

*\* Philosophe, enseignant à l'Université catholique de Yaoundé, chercheur aux Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles.*



# **PORT AUTONOME DE POINTE - NOIRE (P.A.PN)**



## **PORTE OcéANE DE L'AFRIQUE CENTRALE**

Siège social : Avenue de Bordeaux (Enceinte portuaire) B.P : 711 Pointe-Noire  
E-mail : [papn2006@yahoo.fr](mailto:papn2006@yahoo.fr) - Web : [www.congoport.papn.com](http://www.congoport.papn.com) - République du Congo

# NOUVELLES DESTINATIONS



Redécouvrez le ciel  
[www.flyasky.com](http://www.flyasky.com)

ASKY vous ouvre les portes de l'Afrique, mieux que nulle autre compagnie aérienne grâce à son réseau toujours plus étendu. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyage habituelle ou retrouvez-nous sur notre site internet : [www.flyasky.com](http://www.flyasky.com)

Autres destinations :

Abidjan, Accra, Banjul, Bamako, Brazzaville, Conakry, Cotonou, Douala, Freetown, Kinshasa, Libreville, Lagos, Lomé, Monrovia, Niamey, Ndjamena, Ouagadougou.